

N°407 - décembre
2012 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

silence

Vivre sans internet

Catalogne

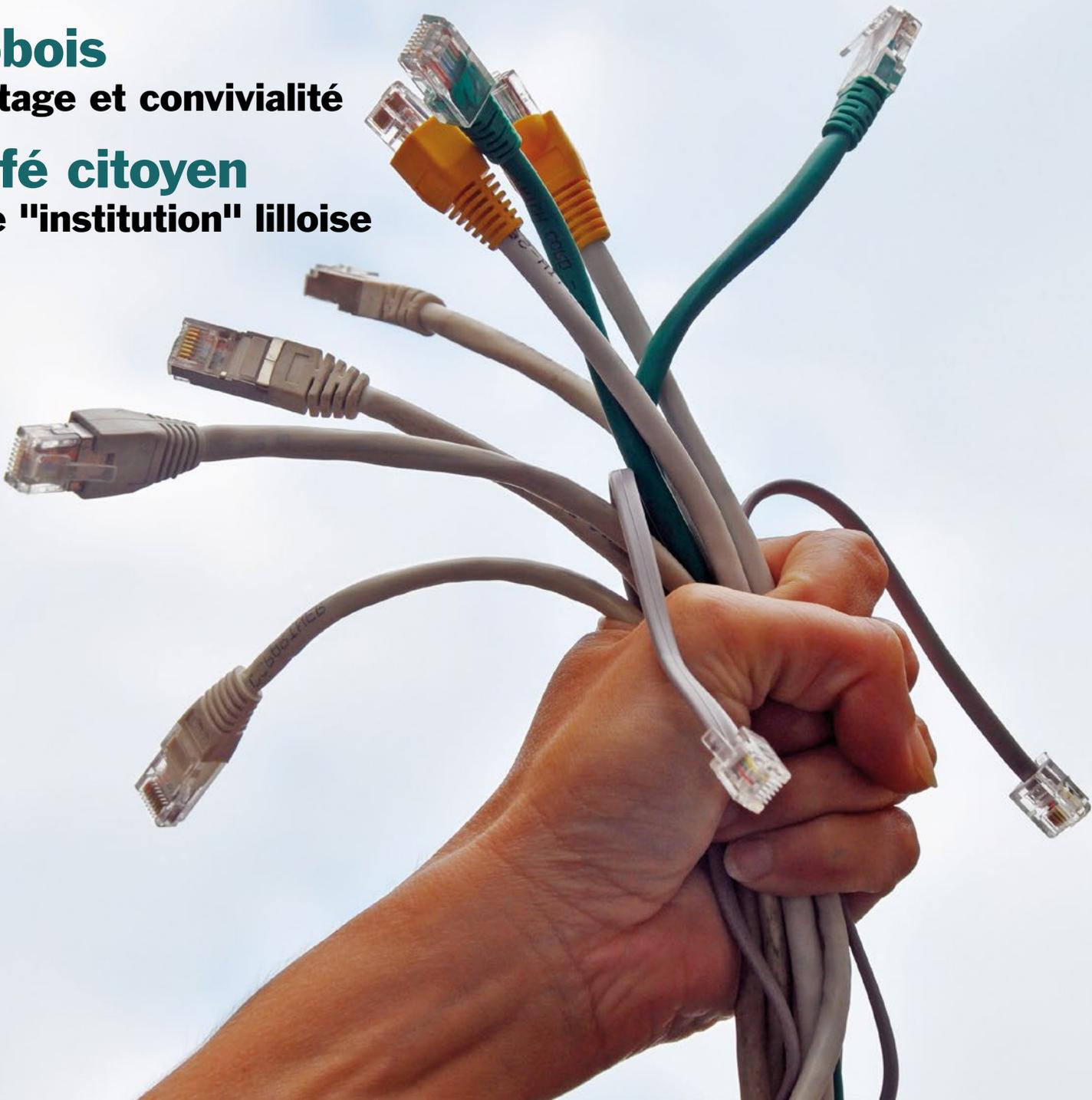
Où en est la coopérative intégrale ?

Cobois

Partage et convivialité

Café citoyen

Une "institution" lilloise



3 Questions à...

Hilda Ventura,
des populations du Péten (Guatemala) en lutte
contre l'entreprise pétrolière Perenco.

Dans le Péten, au nord du Guatemala, le pétrole est exploité (49 puits) depuis les années 80 et depuis 2002 par la multinationale franco-britannique Perenco. Quels sont les impacts de cette exploitation ?

La situation est catastrophique. Les oléoducs ont des fuites qui rendent nos terres sèches et impropres à la culture. Aucune étude n'a été réalisée sur l'impact environnemental, sur l'eau et la santé. Les enfants ont des maladies de peau que les médecins ne connaissent pas. Les lagunes et les puits à proximité sont asséchés, les poissons meurent.

En 1989, le Guatemala a voté une loi sur les zones protégées qui incluait la zone de la *Laguna del Tigre* dans le Péten. En 2010, le contrat d'exploitation de Perenco, qui y est situé, a pourtant été prolongé de 15 ans, illégalement donc.

Par un curieux retournement, les populations locales, arrivées avant la protection de la zone, sont considérées comme usurpatrices et

criminalisées. En réalité, elles gênent l'essor d'un large plan de développement néolibéral de la région au profit de capitaux transnationaux, qui comprend un projet touristique autour de temples Maya, cinq barrages hydroélectriques pour alimenter d'immenses usines, des puits de pétrole et des monocultures. On veut nettoyer la zone de sa population locale.

Lors du renouvellement de son contrat d'exploitation en 2010, Perenco a financé l'implantation de six bataillons militaires "verts" dans la région, ayant officiellement pour rôle la protection écologique de la zone ! En réalité ils protègent l'entreprise. Ils contrôlent la population à travers des barrages filtrants où l'on nous confisque nos matériaux de construction et de travail agricole. Quatre expulsions (affectant plus de 2000 personnes) ont eu lieu avec l'aide des militaires. On nous donne une demi-heure pour partir, on ne peut rien emporter, et ils détruisent tout après notre départ.

Comment se mobilisent les populations locales ?

Nous voulons rester sur nos terres. Nous enlever nos terres, c'est nous enlever la vie. Les habitant-e-s du Péten ne reçoivent aucun bénéfice de l'exploitation du pétrole, et d'ailleurs nous n'en demandons pas. Nos communautés se sont organisées depuis 2010. Nous sommes allés voir le parlement, les ambassades, la Commission Internationale de Juristes, le représentant du Haut Commissariat pour les droits de l'Homme de l'ONU. Nous avons manifesté massivement. Mais le gouvernement continue à faire la sourde oreille. En février 2011, deux de nos leaders ont été assassinés. L'un d'eux refusait de vendre sa parcelle

LE MOIS DE LASSERPE

**BIODIVERSITÉ : 160 PAYS AUTOUR
DE L'URGENCE ÉCOLOGIQUE**



LASSERPE.

**UN NOUVEAU MIRACLE
RECONNU À LOURDES**



LASSERPE.

**DESTRUCTION DU SOUK D'ALEP,
PATRIMOINE DE L'HUMANITÉ**



LASSERPE.

quoi de neuf ?

**N°400
Offrez le livre**



Vous avez aimé le numéro 400 sur les 600 dates de l'écologie ?

Vous pouvez l'offrir sous forme de livre. Celui-ci, avec une

couverture plus rigide, est disponible contre 12 € + 4 € de port. Frais de port offerts à partir de cinq exemplaires.

Pourquoi Silence n'est pas en kiosque ?

Nous avons toujours refusé d'être en kiosque car cela oblige à des tirages importants (il y a plus de 30 000 points de vente en France)... pour des ventes, certes, plus importantes... mais avec un gaspillage énorme. La plupart des revues qui sont en kiosque ne vendent que de 30 à 50 % des exemplaires mis à la vente.

Silence a mis en place son propre réseau de distribution (230 points de vente actuellement) et nous plaçons ainsi un peu plus de 1000 exemplaires de la revue, avec un pourcentage de vente qui était de 84 % en 2011. Et nous conseillons de donner les numéros non vendus, ce qui doit encore diminuer le gaspillage.

Graphistes

Silence aimerait publier des détournements publicitaires allant dans le sens d'une planète débarrassée de la société de consommation.

Nous cherchons des graphistes qui seraient d'accord, soit de leur propre initiative, soit sur nos suggestions, de réaliser de tels détournements.

Merci de prendre contact avec la revue. N'hésitez pas à nous communiquer des travaux déjà réalisés dans ce domaine.

de terre où passait l'oléoduc. L'intimidation continue avec le massacre de 27 paysans en mai 2011, soit disant par le narcotraffic. Mais un état de siège a été décrété durant trois mois et durant ce temps là une nouvelle compagnie extractive mexicaine, City Pétén, s'était implantée dans la région.

Quelle est la responsabilité de la France et que pouvons-nous faire ?

La responsabilité de la France est engagée puisque ce sont des capitaux français qui sont concernés⁽¹⁾. Il est important de faire connaître la réalité que nous vivons. Nous travaillons avec des associations d'avocats sur les violations des droits humains. Le Collectif Guatemala qui nous soutient, veut promouvoir un changement de législation en France sur la responsabilité légale des sociétés mères et de leurs filiales, œuvrer pour la création de cours pénales européennes et internationales pour l'environnement, et proposer un "tribunal d'opinion" sur les multinationales françaises. ■

> Collectif Guatemala, 21 ter, rue Voltaire, 75011 paris, tel. : 01 43 73 49 60.

(1) Perenco appartient à la famille Perrodo, 21^e fortune française en 2012 selon Challenge.

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Vivre sans internet

4 à 13



Atelier partagé

Cobois, 15 ans de partage et de convivialité

Marie-Pierre Najman

26



Alternatives

Le Café Citoyen, "institution" lilloise en perpétuelle évolution

Gaëlle Ronsin

29



Alternatives

Où en est la Coopérative Intégrale Catalane ?

Guillaume Gamblin et Tula Gaspar

32



Anti-publicité

Entretien avec un Reposeur

Entretien réalisé par Françoise Bonde

34



Agroforesterie

Planter des figuiers et en vivre ?

Roger Gavinelli

36



Photos-reportage

Stop Bugey

Michel Bernard

38



Photos

Cafézoïde

Pierre-Emmanuel Weck

48



TAXE SUR LA BIÈRE ET HAUSSE DU PRIX DES CIGARETTES

SARKOZY VA-T-IL REVENIR ?

BUVEZ DU CHAMPAGNE ET FUMEZ LE CIGARE

EH BELGIQUE

J'Y PENSE TOUS LES MATINS EH REGARDANT POUSSER MA BARBE

UASSERRE.

CR CR CR

UASSERRE.



Prochain dossier : Alternatives en Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot et Aveyron

VENEZ NOUS VOIR les 13 et 14 décembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : 17 et 18 janvier, 14 et 15 février, 14 et 15 mars...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9 h 30 les samedis 15 décembre (pour le n° de février), 26 janvier (pour le n° de mars), 23 février (pour le n° d'avril)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 30 octobre 2012.

brèves

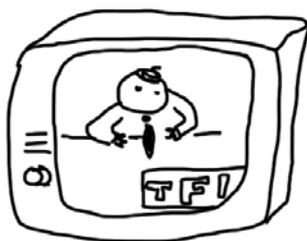
- | | | | |
|----|--|----|-----------|
| 15 | Société | 20 | Paix |
| 16 | Alternatives | 21 | Nord-Sud |
| 16 | Vélo | 22 | Nucléaire |
| 17 | Sexualité : se connaître pour moins nuire... (Léo Sauvage) | 22 | Énergies |
| 17 | Femmes, Hommes, etc. | 24 | Santé |
| 18 | Climat | 24 | OGM |
| 18 | Environnement | 25 | Politique |
| 20 | Pourquoi un bouclier antimissile ? (Dominique Lalanne) | 25 | Annonces |
| | | 25 | Agenda |
| | | 41 | Courrier |
| | | 42 | Livres |



journal sans agrafes



journal sans papier



journal sans scrupules



journal sans intérêt



journal sans OGM

Éditorial

Sans internet mais avec vous !

Comme nous l'avons exploré dans notre numéro 390 (mai 2011) avec un dossier sur "l'envers de la Toile", internet n'est pas soutenable. L'énergie nécessaire à sa mise en œuvre ne cesse de croître (aujourd'hui, au moins l'équivalent du transport aérien !), les matériaux indispensables à l'industrie numérique sont pillés sans vergogne et se raréfient, et le "web" s'est révélé un atout formidable pour l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde. Bien qu'il ne soit pas dénué d'ambivalence parce qu'il dope aussi la circulation des témoignages et des savoirs, aujourd'hui, si nous avons vraiment le choix, utiliserions-nous autant internet ?

Certains affirment qu'on peut encore s'en passer : eh bien, nous y avons réfléchi puis nous l'avons tenté dans ce numéro⁽¹⁾ et nous en tirons le bilan ! Comment faisons-nous avant ? Existe-t-il des éditeurs ou des médias qui évitent internet ? Des questions à se poser car nous pensons que nous devons tôt ou tard nous en passer, ou en limiter fortement les usages, soit progressivement à cause de la montée des coûts de l'énergie et des matériaux, soit brutalement en raison des dégâts cumulés que notre mode de vie impose au climat, à l'eau, aux sols, à notre air et aux êtres vivants.

Nous avons interrogé un chercheur sur la probabilité et les modalités de ces différents scénarios.

Demeure la question : quelle transition inventer pour sortir des usages de plus en plus nombreux que nous avons de la Toile ? Il s'avère urgent d'y songer et de les expérimenter, ce que nous avons modestement tenté avec ce numéro. Avec l'aide de toutes les personnes, lectrices, lecteurs et correspondant.e.s, qui ont bien voulu jouer le jeu !

La rédaction de Silence ■

(1) Réalisé sans utiliser internet pour la rédaction et sans indiquer aucune référence à un site ou à un courriel

L	On débranche tout, on réfléchit, et c'est pas triste !	5
e	<i>Propos mis en forme par Gaëlle Ronsin</i>	
i	Mais comment on faisait ?	8
	<i>Michel Bernard.</i>	
s	Editer sans internet ?	10
	<i>Marie-Pierre Najman</i>	
s	Vivre demain sans internet ?	11
	<i>Entretien réalisé par courrier et téléphone par Michel Bernard.</i>	
o	Silence sans internet... c'est possible ?	13
d	<i>La rédaction</i>	

On débranche tout, on réfléchit, et c'est pas triste !

Juin 2012, plusieurs membres de Silence se retrouvent pour parler de la préparation d'un "numéro sans internet". En cas de crise énergétique, ou par volonté d'autonomie, une revue comme la nôtre peut-elle se passer d'internet ? Jusqu'où nous sera-t-il possible de mener l'expérience, jusqu'où sommes-nous prêt-e-s à aller ?
Re transcription du débat...

Michel : Après le numéro sans téléphone portable, on avait pensé à faire un numéro où l'on essaierait de se passer d'internet... Nous sommes passés récemment au tout-internet : c'est après la crise de 2008⁽¹⁾ que l'on a créé un site internet actif... Avec la création du formulaire de contact et du site, les gens ont arrêté de nous envoyer des textes par courrier ou par disquette. C'était il n'y a pas si longtemps que ça...

Moins de papier...

Guillaume : Quand je suis arrivé à *Silence* en 2006, le courrier des lecteurs passait beaucoup plus par la poste, je passais des heures à taper des textes. Aujourd'hui, j'en retranscris un ou deux par mois. Tout le reste maintenant arrive par internet !

Michel : Aujourd'hui les articles arrivent presque tous par courriel.

Marie-Pierre : Du coup, tu as vu augmenter le volume des propositions pour des articles ?

Michel : Oui c'est sûr ! Et le volume de revues que l'on reçoit grâce à l'échange de presse⁽²⁾ n'a pas baissé. Internet s'est essentiellement rajouté mais ne s'est pas substitué.

Guillaume : Dans ce numéro, à l'image du numéro sans téléphone portable, aucune adresse internet ne serait donnée...

Marie-Pierre : Se limiter à cela, ce serait trop facile !

Béatrice : Mine de rien, on renvoie souvent à internet, il y a beaucoup d'annonces qui nous arrivent où le seul contact est un courriel ou un site, de même pour les brèves.



Gérer une revue sans internet ?

Claire, inquiète : D'accord pour ne pas publier les courriels mais si l'on suspend l'accès à notre site internet, cela posera des soucis pour la gestion de *Silence* ! Les gens m'écrivent pour arrêter leur prélèvement ou changer d'adresse. Notre réactivité sera réduite... Et ce sont souvent des gens qui écrivent le soir, ils ne peuvent pas nous appeler !

Béatrice : Je communique surtout par téléphone avec les personnes qui tiennent un stand pour *Silence*, c'est plus humain, cela permet de créer un lien. Pour les dépôts, on s'envoie des courriers mais il y en a de plus en plus qui scannent le bilan des ventes et l'envoient par courriel.

Claire : Notre logiciel de gestion des abonné-e-s passe par un réseau intranet, utilise les mêmes fils que pour internet mais c'est juste une connection entre un serveur, qui est déjà dans nos bureaux, et nos ordinateurs.

On utilise par contre le site de la banque pour faire des virements internes ou externes, la consultation des règlements de facture, la consultation des soldes ou de la trésorerie. Pour arrêter un prélèvement automatique sans internet, il faudrait que j'appelle la banque, lui envoie un listing, un courrier rapide... mais il y des dates limites, ce serait plus chaud à gérer !

"Ce sera beaucoup plus lent"

Michel : Pour le bouclage, j'envoie les futurs articles par courriel le mercredi pour le Comité

■ A *Silence*,
Michel et Guillaume coordonnent la rédaction, Marie-Pierre, Béatrice et Gaëlle participent à la rédaction, Claire et Béatrice coordonnent la gestion.

(1) En 2008, *Silence* a connu une crise liée à une forte baisse des abonnements.

(2) *Silence* échange un abonnement gratuit avec plus de 120 titres de presse écrite alternative.

de rédaction du samedi... il faudra faire passer les textes beaucoup plus en avance, par la poste.

Marie-Pierre : Ce sera beaucoup plus lent. Il y aura besoin de plus de patience et d'anticipation...

Béatrice : Il y aura aussi une histoire de coût, vu qu'on se servira beaucoup plus de la poste et du téléphone... Je pense à toutes nos relations, partenariats... Avec la maison d'édition le *Passager clandestin*⁽³⁾, on n'a travaillé qu'à distance ! On les a rencontrés une fois, on s'est appelé pour prendre les grandes décisions mais la plupart du temps, on a communiqué par courriel.

Gaëlle : Les seules alternatives à internet seront la poste et le téléphone ?

Béatrice : Et la réunion physique ! Il y a certaines personnes qu'on verra plus souvent, on se déplacera...



▲ Super La Poste contre Super Twitter ?

Michel : Le courriel, c'est pratique pour le collectif, pour envoyer des documents à plusieurs...

On pourrait se doter de fax avec mémoire numérique pour les envois groupés.

Marie-Pierre : Attention, c'est une expérience de pensée que l'on ne peut pas prendre dans toute son ampleur. Parce que sans internet, sans pétrole, on aurait sûrement plus à faire à planter nos carottes qu'à éditer *Silence*... C'est très difficile de n'envisager la société que sous un seul critère, qu'elle se retire d'internet... pourquoi ? C'est plus vaste que ça ! Le contexte serait complètement autre...

Michel : Ou alors, un gouvernement écolofacho est passé et a décidé qu'internet était un gaspillage honteux. Après avoir supprimé les avions, ils ont regardé le deuxième secteur dont la consommation d'énergie est en plus forte croissance : internet.

Guillaume : C'est vrai que c'est différent, *Silence* pouvait bien fonctionner à une époque sans internet parce que tout le monde travaillait comme ça... Aujourd'hui, c'est beaucoup plus compliqué d'arrêter d'utiliser internet alors que tout le monde fonctionne avec.

Et le site de Silence ?

Claire : Si l'on supprime le formulaire de contact sur le site internet, je crains qu'on perde un peu d'abonnés... il faudra nous téléphoner ou nous écrire pour passer un message... Il y en aura que cela énervera au point de ne pas renouveler leur abonnement !

Michel : Le paiement en ligne, c'est 10 % de chiffre d'affaires en moins ! Ce sera un coup dur pour la revue ! Jusqu'où veut-on aller pour un numéro sans internet ? Il faut essayer d'arrêter d'utiliser internet pour la rédaction mais pas pour la gestion. Le site sera simplement un peu en stand-by. On n'enverra pas de Siberlettre...

Et si on se parlait ?

Michel : Il faut parler de comment on fonctionne en interne, entre les membres de l'association... Pour être au CA de *Silence* maintenant, il faut avoir un courriel ! Et le consulter !

Sans internet, quand on aura besoin de fixer une réunion intermédiaire, il faudra prendre le téléphone et s'appeler les uns les autres. Dix coups de fil sont plus marquants, plus efficaces qu'un courriel envoyé à dix personnes !

Béatrice : Entre salarié-e-s, on est dans la même pièce et on s'envoie des courriels très souvent ! Comme ça l'autre est disponible pour lire le message quand il veut, quand il peut... Cela permet de créer un décalage dans le temps. Pour se passer d'internet, on pourra faire chacun des listes de choses à traiter, et prendre un temps de discussion tous les jours.

Guillaume : On essaiera de s'échanger les documents autrement, pour la rédaction j'irai voir Michel deux fois par jour à son bureau avec ma clé USB au lieu de lui envoyer des courriels.

Michel : On enverra la maquette à Damien⁽⁴⁾ par la poste, on faisait comme ça avant. Quand on était en retard pour l'envoi de la maquette à l'imprimeur, cela m'est arrivé deux, trois fois de prendre le train, de donner rendez-vous à l'imprimeur à la gare et de la lui donner en mains propres... Lasserpe peut nous envoyer ses dessins par CD.

La bonne vieille Poste...

Guillaume : Finalement, on décide de ne pas toucher à la gestion, à la comptabilité et autres questions administratives, mais ce sera la rédaction qui se bridera volontairement.

Je ne veux pas me lancer si ça me donne deux fois plus de boulot ! Quelque part cela peut alléger le travail, car cela donne moins de recherches sur internet à faire, mais il faudra se creuser la tête pour voir comment avoir des infos... C'est un numéro qui nécessitera d'être beaucoup anticipé... Comment marcherait un numéro sans internet avec les auteurs ? On leur demande qu'ils envoient leur article sur un CD ou une clé USB ?

(3) Avec qui *Silence* a copublié le livre *L'Écologie en 600 dates*.

(4) Damien est le maquettiste de *Silence*.

Marie-Pierre : En terme d'énergie, lequel est le moins consommateur ? Entre envoyer un courriel et envoyer un CD par la poste ?

Michel : Et pour les images ? Aujourd'hui nous avons trois sources pour récolter des images : celles qu'on produit lors de nos déplacements, celle que l'on demande aux gens que l'on interviewe, qui écrivent des articles pour nous — ils les envoient à 99 % par courriel ou on les télécharge sur leur site. La dernière source, les images que l'on n'a pas, on les cherche sur internet.

Sans illustration, on pénaliserait vraiment le journal. Alors avant de partir en vacances, je pourrais stocker le plus grand nombre d'images possibles !

Tous : C'est de la triche !

Vérifier l'information

Marie-Pierre : On peut trouver des brèves dans les quotidiens.

Michel : On écrira : "Les infos que vous lisez ici on été recopiées et non vérifiées"? Pour vérifier les brèves que l'on trouve ou reçoit, on tape l'information sur internet, on croise les sources, etc. Si l'on supprime la vérification sur internet, on sera obligé de faire confiance aux gens qui nous les envoient.

Claire : C'est vraiment dur de trouver la source sans internet ?

Guillaume : Il faudrait appeler les pilotes de rubriques qui sont nos experts sur chaque sujet...

Michel : ... et qui vont aller vérifier sur internet !

Béatrice : Et ce n'est pas parce que c'est sur internet que c'est fiable ! C'est une fabrique des croyances !

Michel : Au contraire c'est même pire, les sites se recopient entre eux. Il est impossible d'arrêter une fausse info. Par exemple, les *incredible edibles*, cela a même fait un article dans *Le Point* alors que l'info de départ est faussement enthousiaste ! La ville citée en exemple n'est pas auto-suffisante !⁽⁵⁾

Et ce sera dur de faire les brèves sur l'accident de Fukushima ! Actuellement, je reçois quotidiennement des infos par des listes sur internet. Par la presse

papier, on aura seulement les deux infos parues dans *Le Monde*.

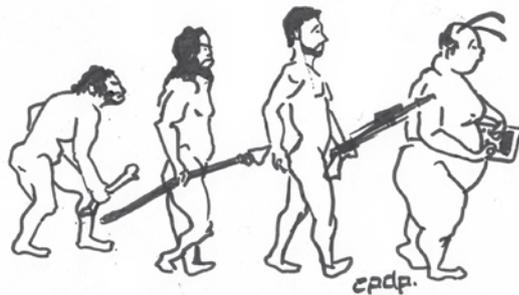
Guillaume : On se dit qu'à partir de maintenant, toutes les brèves qu'on ne reçoit pas par internet, et qu'on peut passer dans ce numéro, il ne faudra pas les vérifier sur internet !

Michel : Les brèves ne passent pas forcément dans le numéro suivant. Je ne sais pas à l'avance quelles sont les brèves pour décembre... Cela veut-il dire qu'à partir de maintenant, j'arrête toute vérification sur internet ?

Guillaume et Marie-Pierre : On peut dire qu'à partir de fin août, pour les brèves qui n'ont pas de caractère d'urgence, nous ne les vérifierons pas sur internet, mais autrement.

Béatrice : Je serais pour tenter l'expérience au maximum, même si je suis consciente que cela risque d'être pénible au niveau rédaction, et du coup, c'est à nous tous de réfléchir comment se partager le surcroît de travail, éventuellement sur un mois. C'est ensemble qu'on s'en sortira !

Propos mis en forme par Gaëlle Ronsin ■



CONSIGNES ADOPTÉES POUR FAIRE CE NUMÉRO SANS INTERNET :

- Les salariés sont autorisés à ouvrir leurs boîtes courriel mais ils ne doivent pas répondre aux courriels qui concernent le numéro de décembre.
- En interne, il faut utiliser des clés USB ou le réseau intranet et réduire notre consommation d'internet au maximum.
- Il faut envoyer les articles au comité de rédaction, aux correcteurs, aux pilotes de rubrique, en avance, par la poste.
- Il n'y aura pas de Siberlettre en novembre (elle aurait annoncé le numéro de décembre)
- Les sites internet et les adresses courriels sur les encarts ne seront pas publiés.
- On utilisera notre banque d'images pour trouver des illustrations ou on les demandera par courrier.
- Sur notre site, on écrira un message à côté du formulaire de contact en invitant les gens à participer à l'expérience ET en leur demandant de nous donner leurs infos par téléphone ou par la poste.
- Un cahier sera mis en place pour noter les difficultés rencontrées, les triches éventuelles, les astuces trouvées... de quoi alimenter le dernier article du dossier, article qui sera réalisé au dernier moment.

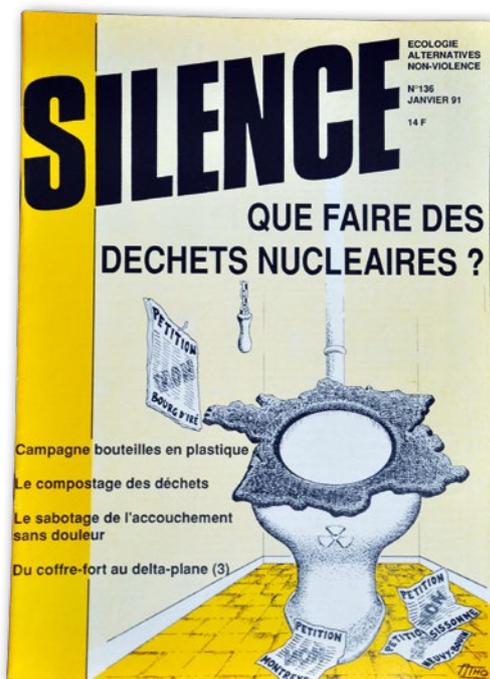
(5) Voir *Silence* n° 403, p. 29

Mais comment on faisait ?

Il est devenu tellement automatique de passer par internet pour chercher ou vérifier une information, pour communiquer avec quelqu'un, pour faire circuler des comptes rendus, échanger des images, et même téléphoner... que l'on peut se demander comment on faisait avant.



▲ Première couverture en 3 couleurs (1983)



▲ Première numéro fait sur ordinateur (1991)

MAIS AVANT, C'ÉTAIT QUAND ? IL Y A TOUT AU PLUS UNE DIZAINE D'ANNÉES ! CELA paraît lointain... mais cela signifie quand même que nous avons réalisé la revue *Silence* pendant une vingtaine d'années sans internet⁽¹⁾ !

Les lecteurs et lectrices nous envoyaient des informations sur du papier (aujourd'hui, ce n'est plus le cas que pour la moitié des annonces et quelques courriers). Les associations, souvent équipées d'ordinateurs, nous envoyaient plutôt des disquettes (et plus tard des CD).

Nous écrivions nos articles sur ordinateur — cela n'a pas changé — mais lorsque nous voulions trouver une information, il nous fallait, au plus simple, vérifier dans notre documentation, un peu plus compliqué, téléphoner à une personne ressource ou, encore plus compliqué, se déplacer dans une bibliothèque. Les brèves étaient en grande partie réalisées à partir des revues alternatives que nous recevions. Certaines informations passaient au conditionnel, et nous indiquions la source quand nous n'avions pas réussi à en vérifier la validité⁽²⁾.

Pour parler aux gens, le téléphone permettait le contact le plus rapide. Si parfois nous enregistrions des entretiens téléphoniques, nous envoyions aussi des questions par le courrier postal... et, comme c'est encore le cas pour les reportages aujourd'hui, nous nous déplaçons pour rencontrer physiquement les gens et visiter les lieux alternatifs.

Nous n'étions pas inscrits sur des listes informatiques d'information comme aujourd'hui⁽³⁾. C'était principalement nos implications militantes qui nous permettaient d'avoir des informations de première main. De fait, nous avions le cul moins collé sur un fauteuil et nos yeux regardaient autre chose qu'un écran.

Pour demander un livre en service de presse à un éditeur, nous devions lui envoyer un courrier et, pour trouver son adresse (il y a des milliers d'éditeurs), nous disposions d'une base de données : 36 15 *electre* consultable... sur Minitel⁽⁴⁾.

Les illustrations, dessins et photos nous parvenaient sur du papier. Il fallait ensuite les scanner pour les incorporer à une maquette.

Les correcteurs recevaient les brouillons par le courrier, corrigeaient sur papier et nous devions ensuite reporter les corrections sur la maquette... alors qu'aujourd'hui, nos correctrices et correcteurs sont éparpillés un peu partout en France et

(1) Encore plus incroyable : pendant nos quatre premières années, nous n'avions même pas d'ordinateur : on utilisait une machine à écrire, on réduisait les textes à la photocopieuse, on maquettait en les collant sur du papier, on collait les dessins et on laissait de la place pour les photos, qui étaient mises en place chez l'imprimeur ; puis on réalisait les titres et les intertitres avec des lettres autocollantes de différents formats et de différents styles... ce qui, rien que pour cette dernière opération, prenait la bagatelle de huit heures pour une personne un peu entraînée !

(2) Aujourd'hui, au moindre doute, nous vérifions sur internet, mais pas sur Wikipedia, site faussement participatif, en réalité contrôlé par les services de communication des multinationales qui veillent à ce que tout soit conforme à leur image.

(3) En s'inscrivant sur des listes "OGM", "Fukushima" ou "gaz de schiste" on peut maintenant suivre sans difficulté l'essentiel de l'actualité autour de ces mots... à condition d'avoir le temps de lire l'avalanche de courriels que cela provoque.

(4) Son fonctionnement a été seulement arrêté pendant l'été 2012.

corrigeant directement dans les textes à distance. Seule une correctrice lyonnaise vient sur place le jour de la clôture pour corriger — à l'ancienne — les derniers textes.

Se passer d'internet ?

On parle beaucoup des "nouveaux militants", mais ce qui a vraiment changé, c'est le mode de communication. Avant, une difficulté, pour l'activiste, était de faire connaître son action. Aujourd'hui, il a un site, un blog, il met des vidéos en ligne⁽⁵⁾ et c'est le journaliste qui prend l'habitude de regarder régulièrement ce qu'il fait. Avant, sans communiqué, téléphone, compte-rendu ni visite aux journalistes, l'activiste n'était pas visible.

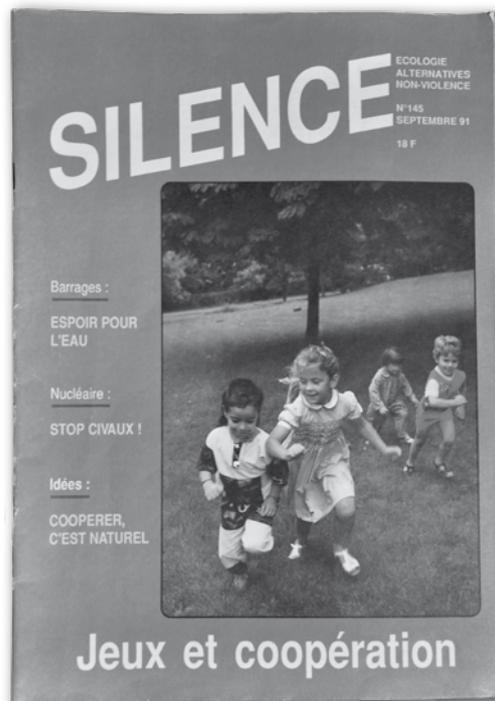
Le premier contact de *Silence* avec internet remonte au début des années 1990. Un ami, qui tenait alors une agence de presse alternative internationale, nous a proposé de publier sur internet le sommaire de la revue. Comme je ne savais pas ce qu'était internet, je lui ai alors demandé qui lirait cela... Il m'a répondu qu'aux Etats-Unis, c'était déjà d'usage courant, et il a vérifié combien de lecteurs cela nous permettrait de toucher en France. Après une recherche d'un informaticien, nous avons alors appris que seuls huit ordinateurs étaient connectés en France... dont celui de *Greenpeace*.

Jusqu'en 2008, *Silence* n'avait investi que modérément sur internet : un site-vitrine et l'usage en interne des courriels. Au fil des ans, nous percevions un "retard" de plus en plus important pour suivre une info qui nous échappait de plus en plus via internet. La crise financière de la revue de 2007-2008 a été en partie résolue par un gros débat sur notre relation avec internet : non seulement, nous nous devions d'être visibles, mais nous ne pouvions pas continuer à diffuser une information anciennement rare et maintenant facilement disponible sur la toile. Cela a donné naissance à un site plus dynamique, et surtout à un changement important dans le contenu : des entretiens, des reportages, des chroniques pour s'assurer d'apporter des informations qui ne circulent pas déjà... et une part moindre pour l'agenda et les brèves, celles-ci étant autant que possible travaillées pour apporter des réflexions à partir d'une information souvent déjà publique depuis longtemps.

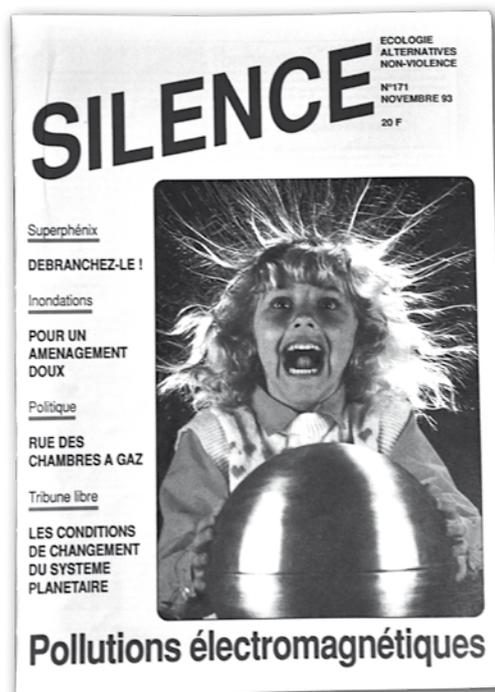
2008 a aussi marqué le développement de services financiers par internet : commandes en ligne (10 % de notre chiffre d'affaires aujourd'hui) et relations avec la banque pour les virements automatiques (un abonné sur cinq).

Globalement, l'équipe de *Silence* n'utilise pas le téléphone portable (voir notre n° 393) : il est facile de s'en passer... Mais internet ? L'expérience nous fait penser que cela ne poserait sans doute guère de problèmes si internet s'arrêtait pour tout le monde... mais que cela nous priverait de moyens de communication si nous étions les seuls à nous en passer.

Michel Bernard ■



▲ Première photographie en couverture couleur (1991)



▲ Typiquement une photo de couverture que l'on peut trouver sur internet... difficile à réaliser soi-même (1993)

(5) Grâce aussi à l'arrivée du numérique dans le domaine de la photo et de la caméra... et maintenant du téléphone portable.

Editer sans internet ?

Ecrire un essai ou même une fiction en se passant d'internet pour se documenter est une gageure. A fortiori, peut-on l'éviter quand on publie aujourd'hui des livres ou des revues ?

N'IMPORTE QUI, AVEC DE L'ARGENT, PEUT ÉDITER UN LIVRE À COMPTE D'AUTEUR et chercher à le vendre tout seul. Mais, pour une maison d'édition, qui a le plus souvent envie de vendre largement ses publications, se passer d'un diffuseur-distributeur⁽¹⁾ qui démarché et approvisionne les librairies est assez suicidaire. Or, ces derniers ont tous un site internet qui renvoie à celui des éditions qu'ils distribuent et, parfois, expose leur catalogue. Donc, aucun éditeur distribué n'échappe à internet. Cependant, dans la mouvance libertaire néoluddite qui milite contre la dépendance à la société industrielle, nous avons trouvé un éditeur qui n'a pas en plus son propre site : les éditions de la Lenteur⁽²⁾. Nous leur avons envoyé une lettre postale...

La passivité, premier pas de la résistance

"S'il s'agit des e-mails ou de la communication de fichiers informatiques, nous utilisons bien internet. Mais nous n'avons pas consacré de temps ni d'argent à élaborer un site. Certaines nouvelles technologies apparaissent comme des contraintes et d'autres nécessitent une adhésion active : nous sommes restés passifs."

Ce choix découle sans débat nécessaire des valeurs du collectif de la Lenteur et de sa position critique : *"Depuis 30-40 ans, l'évolution vers un marché de masse utilisant des moyens de masse a bouleversé la presse et l'édition. Nous, notre effort consiste à nous concentrer sur la qualité de ce qu'on publie, dans le choix des textes comme dans la fabrication. Nous n'avons pas de salariée ni d'objectif financier, sinon celui de limiter nos pertes."* Les ouvrages de la Lenteur alimentent le débat sur notre asservissement aux techniques industrielles, et leur diffusion progresse essentiellement grâce à des rencontres et des articles dans certains journaux et revues. *"Notre distributeur propose nos livres sur Amazon, mais nous allons lui dire d'arrêter. Contrairement à d'autres éditeurs, notre chiffre d'affaire y est peu important."* Pas de livre numérique en vue ? Evidemment non, et la Lenteur nous encourage plutôt à signer le manifeste des 451⁽³⁾ !

Même le Canard !

Quand *Silence* a lancé son projet de dossier "sans internet", le *Canard enchaîné* avait juste un courriel mais pas de site ni de compte Twitter. Or, fin août, une amie nous soutient que c'est fini et nous découvrons en effet (sur internet...) un site du Canard et l'existence d'un compte Twitter. Le 11 juillet 2012, d'après la rédaction du journal contactée par le Huffington Post, 2000 abonnés se sont inscrits en moins d'une heure sur ce tout nouveau compte officiel : *"Un petit plaisantin avait créé un compte au nom du Canard enchaîné. Comme on n'avait pas envie qu'il plaisante trop longtemps sur notre dos, nous avons décidé de créer notre propre compte. (...) Il sera géré collectivement."* Le Canard n'envisage pas de mettre d'information sur internet, à part *"le mardi, très tard, les sur-bandeaux de l'édition du lendemain."* Ce sont des élèves d'un lycée de Castres qui ont réalisé ce site, que le Huffington Post juge évidemment "famélique". Pour l'instant, le journal papier ne signale pas son site et n'en a même pas, semble-t-il⁽⁴⁾, annoncé l'existence.

Il semble que résister à internet soit devenu un sacrifice impensable pour qui édite des revues, des livres ou un grand journal. Néanmoins, deux choses pourraient progresser à l'avenir et contrarier cette tendance : la relocalisation de l'activité politique et, dans le meilleur des cas, un refus grandissant de la compétition économique et culturelle à grande échelle. A partir de là, on peut imaginer le renouveau de médias locaux, tels les affiches, les journaux muraux et les brochures, et peut-être un jour de la presse et des livres, avec des écrits qui iraient droit au but, dans une langue aussi commune que possible et sans parade culturelle superflue. On les trouverait dans les rues, les bars, les boulangeries... mais pas sur internet. Pourquoi ? Parce qu'informer n'est pas communiquer. Ce qui passe entre humains excède de beaucoup la simple "information" et il faut donc se rencontrer le plus possible, et se regarder et s'écouter, pour construire des idées communes et agir ensemble !

Marie-Pierre Najman ■

(1) Le diffuseur (qui fait connaître les publications) et le distributeur (qui les expédie) sont souvent la même entreprise.

(2) 127 rue Amelot, 75011 Paris. C'est le seul éditeur sans site dans la liste de son diffuseur ! Meilleure vente : "Ecole, la servitude au programme", revue Notes & morceaux choisis n°10 (2010), cf. *Silence* n°393.

(3) ...sur internet donc pas encore visité !

(4) D'après l'épluchage des numéros de mi-juillet et d'août en bibliothèque...

Vivre demain sans internet ?

Et si nous n'avions fait qu'être en avance sur notre temps ? Et si demain, internet s'arrêtait pour tout le monde ? Quelques questions à Fabrice Flipo, philosophe et spécialiste des questions des nouvelles technologies.

Silence : quel pourcentage de personnes sont non connectées en France ? Dans le monde ?

Fabrice Flipo : Il n'est pas facile de donner des chiffres avec précision, car les usages et les équipements évoluent très vite. Néanmoins, l'Eurobaromètre spécial technologies de l'information qui a été publié en 2010 donne quelques indications intéressantes. Concernant la téléphonie, 2 à 3 % des Européens n'ont ni téléphone fixe, ni téléphone portable, 11 % ont un téléphone fixe mais pas de mobile, 25 % un mobile mais pas de fixe et 62 % ont les deux. En France, on en serait à près de 100 % d'équipement en mobile. Ce dernier chiffre est trompeur car environ 20 % de la population n'a pas de téléphone mobile... mais d'autres en ont plusieurs. L'élément le plus remarquable est la percée des Smartphones, ces téléphones qui sont de véritables mini-ordinateurs permettant l'accès à internet. Dans le monde, on trouve désormais plus de téléphones mobiles que de fixes car le coût de déploiement (lignes câblées ou "stations de base", antennes-relais) en est bien plus faible. Les chiffres tournent autour de 5 milliards d'abonnés au mobile contre 150 à 200 lignes fixes pour 1000 habitants.

Du côté internet, le "fossé numérique" est bien plus conséquent, puisque l'équipement est plus coûteux : machine, écran, approvisionnement en courant de bonne qualité, ou à défaut un onduleur et une batterie de secours, pièces de rechanges, ligne fixe pour internet ou satellite à coût élevé... Les chiffres convergent autour d'un usager d'internet pour quatre habitants sur la planète. Cet usage peut être très occasionnel du fait de la multiplication des "cybercafés". Il est nettement plus élevé que le nombre moyen de possesseurs de machines. En Europe, deux tiers des ménages possèdent un ordinateur, avec des disparités : 37 % en Bulgarie, 42 % en Roumanie, 48 % au Portugal... jusqu'à 92 % aux Pays-Bas. En France, 72 % des ménages en ont un. Tous n'ont pas accès à internet puisque la moyenne tourne autour de 60 %, avec par exemple moins de 40 % en Grèce, et jusqu'à 90 % aux Pays-Bas, les mieux équipés. En France, nous en sommes à 65 %.



La ligne fixe est loin d'être mise hors course par le mobile, car elle permet maintenant de faire passer la télévision, internet et peut-être dans l'avenir... la téléphonie mobile !

Que se passerait-il si internet s'arrêtait ?

S'il s'arrêtait d'un coup, les sociétés seraient d'autant plus désorganisées qu'elles dépendraient d'internet. Je ne sais pas si l'hypothèse est crédible. Ce qui est plus probable, c'est d'aller vers des coupures ou des ralentissements épisodiques, du fait de l'accroissement extrêmement rapide du nombre de données transportées, qui met au défi les opérateurs, privés ou publics, de parvenir à augmenter la capacité du réseau dans les mêmes proportions. L'Observatoire du numérique estime ainsi que le trafic mondial va être multiplié par quatre entre 2011 et 2016, pour atteindre 300 milliards de gigaoctets⁽¹⁾. L'une des grandes causes de cette augmentation, ce sont les vidéos et les Smartphones. On les envoie comme s'il s'agissait de simples messages, alors que ce sont des messages qui pèsent plusieurs centaines de fois plus lourds qu'un simple texte (des dizaines de mégaoctets). Alors bien sûr, les réseaux font des progrès, sur le plan de l'efficacité énergétique, je pense en particulier à la fibre optique, mais comme le dit la phrase célèbre, une croissance infinie ne peut avoir lieu dans un monde fini.

(1) Un octet définit un caractère (soit une touche du clavier). Cela correspond en électronique à 8 interrupteurs (bit) où le courant passe ou non. Pour chiffrer le volume d'un document qui circule sur internet, on utilise des multiplicateurs : 1 ko (kilo-octet) vaut mille octets, 1 Mo (méga- ou million d'octets) vaut mille ko, un Go (giga- ou milliard d'octets) vaut mille Mo, un To (téraoctet) vaut mille Go...

Quelles alternatives à internet ? Pourrait-on se passer de technologies complexes ? Est-ce que cela remettrait en cause la mondialisation ?

Etant donné que la moitié de la population mondiale n'a pas accès à internet, cette moitié utilise d'autres moyens, elle ne s'est pas arrêtée de communiquer parce qu'internet a apparu quelque



Michel Bernard

part aux Etats-Unis dans les années 70. Cette partie de la population serait vraisemblablement peu affectée par une disparition soudaine d'internet. Elle serait même probablement soulagée, car cette disparition n'irait pas sans une chute massive de la consommation des plus riches, ce qui libérerait autant d'espace pour les plus pauvres. Et oui, ce serait la fin de la "mondialisation" au sens économique du terme. Mais pas plus que la mondialisation économique n'a rendu la planète sphérique, sa disparition ne signifierait la fin des voyages et d'une certaine forme de cosmopolitisme, qui est ancré dans l'humanité depuis qu'il y a des écrits qui peuvent en témoigner.

Un projet écologique peut-il envisager de sortir en douceur d'internet — par exemple dans le cadre d'une transition énergétique — avec quels avantages ?

Les technologies sont des ensembles sociaux, avant tout. Ces ensembles sociaux organisent et régulent des flux matériels et énergétiques, générant et stabilisant des séries d'usages, à grande

échelle. Il est difficile à l'individu d'avoir prise sur ces usages, de manière isolée, car c'est pour les grands nombres qu'ils sont générés et entretenus, pas pour un individu. C'est tout particulièrement le cas avec les technologies de l'information. Rien ne sert d'avoir un téléphone si personne n'est connecté. Je me rappelle de la BD des Bidochon sur internet : le voisin de monsieur Bidochon le connecte à internet et lui déclare qu'il a désormais accès au monde entier, mais monsieur Bidochon se trouve plutôt paralysé qu'autre chose. Que faire du "monde entier" en effet pour monsieur Bidochon qui regarde le journal de TF1 et n'a pas souvent dépassé les limites de son village ? C'est si immense ! Le voisin des Bidochon est le type même de l'individu qui ne voit que les moyens et pas les fins. Ces moyens déterminent tout de même un ensemble de fins possibles, au détriment d'autres. L'individu n'a qu'une prise limitée sur l'évolution des usages, comme en témoigne le caractère obligatoire qu'à pris le téléphone portable. Qui l'a décidé ? Personne en particulier, et aucune assemblée démocratique ! Cela ne veut pas dire que l'individu n'a pas de prise du tout. C'est un peu comme le vote et les manifs, ce n'est pas une personne isolée qui fait l'effet de masse.

C'est plus difficile avec l'économie "de marché", cela parce qu'au nom de la démocratie, le marché clame que chacun doit choisir comme il l'entend, et considère donc volontiers comme anti-démocratiques les mouvements qui critiquent les usages, surtout s'ils ne prennent pas la forme d'un parti. C'est très biaisé, car la consommation est largement organisée au travers de la compétition que les entreprises se livrent entre elles, dans les cadres de l'Etat. Les gens n'achètent pas parce que la publicité les convainc, mais parce qu'ils veulent faire un cadeau, parce qu'il n'y plus d'alternatives, ou parce que ces alternatives sont décrédibilisées. L'effet est de biais : les gens ne sont pas forcés, mais le milieu pousse un nombre non négligeable d'entre eux dans une direction, comme un chien de berger, une direction qui finit par être unique quand tous les autres possibles se sont refermés. D'où ce que dit le philosophe Hans Jonas sur les commencements. Il peut être très difficile ensuite, de changer. Je crois qu'avec internet, on est dans un vrai gros problème, car le copier-coller n'au aucune limite théorique.

*Entretien réalisé par courrier et téléphone par
Michel Bernard ■*

Silence sans internet... c'est possible ?

Fin octobre 2012, quelles ont été les difficultés, compromis, compromissions et tricheries nécessaires pour réaliser ce numéro "sans internet" au niveau de la rédaction ?

NOUS AVONS ENVOYÉ À NOS COLLABORATEURS/TRICES UN COURRIER POSTAL POUR LEUR expliquer qu'ils doivent pour ce numéro communiquer avec nous par courrier ou téléphone, et l'un d'entre eux nous a demandé des précisions... par courriel, auxquelles nous avons répondu par automatisme... par courriel.

Un rédacteur a continué à faire ses sauvegardes quotidiennes d'articles par un serveur internet avant de se rendre compte qu'il y avait déjà des textes pour le numéro sans internet.

Des brèves soigneusement réalisées sans utiliser internet ont malheureusement ensuite été envoyées par réflexe à la relecture collective par un envoi de courriel...

Techniques alternatives

Une possibilité technique qui nous a été suggérée était de faire circuler les documents entre nous par notre réseau commun (intranet). Mais nous ne sommes pas parvenus à l'utiliser !

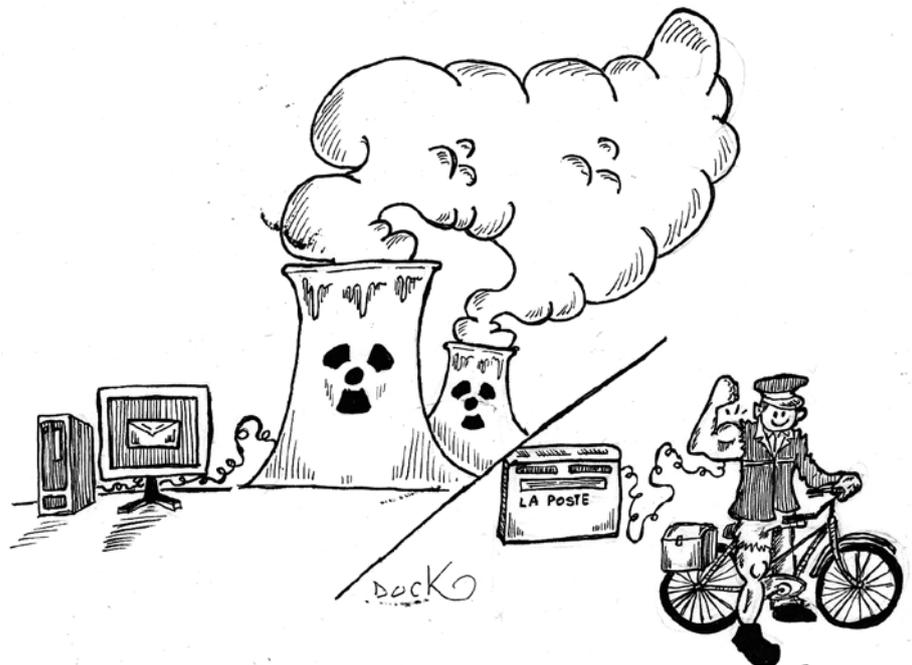
Nous avons développé les échanges par clés usb (entre nous, avec les correcteurs-trices, les dessinateurs...). Pour illustrer les critiques de livres, au lieu de copier les couvertures sur le site internet des éditeurs, il nous a fallu scanner celles-ci, ce qui s'est révélé possible sauf pour ceux que les chroniqueurs ne retournent pas toujours dans les délais.

Certains contributeurs ont renoncé à nous envoyer des illustrations, ignorant comment faire !

S'organiser autrement

La rubrique "agenda" est remplie majoritairement à partir d'informations que nous recevons par le formulaire de contact de notre site. Les brèves proviennent aussi majoritairement de la toile. Nous avions anticipé en pensant qu'il y aurait sans doute beaucoup moins de pages "brèves" et "agenda" en prévoyant plus d'articles... que nous avons fait nous-mêmes sans recourir à internet. Le pronostic s'est avéré vrai pour l'agenda, pas pour les brèves grâce à une lecture plus attentive de la presse.

Pour la rubrique "3 questions à", nous avons dû privilégier une rencontre avec une personne de passage dans la région lyonnaise.



Il y a eu un problème de décalage temporel difficile à gérer : nous préparons un numéro durant plusieurs mois. Le dossier est préparé très en amont, pour pouvoir être retravaillé. Nous avons donc dû gérer la privation d'internet de manière séparée pour les différentes rubriques durant environ trois mois précédent le numéro, cela demandant une organisation plus complexe et précise !

Zone floue

Il n'est pas facile de certifier une information "100% sans internet" ! Les chroniques de livres sont bien sans internet. Mais nous ne nous souvenons plus si le livre a été reçu spontanément ou parce que nous l'avions commandé par internet au préalable auprès de l'éditeur ! Pour trouver l'adresse d'un éditeur, il aurait fallu aller dans un bureau de poste et consulter l'un des 100 annuaires départementaux pour trouver les coordonnées (si on connaît son département !).

Triches

Nous recevons l'essentiel de nos infos sur Fukushima par des listes internet (Reseau Sortir

Sans internet



**_ Je t'ai préparé
tous les fichiers**

Avec internet



**_ Je t'ai préparé
tous les fichiers**

du nucléaire, ACRO...). Dans ce numéro, on ne trouvera que les rares infos sur la catastrophe relevées dans la presse... mais en parallèle, pour ne pas avoir trop de travail ensuite, nous avons quand même traité l'information des courriels en préparant la version longue qui sera mise sur internet après la fin de l'expérience... et dont un résumé sera placé dans le numéro de janvier.

Nous avons accepté une annonce qui est arrivé par courriel... suite à une erreur de notre part. L'annonce ayant été oubliée dans le numéro précédent. D'autres annonces, reçues par courrier ont été reportées à janvier... car le seul contact indiqué est un courriel.

Nous avons essayé de fonctionner avec nos collaborateurs éloignés avec des clés USB... mais cela s'est heurté à des problèmes techniques : clé non compatible entre ordinateurs, retard de la Poste et en catastrophe nous avons dû renvoyer des corrections... par internet.

Bétisier

Pour garder un lien avec la grande presse, nous avons souscrit à un abonnement au *Monde*. Mais ceux-ci se sont plantés sur les dates. Pour corriger nous avons envoyé un courriel doublé d'un courrier (puisque la gestion par internet n'était pas interrompue). Cela leur permis d'avoir un courriel de chez nous. Et de nous envoyer le message suivant : "En raison d'un mouvement social, *Le Monde* daté mercredi 10 octobre ne paraît pas. Nous vous présentons toutes nos excuses pour ce désagrément, qui vous prive de la lecture de votre journal. En tant qu'abonné(e) au quotidien, vous pouvez néanmoins le consulter sur *Le Monde.fr*...". Pas facile de se passer d'internet !

Frustrations

Le 16 octobre, nous apprenons par nos réseaux militants que plus de 500 gendarmes et CRS ont investi la Zone à défendre à Notre-Dame-des-Landes. Nous sommes envahis de... courriels. Dans un numéro normal, nous aurions aussitôt travaillé par internet pour collecter infos et photos.

Sans internet, le résultat est plus modeste... De fait, les collectifs qui travaillent sur les gaz de schiste, la transition, etc., ne communiquent quasiment que par internet. On se retrouve privés de leurs informations sans cet outil.

A la relecture des brèves que nous avons collecté dans les médias classiques, on s'aperçoit vite que l'on y trouve surtout des informations qui viennent "d'en haut", des institutions, de la communication industrielle... Ce n'est certes pas inintéressant, mais cela donne l'impression qu'il ne se passe rien sur le terrain, que l'on a rien à y redire... et que l'on se trouve impuissants face à ce qui nous tombe dessus. On est loin de nos multiples informations "d'en bas" habituelles.

C'est à la fin de l'expérience, le délai de bouclage approchant, que les choses se sont emballées et que nous avons dû faire le plus de compromis et de "tricheries".

La poste, le téléphone et les rencontres

Nous n'avons parfois que le courriel de certain-e-s de nos collaborateurs/trices extérieur-e-s. ce qui nous a mis au défi de rechercher certaines coordonnées en mettant à contribution nos réseaux ("un-tel doit connaître une-telle").

Silence a souhaité informer quelques "grands" médias de son initiative originale. Nous avons décidé de leur envoyer un communiqué de presse... par voie postale uniquement.

Sans internet, cela nous obligerait en principe à une plus grande anticipation, et finalement à décélérer. Mais essayer de décélérer seul dans un monde qui lui vit avec internet a été un handicap certain... et finalement cela a demandé de nombreuses heures supplémentaires et pas mal de stress.

On ne peut guère s'échapper seul ! Dès le mois prochain, on rentre dans le rang ! Malheureusement pour certains, avec soulagement pour d'autres.



▲ Le 4 mars 2012, Lola Alvarez, porte-parole de la SOC-Cordoue

Andalousie

Sans terre en action

Après l'occupation de 400 hectares dans la province de Cordoue, en avril 2012 (voir notre dossier d'octobre 2012), le SAT, Syndicat autonome des travailleurs, a lancé le 24 juillet 2012, une nouvelle occupation : un millier de personnes ont pénétré sur un site militaire de 1200 hectares de la province de Séville dont seuls 12 hectares servaient de parcours à la cavalerie. L'armée les a expulsés le 17 août 2012. Des actions de "réappropriation" ont eu lieu à deux reprises pendant l'été dans des supermarchés où des dizaines de militants sont sortis avec des caddies pleins sans les payer. La nourriture a été ensuite offerte à des cantines populaires. Le SAT a publié un tract expliquant qu'il n'était pas normal que les prix dans ces magasins soient en moyenne sept fois le prix d'achat aux producteurs. Des peines de cinq ans de prison ont été réclamées par la justice pour des montants volés n'excédant pas 75 € par personne. Le SAT est le mouvement social le plus réprimé d'Espagne avec 400 procès en cours et 45 ans de prison demandés au total. En septembre 2012, des marches ont été organisées en direction des grandes villes andalouses pour demander l'accès à la terre pour les 350 000 familles de la région qui ne disposent plus d'aucun revenu. Le SAT envisage maintenant de s'attaquer au milieu bancaire pour dénoncer les méthodes de prêts qui ruinent les personnes. (Archipel, septembre 2012, Diagonal, octobre 2012, et entretien avec Lola Alvarez)

Fausse crise économique

Le retour de l'inflation ?

Le 5 septembre 2012, la Banque centrale européenne a annoncé pouvoir racheter des dettes publiques des pays les plus endettés, ce que refusait jusqu'à maintenant l'Allemagne. Cela signifie que ces dettes pourront être remboursées en augmentant la masse de l'argent qui circulera... ce qui devrait avoir comme conséquence de relancer l'inflation. Or l'inflation est gênante pour ceux qui ont de l'argent de côté, et est favorable à ceux qui sont endettés : c'est un moyen de réduire les inégalités financières. Si la BCE en arrive à prendre cette mesure, cela signifie qu'en interne, il y a eu un revirement de position des ministres de l'économie : ceux-ci ont donc majoritairement estimé que la politique d'austérité actuelle (favorable aux riches) risquait d'avoir des conséquences sociales trop importantes (révoltes).

Agriculture

Moins de viande, plus de production

Selon une étude du WWF-Suisse, un bon moyen de répondre aux besoins alimentaires dans un monde où les surfaces cultivées sont limitées consiste à diminuer notre consommation de viande. En effet, selon leurs calculs, il faut 323 m² de sol par an pour produire un kilo de viande de bœuf en fermage, 269 m² pour un kilo de bœuf en pâturage, 207 m² pour un kilo de poisson, 55 m² pour un

Sans internet



_ Merde, je trouve pas !

Avec internet



_ Merde, je trouve pas !

Demain, sans internet ? (1)

La croissance exponentielle des usages d'internet et en particulier la multiplication de la vidéo provoque la nécessité d'augmenter sans cesse le réseau de la toile. *Le Monde* du 22 septembre 2012 rapporte que France Telecom ne veut plus être le seul payeur pour ce réseau et souhaite que les acteurs du réseau contribuent au financement de l'infrastructure. Les fournisseurs d'accès pourraient ainsi devoir mettre la main à la poche... pour des sommes qui atteignent des milliards de dollars à un moment où la gratuité de leurs services est confrontée à une baisse des recettes publicitaires. L'avenir d'internet risque de se traduire par l'arrivée de plus en plus de services payants... ce qui en limitera l'accès au profit des plus riches... sauf si une réglementation arrive à mettre en place une progressivité dans le prix, en fonction des usages : le simple courriel resterait gratuit, mais pas l'envoi de vidéos.

Demain sans internet ? (2)

L'Université Lyon II, en collaboration avec l'Apec, Association pour l'emploi des cadres, a fait une étude sur le comportement d'ingénieurs dans une entreprise vis-à-vis de la réception et le traitement des courriels. Cette étude conclut qu'un cadre dans une entreprise peut consacrer jusqu'à un tiers de son temps à lire, classer, répondre à ses courriels avec une moyenne de 33 courriels par jour. Le problème commence à agiter sérieusement les responsables d'entreprise qui y voient aujourd'hui une contre-productivité. Des entreprises comme Atos Origin, une société de services informatique, a annoncé réfléchir à devenir une entreprise "zéro e-mail" d'ici trois ans. Canon France, société qui commercialise du matériel bureautique a mis en place une journée par semaine sans courriels. Selon la CFDT Cadres, nous sommes atteints "d'infobésité" et se déconnecter au travail devient une question d'équilibre et de santé. (*Le Monde*, 22 septembre 2012)

kilo de viande de cochon, 53 m² pour un kilo de viande de volaille, 44 m² pour un kilo d'œufs... et 17 m² pour produire un kilo de riz ou de pâtes, 16 m² pour un kilo de pain, 6 m² pour un kilo de pommes de terre ou des légumes.

La prison conduit à la récidive

La ministre de la justice, Christiane Taubira, a rendu public le 7 octobre 2012, une enquête réalisée par son ministère en 2009, enquête qui montre que 77 % des 3 000 personnes interrogées pensent que la prison ne permet pas de lutter contre la récidive, de la prévenir et que 64 % estiment que les aménagements de peine sont par contre un bon moyen de lutte contre la récidive. De quoi aider une réforme qui viderait en partie les prisons surpeuplées.



20



Larzac

Terres solidaires

Les GFA du Larzac mis en place pour acheter collectivement les terres et résister à l'extension du camp militaire dans les années 1970 sont aujourd'hui devenus "Terres solidaires du Larzac" et sont propriétaires de nombreuses terres confiées par bail à des agriculteurs. Cette politique a permis, bien au-delà de la lutte initiale, de maintenir une dynamique d'installation sur le plateau qui se poursuit aujourd'hui. Pour permettre un achat collectif du foncier, il est toujours possible de prendre de nouvelles parts (à 152 €). Les derniers achats de terre, 28 hectares en avril 2012, ont permis de finaliser l'installation de trois jeunes agriculteurs de 27, 23 et 22 ans. Chèques à l'ordre de TSLI à envoyer à *Terres solidaires du Larzac / GA, Montredon, 12100 La Roque-Sainte-Marguerite.*



D. R.

Bhoutan

Premier Etat 100 % bio

Le Bhoutan, petit Etat au nord de l'Inde, avec ses 700 000 habitants, multiplie les gestes en faveur de l'écologie. Après avoir changé d'indicateur en adoptant le bonheur national brut, après avoir limité le tourisme pour ne pas être envahi, le ministre de l'agriculture a annoncé début octobre 2012

que le gouvernement souhaitait aller vers des produits alimentaires 100 % bio. Un partenariat a été établi avec l'Institut Navdanya, dirigé par l'écologiste indienne Vandana Shiva pour assurer la formation des agriculteurs du pays. Nombre d'entre eux pratiquent déjà l'agriculture biologique sans le savoir puisqu'ils n'ont pas les moyens d'acheter des engrais, mais la formation doit leur permettre d'augmenter les quantités produites et la biodiversité. Le pays espère ainsi pouvoir exporter

une partie de ses productions. (source : *Le Monde*, 5 octobre 2012)

Médias

■ **Moins !** journal romand d'écologie politique, rue des Deux-Marchés 23, 1800 Vevey. Les Suisses décroissants francophones se dotent d'une revue bimestrielle, 32 pages, 5 FS le numéro, abonnement à prix libre. Dossier du premier numéro paru en septembre : "Sur les chemins de la décroissance" qui insiste sur les trois niveaux d'engagement : ce que l'on peut faire au niveau individuel, ce que l'on peut faire de manière collective sans les institutions, ce qui nécessite d'investir les institutions.

■ **Cram-Cram**, magazine des jeunes aventurières et aventuriers, 5,90 €, en vente dans les Biocoop ou par courrier Les Salles, 29310 Querrien, dans chaque numéro, la visite d'un pays ou d'une région, des jeux à faire soi-même, un conte (avec une attention particulière aux questions de genre), tout en couleur, pour les enfants à partir de 8 ans.

■ **Timult**. Sixième numéro de cette revue féministe radicale toute en finesse, avec le récit de l'arrivée d'un clandestin dans la forteresse Europe, la lutte collective de femmes en galère de logement et les questions que cela soulève, le récit de situations de domination sexuelle ordinaire...

La volonté – réussie – d'allier analyses politiques sans concession et témoignages subjectifs. Prix libre. *Timult*, 15, rue Jacquet, 38000 Grenoble.

■ **La Traverse**. Pour prendre le temps de la réflexion sur l'engagement politique. Qu'est-ce qui fragilise les luttes politiques de l'intérieur et comment dépasser cela ? Entretien avec le collectif *Femmes Défends-Toit* sur leur lutte pour le logement. Ouvrir les imaginaires avec l'utopie Bolo Bolo. Réflexion sur la médecine et ses alternatives. Prix libre. *La Traverse*, Les Renseignements généraux, chez Cap Berriat, 15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble.

Jardins sur les toits

Fortement pollués



D. R.

▲ Jardin sur un toit à Brooklyn (New-York)

Les légumes qui poussent sur les toits sont souvent très pollués. C'est ce qui ressort d'une étude publiée par la revue scientifique *Environmental pollution*. Des études portant sur 28 potagers urbains plantés sur les toits de Berlin montrent que 52 % des échantillons dépassent une des limites de pollution imposées par les normes européennes. Comparé à ce qui est vendu en magasin, les carottes contiennent 4,7 fois plus de plomb, 3,3 fois plus de cuivre, 3,2 fois plus de cadmium. Pour ce dernier, cela monte à 11 fois pour les tomates... L'étude montre que plus l'immeuble est haut... plus c'est le signe d'un quartier dense et donc plus il y a de circulation automobile, laquelle est la principale source de cette pollution. (*Le Canard Enchaîné*, 22 août 2012)



Paris

Vélib, une affaire qui roule

Après cinq ans d'exploitation, JC Decaux a annoncé avoir atteint l'équilibre au niveau budgétaire. 224 000 personnes sont abon-

nées et 130 millions de trajets ont été effectués en 2011. 3000 vélos sont déplacés chaque jour pour assurer une bonne répartition. (source : *Ile-de-France environnement*, octobre 2012)

Place de stationnement

Depuis le 1^{er} janvier 2012, des places de stationnement pour les vélos sont obligatoires dans tous les bâtiments neufs, à usage d'habitation ou de bureaux. A compter du 1^{er} janvier 2015, ce sera aussi obligatoire pour les immeubles existants qui ont donc trois ans pour se mettre en conformité. La Fédération des usagers de la bicyclette a mis au point une plaquette de 52 pages

pour expliquer aux professionnels de l'immobilier les démarches à suivre. *FUB*, 12, rue des Bouchers, 67000 Strasbourg.

Pays-Bas

Bus à pédales

Un fabricant néerlandais Metaalspecials commercialise un bus à pédales qui permet le transport de 11 enfants de moins de 12 ans. Cet engin, doté d'une assistance électrique, coûte 11 000 euros et permet un ramassage scolaire moins coûteux que les minibus traditionnels. Il est déjà utilisé par des écoles des Pays-Bas, de Belgique et d'Allemagne. (source : *Fnaut-Infos*, septembre 2012)



D. R.



Russie

Les Pussy Riot partent en colonie... pénitenciaire

La cour d'appel de Moscou a confirmé, le 10 octobre 2012, la peine d'enfermement de deux ans pour deux membres du groupe Pussy Riot qui avait chanté un hymne punk anti-poutine dans une église orthodoxe. La troisième a été relâchée. De fait le pouvoir de l'Église orthodoxe monte en puissance en Russie, où un projet de loi punissant le blasphème de trois ans de prison est en cours d'adoption à la Douma. Il semble que Poutine ne sache plus à quels dieux se vouer pour asseoir son pouvoir autocratique. (*Le Monde*, 12 octobre).

Adoption par les couples homosexuels

Le 23 octobre 2012, en mobilisant plusieurs milliers de personnes dans 75 villes de France — environ 2000 à Paris — le mouvement Alliance Vita, proche de Christine Boutin, a réussi son pari de contester dans la rue le projet de loi permettant une totale neutralité dans la constitution des couples et l'adoption des enfants. Le débat sur la question partage également les pédopsychiatres. Du côté homosexuel-le-s, en s'appuyant sur la réalité des faits, on estime que l'adoption d'enfants par un couple homo n'a pas plus de conséquences psychologiques sur l'enfant que dans les familles recomposées.

IVG remboursées à 100 %

Dans le budget 2013, le gouvernement a prévu une enveloppe de 31,7 millions pour prendre en charge à 100 % les interruptions volontaires de grossesse (IVG).

Vers la parité aux cantonales ?

le féminisme... au masculin

Sexualité : se connaître pour moins nuire

La question de la connaissance de mon propre corps et de ma sexualité a un impact sur les relations que je peux entretenir avec mes partenaires sexuels.

La méconnaissance de ces aspects importants de ma personnalité pourra au contraire avoir des effets pervers qui se répercuteront sur la manière dont j'agis avec eux. Cette ignorance constitue le terreau possible de violences sexistes dans le champ de la sexualité. Si je suis hétéro, ce n'est pas une manière idéale d'entamer une vie adulte égalitaire entre hommes et femmes.

Je n'aurai pas la même sexualité et les mêmes rapports homme-femme si je suis à l'aise avec mon corps, si je le connais, que si j'ai tout à découvrir et à apprendre quand je me retrouve au lit (ou ailleurs) avec un-e partenaire pour les premières fois. Tenez, moi par exemple, on ne m'a jamais parlé de sexualité, à part en cours de biologie, au collège ! Comme bien d'autres garçons, j'ai fabriqué mes premières représentations sexuelles en regardant des films "porno" en cachette. Il m'a fallu des années ensuite pour désapprendre ce modèle. Pour comprendre que ce que montrent ces films n'a rien à voir avec la réalité, pour me sentir à l'aise avec mon corps tel qu'il est et ne pas me sentir gêné de ne pas correspondre à ces modèles aberrants et souvent sexistes.

J'aurais aimé avoir entre les mains un livre comme *Le petit livre de la sexualité écrit par des garçons pour des garçons*(1). C'est un livre presque entièrement écrit par des adolescents qui fréquentaient un centre social de Toronto. Ils ont commencé à discuter de la sexualité, à lister des choses qu'ils voulaient savoir, à partager leurs expériences. Ils en ont fait un livre qui détonne des traités d'éducation sexuelle où un adulte s'adresse à des jeunes pour leur expliquer que

"votre corps se transforme" ! Ici, le langage est libre, direct, concret, savoureux. Les jeunes alternent des témoignages personnels issus de leurs expériences sexuelles, des petits topos informatifs, et des contributions graphiques. Comment fonctionne "M. Zob" ? Tout sur les pannes, le retard pubertaire, les érections, les fluides, l'hygiène, la masturbation... Puis les relations amoureuses : drague, rupture, jalousie, disputes, violence sont abordés. On parle du racismisme, de bi- et d'homosexualité, de comment faire son "coming out" ou comment réagir si un copain le fait, de transsexualité. On n'oublie pas le sexe : virginité, première fois, pratiques sexuelles, consentement, drogues. Avec un point détaillé sur les infections sexuellement transmissibles, les moyens de s'en protéger et la contraception.

A chaque fois les sujets sont abordés dans un style vivant, sans complexes, d'égal à égal. La responsabilité des garçons dans la contraception, le consentement, la violence conjugale, sont abordés sans ambiguïté.

J'aurais aimé avoir ce livre entre les mains à l'âge où je me posais plein de questions. Si vous fréquentez des jeunes garçons entre 13 et 17 ans, n'hésitez pas à laisser traîner ce livre. A savoir : il existe le même pour les filles. On regrettera juste le choix de l'éditeur que l'un soit bleu et l'autre rose, car le contenu essaie de dépasser ces clichés.

Léo Sauvage

(1) Ed. Milan Jeunesse, 2009, 216 p., 10,90 €.

Fin 2012, le gouvernement actuel présentera son projet de réforme des collectivités territoriales. Lors de son congrès 2012, l'assemblée des départements de France a proposé un "scrutin binominal mixte majoritaire" pour les élections cantonales : chaque canton élirait un tandem femme/homme pour le conseil général de son département. Rappelons qu'actuellement, les conseillères générales ne sont que 13,8 % ! Mais, pour concrétiser ce projet, il faudra regrouper les cantons pour ne pas augmenter le nombre total d'élu.

es. D'après marchandages en perspective... (Source : *la Gazette des Communes*, sept. 2012)

La pilule a du mal à passer

Selon une étude publiée le 12 septembre par l'Ined, Institut national d'études démographiques, le recours à la contraception est en baisse pour la première fois chez les jeunes de 20 à 24 ans. C'est la pilule qui est en baisse, à tous les âges. Si elle est encore utilisée

par 50 % des 15 à 49 ans, elle est de plus en plus remplacée par d'autres méthodes : implant, patch, anneau vaginal... sauf chez les plus jeunes dont une partie du renoncement à la pilule n'est remplacé par rien. Conséquence du discours écologique très critique sur le fait de s'imposer l'utilisation de produits chimiques ? L'Ined répond par la négative : ce sont les femmes les plus défavorisées qui renoncent à la contraception. Cela est confirmé par l'enquête : du fait du choix de pilules de troisième ou quatrième génération, seulement 43 % des femmes sont remboursées. La France se distingue par un faible recours à la stérilisation, sujet très sensible dans notre culture. Le stérilet, méthode peu coûteuse et fiable, reste peu utilisé car peu prescrit. La pilule du lendemain est peu connue : seules 20 % des femmes y ont eu recours une fois dans leur vie. Tout ceci ne semble pas avoir d'influence sur le nombre d'avortements qui reste stable depuis des décennies autour de 225 000 par an.



Un climat-sceptique change de camp

Richard Muller, professeur de Berkeley (Californie), cofondateur d'un programme sur l'évolution des températures de la planète, a reconnu ce mois de juillet 2012, que ses études, financées par un milliardaire du pétrole, étaient erronées. Il a reconnu publiquement que le changement climatique était bien réel et bien d'origine humaine. Le fait que les États-Unis ont connu ce printemps et cet été une sécheresse sans précédent n'est sans doute pas sans liaison avec ce revirement. (*Politis*, 13 septembre 2012)

Les océans piègent toujours le CO₂

En cinquante ans, le taux de CO₂ émis par nos activités a doublé... et le captage de celui-ci par les océans aussi. C'est le résultat d'une enquête menée par des chercheurs de l'Université de Boulder (Colorado, États-Unis). Une efficacité qui n'est pas sans conséquence : cela modifie profondément le niveau d'acidité des océans et cela perturbe donc les écosystèmes marins et par ailleurs, ce n'est pas parce que les océans ont tenu le coup jusqu'à maintenant que cela va continuer. (source : *Sciences & Vie*, octobre 2012)

Tourisme et avions

Le tourisme représente (en 2005) 4,9% des émissions de gaz à effet de serre dont 40% proviennent des déplacements en avion, 32% des déplacements routiers, 3% des autres modes de déplacement.



Pierre-Emmanuel Neurohr en prison

Pour être entré à cinq reprises sur les pistes de l'aéroport de Roissy, Pierre-Emmanuel Neurohr a été arrêté et mis en prison le 7 septembre 2012, devenant le premier prisonnier climatique de France. Et ceci dans des conditions odieuses pour un écologiste : détenu dans une cellule de 12 m² avec trois autres prisonniers "droits communs", il est soumis à la torture : 12h par jour de TF1 ! Une heure par jour de promenade et surtout pas de droit de visite pendant le premier mois autre que son avocat et sa mère, pas d'appel téléphonique possible... et le silence assourdissant des grands médias.

Un article du *Monde* du 4 octobre 2010 nous explique très bien pourquoi : le premier acheteur de presse de France est Air France qui en distribue dans les aéroports du monde entier et sur ses vols : Air France prend actuellement pour 10 millions d'euros par an d'abonnements, cela représente entre 8 et 14 % du chiffre d'affaires des quotidiens !



ment, 21% de l'hébergement et 4% divers. Interdire le tourisme par avion, c'est donc déjà baisser de 2% les émissions de gaz à effet de serre. Serait-ce une mesure vraiment irréaliste ? (source : *Que serait le tourisme sans pétrole*, éd. l'Harmattan)

Saboter la croissance

James Hansen, important scientifique étatsunien, déclare que nous devons absolument réduire le réchauffement à 1°C ou 1°C et demi pour éviter le probable relâchement de méthane, à l'effet de serre 25 fois plus grand que le CO₂, par les océans et les sols dégelés. Pour ce faire, il faut cesser immédiatement de brûler le charbon et renoncer à toutes les énergies fossiles non-conventionnelles. Comme "les politiques ne sont pas à la hauteur", reste la désobéissance civile. En 2009, Hansen a fait de la prison pour le blocage des travaux pour une nouvelle mine de charbon en Virginie.

Toundra

Les arbres se mettent à pousser

Selon les observations faites en Finlande, la toundra est en train de changer d'aspect : les températures élevées qui se maintiennent depuis plusieurs années, particulièrement en été, ont permis aux arbres de se développer. (source : *Sciences & Vie*, octobre 2012)

Réfugiés climatiques

Le 2 octobre 2012, la Suisse et la Norvège ont lancé à Genève, une initiative qui demande que soit mis en place au niveau international un programme de protection des réfugiés climatiques. L'Australie, le Mexique, les Philippines, le Kenya ont répondu tout de suite positivement. L'ONU a tenu une première réunion sur ce sujet le 25 octobre 2012. Des juristes planchent sur le "droit à la protection des migrants climatiques" qui pourraient être 200 millions d'ici 2050. On se prépare au pire à défaut d'arriver à se mettre d'accord sur des mesures de protection contre le changement climatique. (*Le Monde*, 25 octobre 2012)

Les choix du WWF

Un de nos lecteurs s'étonne de notre présentation du WWF dans le n°400 où nous rappelions qu'une part de son action est financée par



les grands groupes industriels, ce qui place les actions du WWF assez loin de nos préoccupations. Et de nous joindre le rapport "relations entreprises 2010-2011" du WWF-France... qui nous permet effectivement d'avoir une approche plus précise de la situation.

Ainsi le WWF-France est financé par Lafarge, oubliant de nous préciser que c'est le premier fournisseur de béton pour la construction des centrales nucléaires... ce qui explique sans doute que le WWF-France ne participe pas à la contestation antinucléaire. Il est aussi financé par Tetra Pak, firme internationale qui a réussi à imposer les emballages jetables au détriment de la consigne, et dont les briques d'emballage multicouches sont particulièrement difficiles à recycler. C'est sans doute pour cela que le WWF-France ne participe pas aux actions menées pour la réduction des déchets à la source avec le Cniid.

Autres partenaires réputés soucieux de l'écologie (ou du moins de peinture verte) : Carrefour et son esclavage salarial, Castorama, le Crédit agricole et sa spéculation financière, Ikea, La Poste, Orange et sa pollution électromagnétique... L'ensemble assure 28% des ressources du WWF-France (soit 5,5 millions d'euros).

Les profiteurs de famine

La crise céréalière historique de 2012 qui fait peser des dangers alimentaires sur la partie la plus pauvre du monde, ne fait pas que des malheureux. La société française agro-semencière Vilmorin a en effet publié le 9 octobre 2012 ses résultats annuels, montrant un chiffre d'affaires en hausse grâce au cours élevé des céréales : plus 12,2%. (*Le Monde*, 11 octobre 2012)



Nanomatériaux

L'Europe renonce à évaluer les risques

Début octobre 2012, la Commission européenne sur les nanomatériaux a écarté l'idée d'une réglementation spécifique à ces produits et à l'évaluation de leurs risques. Elle estime que le système d'encadrement des produits chimiques classiques "Reach" est suffisant. C'est oublier que les nanomatériaux s'en distinguent radicalement par leur échelle de grandeur, leurs propriétés et donc leurs effets possibles sur la santé et l'environnement. Sans que leurs risques aient été évalués – mais de nombreuses suspicions existent dorénavant et déjà – les nanomatériaux sont déjà mis allègrement en circulation à travers plus de 2000 articles de la vie quotidienne, un marché mondial qui s'élève à 20 milliards d'euros. Le secteur des nanotechnologies génère 300 à 400 000 emplois directs en Europe. Ceci explique sans doute cela. La santé des gens compte peu à côté des statistiques du chômage pour les prochaines élections. (*Le Monde*, 19 octobre)

Notre-Dame-des-Landes

Résistance aux expulsions

Quelques mois après les déclarations d'apaisement du gouvernement Ayrault donnant l'assurance aux propriétaires de ne pas être expulsés de leurs terrains avant la fin des procédures judiciaires, le ton s'est durci sur la zone de construction du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Le 16 octobre 2012, à 7 heures du matin, plus de 500 gendarmes et CRS ont débarqué et ont délogé les militant-e-s qui vivaient dans les maisons vides occupées, les cabanes, yourtes et caravanes, et qui ont opposé une résistance strictement non-violente. Les autorités entendent "sécuriser les lieux et les faire gardiennier" tandis que les opposants promettent de revenir au plus tôt. Onze lieux différents ont été évacués. Les personnes expulsées, environ 150, ont trouvé refuge chez les agriculteurs eux-aussi sous le coup d'une procédure d'expulsion. Le 17 octobre 2012, les pelleteuses ont commencé à détruire les maisons occupées. Pendant ce temps, les opposants essayaient de perturber l'avancée des camions et pelleteuses par des barricades. Le maire de Notre-Dame-des-Landes, Paul Naud, dénonce la volonté de tout détruire alors qu'un jugement défavorable est encore possible. L'un des avocats des opposants, Etienne Boittin, rappelle que des recours n'ont pas encore été examinés par la justice : la nécessité de remplacer la surface détruite par une surface double protégée (qui n'existe pas pour le moment et que Vinci, principal constructeur ne veut pas envisager), les procédures d'expulsion sont contestées tout comme le contrat de construction de l'aéroport confié à Vinci. Les affrontements des 16 et 17 octobre ont provoqué l'effet inverse de celui désiré par les autorités : le nombre d'occupants s'est mis à grossir. Le 30 octobre, une nouvelle opération de gendarmerie a tenté de les déloger. Si après une journée, plusieurs anciennes fermes ont été abattues, cela n'a rien changé à la situation, le préfet reconnaissant lui-même rencontrer une résistance inattendue. Début novembre, ce sont environ 300 personnes qui sont maintenant installées sur place, logeant dans des hangars, des tentes ou des caravanes installées sur des parcelles non concernées par les expulsions actuelles. Les anti-aéroports reconstruisent sans cesse des cabanes, avec le soutien de plus en plus actifs du voisinage.



Marie Clem's



Marie Clem's

TGV Lyon-Turin

Une position intenable !

L'enquête publique concernant la liaison ferroviaire Lyon-Turin qui s'est achevée le 2 juillet 2012 par un avis positif, s'est appuyée sur des données faussées. C'est ce qu'estime la Cour des Comptes dans un rapport rendu public le même jour. Selon cette dernière, le coût pris en compte dans l'enquête est de 7,7 milliards alors que la Cour des comptes le chiffre entre 11 et 13 milliards. La commission d'enquête s'appuie sur des chiffres de RFF Réseau ferré de France, qui prévoit une augmentation rapide de la circulation des poids lourds entre les deux pays... alors que les relevés publiés par les conseils généraux de Savoie et Haute-Savoie, montrent que le nombre de camions est en fait en baisse depuis maintenant plusieurs années (en 2011, on est revenu au niveau de 1991). Ceci peut s'expliquer : de nombreuses usines s'étant délocalisées en Asie, les marchandises arrivent par bateau dans chaque pays et ne passent plus par les Alpes. C'est le trafic automobile qui augmente rapidement... alors que les projections montrent que la ligne ferroviaire n'inversera pas la tendance. Les opposants font remarquer que la ligne ferroviaire existante est sous-utilisée, que les expertises en amont du projet ont été confiées à un cabinet conseil Egis, filiale de la Caisse des dépôts, cabinet conseil que l'on retrouve dans le Comité pour la liaison européenne transalpine, le lobby en faveur de la liaison et qu'il n'est donc pas objectif. Pierre-Yves Fafournoux,

président de la commission d'enquête a fréquenté entre 2004 et 2009, au sein de la société Bien aménager son environnement... le cabinet conseil Egis. Guy Truchet, un autre membre de la commission d'enquête, est le frère de Roger Truchet, un entrepreneur de travaux publics qui met à disposition du chantier un terrain de stockage de 9 hectares pour évacuer les déblais. Ces conflits d'intérêts ont été rendus publics sans que pour le moment la justice n'y trouve son mot à dire. Un scandale à venir ? (source : *Politix*, 4 octobre 2012 + tracts divers)

EELV change enfin de position !

Dans un accord passé entre EELV et le PS au niveau de la région Rhône-alpes, EELV s'engageait à ne pas contester le projet (voir à ce propos l'entretien que nous avons fait en 2006 avec Gérard Leras, président du groupe des Verts à la région à l'époque, n°336). Mais la mobilisation croissante en Italie contre le projet, et les pressions des autres partis Verts au niveau européen ont eu raison de cette position absurde. Réunis à Chambéry, le 19 octobre 2012, Verts français, suisses et italiens ont adopté une position commune en demandant le report des travaux, estimant que la baisse actuelle du trafic transfrontalier, depuis maintenant une dizaine d'années, ne justifie pas d'investir des sommes importantes dans un tel projet. Reste à retrouver les militants d'EELV sur le terrain aux côtés des opposants... ce qui est encore une autre histoire. (source : *Le Monde*, 25 octobre 2012).



Christi d'égren



Pourquoi un bouclier antimissile ?

Contre la menace de frappe nucléaire, les États-Unis veulent développer un "bouclier antimissile". Les Européens ont donné leur accord à des bases en Europe. Les Russes dénoncent une relance de la course aux armements. S'agit-il de pérenniser l'arme nucléaire ?

La situation fin 2012 est révélatrice d'une mise en œuvre de boucliers antimissiles.

Aux États-Unis, en Alaska, deux bases sont en service, l'une pour détecter des arrivées de missiles hostiles et l'autre équipée d'une vingtaine de missiles "intercepteurs" pour les détruire. En Californie une autre base est aussi équipée de quelques missiles "intercepteurs". Dans l'océan Pacifique, une base radar US mobile de surveillance patrouille en permanence.

En Europe, la base radar britannique est en opération, au Danemark une base similaire est en projet ainsi qu'en Turquie. Les projets de bases de missiles "intercepteurs" ont été annulés par Obama... qui les a transformées en bases de missiles "tactiques" en Pologne, en Roumanie et en Turquie. Une variante de vocabulaire qui ne change pas le projet. A quoi servent les antimissiles ? Bruce Gagnon, l'expert américain de lutte contre le bouclier antimissile répond : "La réponse dépend de l' "observateur" : vu du côté Occidental il s'agit d'une phase d'essai, qui suscite par ailleurs le scepticisme de bon nombre d'experts qui estiment que "ça ne marchera jamais !". Par contre, vu du côté russo-chinois il s'agit d'un programme de déploiement hyperactif, dans le cadre d'une vaste expansion militaire USA/OTAN, dont le but ultime serait l'encercllement de leurs deux

pays et, au-delà, de constituer une base pour des opérations militaires en Asie jusqu'à l'océan Pacifique".

En terme de géopolitique mondiale, Bruce Gagnon considère qu'il s'agit d'une stratégie qui comprend la possibilité d'une attaque nucléaire de "première frappe" : les antimissiles serviraient alors à neutraliser la riposte prévisible de la Chine et/ou de la Russie. Le positionnement de bases USA/OTAN sur la côte asiatique viendrait alors compléter cette stratégie, en protégeant la côte Ouest des USA d'une attaque ou riposte. Face à cette stratégie, la Chine et la Russie répondent par un processus d'armement accéléré. L'attitude USA/OTAN est donc un "moteur" puissant de l'escalade actuelle en matière d'armement.

L'enjeu économique de cette confrontation USA/OTAN versus Chine/Russie concerne le pétrole et le gaz cachés sous l'Arctique, dont la glace est en train de fondre à cause du réchauffement climatique. L'Occident (USA/OTAN) pourrait ainsi "compenser" la forte progression économique de la Chine et la richesse de la Russie en gaz par une progression militaire qui lui garantirait un accès privilégié à cette manne énergétique (pétrole et gaz) dans l'Arctique. S'agirait-il alors d'une pérennisation des armes nucléaires pour gérer les futurs conflits énergétiques ? La prévention des menaces de frappes nucléaires devrait impliquer, en Europe, de s'opposer à tout bouclier antimissile et de demander le désarmement nucléaire. Une évidence !

Dominique Lalanne

Catalogne sans armée ?

Alors que la Catalogne manifeste massivement pour son indépendance avec parfois de fortes ambiguïtés nationalistes, le 10 septembre 2012, la Fondation pour la paix, Justice et paix, le Mouvement de la paix et différents mouvements pacifistes ont lancé un appel pour demander à la coordination pour une Assemblée nationale de Catalogne d'inscrire dans une éventuelle future constitution les valeurs de non-violence, de résolution pacifique des conflits, de respect de la désobéissance civile et que la Catalogne devienne un pays sans armée. Cette région saura-t-elle se souvenir de son glorieux passé libertaire ? Rien n'est moins sûr. (source : *Union pacifiste*, octobre 2012)

Armes nucléaires

Retrait d'Italie

Après l'Allemagne (24 octobre 2009), la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège et le Luxembourg (26 février 2010), c'est au tour de l'Italie (15 mai 2012) de demander le retrait des armes nucléaires étatsuniennes présentes sur son territoire. Le 10 mars 2010, le parlement européen a voté une résolution demandant l'élimination de ces armes sur le territoire de l'Union européenne. Le seul pays "européen" qui n'a pas encore demandé ce retrait est... la Turquie "qui ne s'opposeraient pas à un tel retrait". Reste aussi la France et la Grande-Bretagne qui se ruinent à entretenir leurs propres armes nucléaires et qui craignent de se retrouver bien seules sur ce dossier en Europe. (*Armes nucléaires Stop*, octobre 2012).

Victimes militaires de guerre

Il n'y a pas que les morts et les blessés à comptabiliser dans une guerre. Il y a aussi tout ceux que cela rend fous et dans ce domaine, les militaires sont touchés en grand nombre. Sur 60 000 soldats français qui sont passés en Afghanistan depuis 2001, environ 400 sont suivis aujourd'hui pour des troubles psychologiques graves. En France, une première étude de l'armée montre qu'au moins 7 % des militaires pètent les plombs.

Aux États-Unis, où ce phénomène est suivi depuis longtemps (guerre du Viet Nam dans les années 1970), on en sait un peu plus sur ce qui conduit à l'hôpital psychiatrique : les risques augmentent avec la longueur de la mission, avec la proximité de l'ennemi, avec le nombre de morts vus dans son entourage, avec le nombre de blessures, mais aussi avec le célibat et le bas niveau d'études. La folie conduit souvent au suicide : sur les neuf premiers mois de l'année 2012, il y a eu 270 suicides dans l'armée aux États-Unis... soit autant que le nombre de morts au combat. En France, l'armée se fait discrète sur le sujet et ce sont souvent les parents qui rendent public les malheurs de leur fils. La plupart n'ont aucune approche antimilitariste : ils regrettent seulement que l'armée ne prenne pas en charge le suivi de la maladie de leur enfant. Il serait peut-être temps de rappeler aux jeunes qui s'engagent que l'armée est une école du crime, que l'on y va pour tuer et qu'aussi technologique que soit la guerre, cela n'empêche ni les blessures, ni les morts. Et tout cela au bénéfice des multinationales qui nous dominent, jamais des peuples. (source : *Le Monde*, 23 octobre 2012)



▲ Manifestation de la Brigade des Clowns devant le ministère de la défense

▼ Militaire sur la base française de Djibouti (Françafrique)



Avancée historique

La France est enfin sortie de la Françafrique !

"M. Hollande proclame la fin de la Françafrique" titrait *Le Monde* du 14-15 octobre 2012. A Dakar le 12, le président français proclamait en effet que "Le temps de la Françafrique est révolu". Ce devrait être un soulagement pour des millions d'Africains maintenus sous dictature par le soutien de l'armée française ! "Il y a la France et il y a l'Afrique", déclare l'énarque dans un éclair de lucidité. Alors quelles sont les mesures concrètes annoncées pour

cette sortie de la Françafrique ? L'article n'en cite aucune. Hollande se contente d'affirmer que "les émissaires, les intermédiaires et les officines trouvent désormais porte close à la présidence de la République française comme dans les ministères", sans évoquer aucune évaluation ni procédure pour démanteler le fonctionnement de la politique africaine de la France en place depuis 50 ans. A Kinshasa où il participe au sommet de la francophonie le 14 octobre, il émet pourtant quelques signes encourageants en rencontrant des opposants au régime du président de la République démocratique du Congo Joseph Kabila et en demandant à ce dernier de respecter l'Etat de droit et les libertés individuelles (Le

Un café rebelle et zapatiste

Comme chaque année depuis 2002, une souscription est lancée pour l'achat du café des coopératives zapatistes (Chiapas-Mexique). La souscription permet de pré-payer les coopératives afin que leurs membres n'aient pas à s'endetter. Outre le prix d'achat du café fixé en accord avec les coopératives, les bénéfices sont reversés aux autorités zapatistes pour soutenir leurs projets éducatifs, de santé...

Le prix du paquet de 250 g moulu ou en grains est de 3,4 €. Le café sera disponible en juin 2013. Une journée de distribution et des permanences seront organisées pour les personnes sur la région parisienne. Il sera envoyé aux autres. (Pour des raisons de frais d'envoi, merci de commander au minimum cinq paquets) Les commandes sont à envoyer avant fin janvier 2013 avec vos coordonnées à : *Echanges solidaires, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris..*



Monde, 16 octobre 2012). Mais pas de mesures concrètes pour le moment.

Françafrique

A quand le retrait des troupes armées en Afrique ?

La revue *Jeune Afrique* a publié le

12 mai 2012 un rappel concernant les effectifs des forces armées françaises stationnées en Afrique (et qui n'ont rien à y faire sauf à considérer que nous y avons encore des colonies) :

- Djibouti : 2000 (5^e régiment interarmes d'outre-mer)
 - Mayotte : 1900
 - Gabon : 1000 (bataillon d'infanterie de marine)
 - Tchad : 950 (opération Epervier depuis 1986, donc sous Mitterrand)
 - Sénégal : 450 (unité de commandement et de coopération opérationnelle)
 - Côte d'Ivoire : 450
 - Centrafrique : 240
 - Golfe d'Aden : 220 (opération Atalante)
 - Golfe de Guinée : 150 (opération Corymbe)
 - Burkina : effectif non précisé (la France coordonne l'école militaire de Ouagadougou)
- Soit au total au moins 7500 militaires.

Les jeux Olympiques, porte de sortie...

Selon l'association *Survie*, les jeux Olympiques de Londres ont permis la fuite de deux athlètes et un entraîneur de Côte d'Ivoire, de quatre membres de l'équipe de la République démocratique du Congo, de trois athlètes (sur quatre) de Guinée, de huit athlètes et de deux membres de l'encadrement du Cameroun... Comme quoi le sport c'est bon pour la liberté !

Le Croisic-Paris

Une marche pour la paix, contre la misère et pour la souveraineté alimentaire

L'initiative de l'association *Gandhi international*, une marche a relié Le Croisic (Bretagne) à la place du Trocadéro à Paris, du 21 septembre au 17 octobre 2012. Le 21 septembre est la "journée mondiale de la paix". Quelque 150 personnes se sont retrouvées, sous une pluie battante, pour le départ de la marche dont Anand Gokani, arrière-petit-fils de Gandhi. La traversée des marais salants de Guérande rappelait symboliquement *La marche du sel* de Gandhi en 1930. Avec des étapes d'une vingtaine de kilomètres, un groupe toujours d'au moins 25 marcheurs, témoignait par cette action non-violente de leur soutien à la marche indienne *Jan Satyagrah* qui se déroulait simultanément en Inde (voir *Silence* n°405, octobre 2012). Cette dernière, avec jusqu'à 100 000 marcheurs demandait la signature de décrets d'application d'une réforme agraire promise mais non mise en place après la marche Janadesh de 2007. Ces décrets devaient permettre aux Indiens expulsés par des projets de "développement" d'obtenir une terre de remplacement et aux paysans indiens d'avoir une garantie d'accès à la terre. Volonté, engagement, respect, solidarité et pacifisme constituaient la dynamique du groupe de marcheurs qui s'organisait chaque matin pour partir à nouveau vers une nouvelle étape. Initiatives et improvisations parfois guidaient le groupe qui traversait villes et villages en distribuant des tracts d'information. Revêtus de maillots colorés de vert ou de rouge, arborant des inscriptions comme *La paix en marche, souveraineté alimentaire, refus de la misère...* cette colonne de marcheurs traduisait la ferme volonté d'énoncer avec ténacité la volonté de changer de monde et d'y apporter plus de justice. Le temps pluvieux n'a pas épargné les marcheurs dont les inscriptions disparaissaient à chaque averse sous les capes bleues et noires virevoltant au vent et transformant la colonne de marcheurs en un groupe de randonneurs courbés vers leur prochaine étape. Pas à pas, la marche a rejoint Paris le 17 octobre, "journée mondiale du refus de la misère" où les attendaient d'autres militants, en particulier ceux d'ATD Quart-Monde. La mobilisation en Inde, doublée des mobilisations internationales ont fait fléchir l'Etat fédéral indien qui a signé les décrets d'application le 11 octobre 2012, permettant à nos amis indiens, d'interrompre, à cette date, leur marche.

Marc Evin.



nucléaire

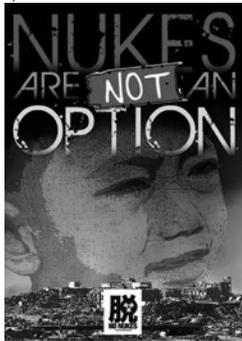
Fukushima

■ **12 octobre** : Tepco admet qu'elle a minimisé les risques que pourraient subir les réacteurs de Fukushima face à un tsunami, de peur que la centrale en question ne soit fermée pour y réaliser les mesures de sécurité adéquates. C'est ce que révèle un rapport produit par la compagnie un an et demi après les faits, et intitulé "Politique fondamentale pour la réforme du dispositif nucléaire de Tepco". L'entreprise savait que les mécanismes de défense et de protection de la centrale étaient insuffisants, avant mars 2011, explique *El País* le 13 octobre.

■ **23 octobre** : L'université de technologie de Tsukuba a annoncé avoir mis au point une tenue de protection pour les "liquidateurs" de Fukushima. Cette tenue étanche en tungstène est censée permettre d'entrer dans les parties fortement irradiées des réacteurs. Comme la tenue pèse 60 kg, les chercheurs ont inclus un exosquelette dans la tenue qui aide la personne à se déplacer. L'université a aussi mis au point des robots à chenilles équipés de caméras pour aller

filmer dans les endroits difficiles. Le nucléaire est une source d'innovation sans limite !

■ **24 octobre** : la NRA, autorité de sûreté nucléaire, publie les nouvelles cartes d'évacuation à prévoir pour les accidents des centrales. En s'appuyant sur les exigences de l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, les 20 km d'évacuation deviennent 30 km pour des centrales ayant 4 réacteurs comme à Fukushima, 40 km pour ceux ayant plus de réacteurs. Bizarrement, la NRA n'en tire pas la conclusion qu'il faut commencer par évacuer la zone entre 20 et 30 km autour de Fukushima. La NRA spécifie aussi dans ses nouvelles recommandations que pour redémarrer, les réacteurs devront pouvoir résister à un tsunami aussi fort que celui du 11 mars 2011, à un séisme aussi fort que celui du 11 mars 2011, résister à une attaque terroriste et... à la chute d'un avion de ligne. Ce dernier point a peu de chance d'être réalisé : aucun réacteur au monde ne peut résister à un attentat style 11 septembre 2001 à New-York. (source : *Le Monde*, 28 octobre 2012)



La fausse fermeture annoncée de Fessenheim



▲ Manif de Colmar, 3 octobre 2009

En fixant à 2016, l'arrêt des deux réacteurs de la centrale de Fessenheim (Alsace), François Hollande se réserve ainsi la possibilité de la redémarrer l'année suivante... après les élections présidentielles. Il faut en effet se souvenir de ce qui s'est passé lors de la mise en place de la gauche plurielle en 1997, avec l'arrêt de Superphénix (dans l'Isère) dans le contrat de gouvernement : Pierre Radanne, alors conseiller auprès de Dominique Voynet, ministre verte de l'environnement, a dû négocier pendant des mois avec les hauts fonctionnaires du ministère pour obtenir que soient bien précisées dans le décret de démantèlement du réacteur toute une série d'opérations rendant irrévocable l'arrêt du surgénérateur. Et il a fallu plus de deux ans pour que cela soit effectif sur le terrain. Donc on arrête Fessenheim en 2016... et l'année suivante, selon qui gagne les élections, avec ou sans les écologistes, on se réserve le droit de redémarrer...

Action de Nogent-sur-Seine

Greenpeace condamné



Le 5 décembre 2011, neuf militants de Greenpeace s'étaient introduits dans l'enceinte de la centrale nucléaire de

Nogent-sur-Seine, démontrant par là sa vulnérabilité aux attaques. Refusant de prendre en compte l'intérêt de la démarche pour se centrer sur la forme, la justice a condamné les militants à six mois de prison avec sursis, auxquels s'ajoutent 800 € d'amende pour refus de prélèvement d'ADN. (*Le Monde*, 13 octobre)

Brennilis

Démantèlement à l'arrêt

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a refusé le 9 octobre 2012 le dossier déposé par EDF pour démanteler la centrale nucléaire de Brennilis (Finistère). Le problème : le permis de construire d'une installation d'entreposage de déchets de démantèlement prévue au Bugey a été préalablement annulé par la justice. EDF doit donc préciser comment elle compte entreposer les déchets de Brennilis. D'autant que ce réacteur servira de test pour les futurs démantèlements. Gageons que tous les pronucléaires se proposeront pour entreposer les déchets dans leur jardin. (*Le Monde*, 11 octobre)



Energies renouvelables : investissements économiques en baisse

L'investissement mondial dans les énergies renouvelables a chuté de 20 % au troisième trimestre 2012 par rapport à la même période l'année précédente. Ils devraient ainsi baisser légèrement en 2012 pour la première fois depuis huit ans. (Reuters)

Allemagne

Energies renouvelables : investissement politique en hausse

L'Allemagne devrait très probablement dépasser son objectif de 35 % des énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici à 2020, a annoncé son ministre de l'environnement le 11 octobre. Ce dernier a donc proposé de fixer de nouveaux objectifs qui pourraient être de 40 %, pour accompagner politiquement le développement de ce secteur des énergies. (AFP, 13 octobre 2012).



D. R.

Pourquoi les voitures électriques ne se vendent pas

Renault a annoncé le lancement de son modèle électrique Zoé qui est censé avoir des performances exceptionnelles pour une voiture électrique. Celle-ci offrirait une autonomie de 200 km alors que pour le moment, la voiture électrique la plus performante ne dépasse pas 150 km. Mais elle ne peut parcourir 200 km que dans un environnement bien précis : sans chauffage, sans climatisation, sans utilisation des phares... bref sans aucune utilisation électrique autre que celle du moteur. Résultat, dans la pratique, l'autonomie chute entre 100 et 150 km seulement. Ceci oblige à des "pleins" répétés et un risque important de rester en panne. La voiture électrique n'a d'intérêt alors que pour les petits parcours... où l'alternative est déjà présente avec le vélo électrique qui, pesant cinquante fois moins lourd consomme aussi cinquante fois moins !

Ile-de-France

180 éoliennes de plus

L'adoption par la région Ile-de-France de son schéma régional éolien devrait permettre l'implantation de 100 à 180 éoliennes d'ici 2020. Cela devrait correspondre à une puissance de 200 à 540MW contre 7 MW aujourd'hui. L'essentiel des espaces retenus sont dans l'est parisien, en Seine-et-Marne, alors que le vent est plus important à l'ouest. Les banlieues chics sont plutôt à l'ouest. Ceci explique sans doute cela. Si le maximum est atteint, cela permettra de couvrir 2 % des besoins en électricité de la région.

Pétrole

■ **Répercussions.** La FAO et l'OCDE ont réalisé une étude sur comment se répercute le prix du pétrole sur d'autres produits. Il en ressort que quand le pétrole augmente de 25 %, les agrocarburants augmentent de 18 %, les engrais de 14 %, le sucre brut de 7 %, les huiles végétales de 6 %, les céréales secondaires de 5 %, le blé de 4 %, les oléagineux de 3 % et le riz de 2 %.

■ **Après le pétrole, le plastique, nouvelle menace sur l'agriculture !** Nos scientifiques fous n'en finissent plus d'inventer de nouveaux produits de substitution au pétrole dont la raréfaction est prévisible. Après avoir mis sur pied les agrocarburants qui consistent à utiliser des surfaces agricoles pour produire du carburant à la place de la nourriture, voici qu'une nouvelle menace se prépare : la société française Global Bioénergies (c'est bio donc c'est sympa, non ?) essaie de commercialiser un procédé qu'elle a mis au point consistant à produire des plastiques à partir des plantes. Des applications ont déjà été testées pour la voiture avec succès et comme le dit son sympathique patron dans *Le Monde* du 23 octobre 2012, "équiper tous les nouveaux véhicules nécessiterait de consacrer à ces cultures environ 2 % des terres agricoles mondiales". Les agrocarburants en en consommant déjà 6 % ont déjà provoqué une hausse des prix alimentaires. Cette nouvelle utilisation des végétaux risque d'encre accélérer les problèmes. Et il ne s'agit que de l'aménagement des voitures, le plastique peut évidemment servir à bien d'autres usages... et donc nécessiter beaucoup plus de surfaces ! Le gentil patron cite déjà les pots de yaourt, les emballages alimentaires, les bouchons, les couches jetables...

► Il ne faut pas seulement du pétrole pour l'énergie, il en faut aussi pour le plastique



chef

Gaz de schistes

■ **72 % contre.** Selon un sondage rendu public le 12 septembre 2012 par le WWF, 72 % des Français sont contre l'exploration et l'exploitation des gaz de schistes.

■ **Effet de serre.** Si l'essentiel de l'émission de CO₂ par baril de pétrole reste dû à sa consommation (40 kg), celle qui résulte de l'extraction et du raffinage passe de 10 kg pour le conventionnel à 100 kg en moyenne pour le non-conventionnel (huile de schiste, off-shore etc.) ! Si la pénurie peut ainsi être reportée, ce sera donc au détriment du climat : seules nos décisions politiques, individuelles et collectives, pourront nous éviter le désastre écologique... (Source : *Alternatives internationales* numéro spécial été 2012)

■ **Grande-Bretagne : exploitation en vue.** Le feu vert définitif en vue de l'exploitation des gaz de schiste dans le sous-sol anglais ne fait plus guère de doutes. Le ministre des finances déclarait le 8 octobre 2012 que la stratégie du royaume consiste à "ouvrir les réserves de gaz de schiste nouvellement découvertes dans notre sous-sol". Le nouveau ministre de l'environnement Ed Davey, se



dit quand à lui "entièrement en faveur" de leur exploitation, sans faire aucune allusion aux dégâts environnementaux possibles liés à celle-ci. Le comité parlementaire chargé de l'environnement n'y voit rien à revoir non plus... Un premier permis d'exploitation avait été accordé à l'entreprise Cuadrilla en 2007, et les premiers forages au printemps 2011 avaient provoqué... deux tremblements de terre (2,3 et 1,5° de magnitude). Mais cela n'empêche pas l'appétit d'énergies de reprendre le dessus : il y aurait sous le sous-sol britannique de quoi fournir 10 % de la consommation du pays pendant un siècle, selon les prévisions des entreprises (qui ont tendance à surévaluer les ressources). Après nous... le déluge. (*Le Monde*, 13 octobre 2012).

■ **Espagne : l'opposition s'organise.** De nombreux permis de fracturation hydraulique sont attribués ou en cours d'attribution en Castilla y Leon (25), Andalousie (23), Cantabrie (6), Pays-Basque (4)... Des plateformes citoyennes se mettent en place, et une campagne "Municipalités libres de fracturation hydraulique" réunit déjà plus de 70 mairies qui présentent des motions contre cette technique. (*Diagonal*, 27 septembre 2012).



Tabac

Toujours plus cher

Le 1^{er} octobre 2012, le prix du tabac a augmenté de 6,5 %. Depuis 2000, ce prix a plus que doublé. Mais les statistiques montrent que c'est surtout en 2003-2004 où les prix avaient grimpé en deux ans de 40 % que cela a eu un effet sur la consommation : sur ces deux ans, le nombre de fumeurs en France a baissé de 34 % à 30 % et le nombre de cigarettes vendues a baissé de 40 % (mais avec probablement près de 20 % de cigarettes achetées à l'étranger). Les associations anti-tabac recommandent des hausses de plus de 10 % à chaque fois, pour que le "choc" soit suffisant pour inciter des fumeurs à s'arrêter. La cigarette provoque 73 000 décès par an en France... et coûte à la collectivité bien plus que ce que rapportent les 80 % du prix du tabac qui vont à l'Etat.

Les cigarettes sont **MANIPULEES** pour vous rendre plus **DEPENDANTS**



En Suisse, jusqu'à un quart du contenu des cigarettes est constitué d'additifs chimiques. Ces additifs augmentent votre dépendance.

Cancer du sein et travail de nuit

Selon une étude de l'Inserm menée sur plus de 2500 femmes et publiée en 2012, travailler la nuit augmente d'environ 30 % le risque de développer un cancer du sein, surtout si ce travail a été effectué plus de quatre ans, et jusqu'à plus de 40 % s'il alterne

avec du travail de jour sur une même semaine. Et il est probable qu'au masculin les conséquences ne sont pas meilleures... (Source : *La Recherche*, sept 2012)

Elevage de maladies

Selon un rapport commandé par le Département britannique pour le développement, près de 60 % des maladies infectieuses nous sont transmises par des animaux,



Téléphonie mobile

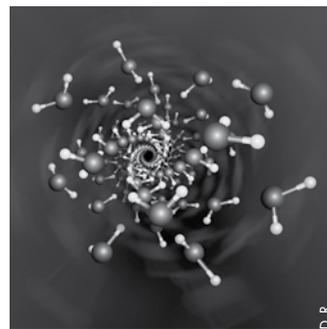
Projet de loi

La sénatrice EELV Leïla Aïchi prépare un projet de loi visant à définir au mieux les conditions d'implantation des antennes-relais et leurs conditions d'émissions. Actuellement, il n'existe qu'un décret datant de 2002 qui fixe une valeur limite d'émissions à 41 et 61 volts par mètre alors que les associations demandent un abaissement à 0,6 V/m. Les chartes locales mises en place dans certaines villes sont contestées par les opérateurs et le Conseil d'Etat leur a donné raison en estimant qu'elles n'avaient pas de valeurs juridiques. La loi va donc devoir fixer soit un seuil unique soit définir dans quelles conditions les collectivités peuvent fixer ce seuil. (source : *Le Monde*, 23 et 24 septembre 2011)

D.R.

surtout nos 24 milliards d'animaux domestiques, au premier rang desquels les porcs et les poulets qui sont élevés soit avec peu d'hygiène soit à trop grande échelle. C'est dans ce dernier cas, en général très "médicalisé", qu'apparaissent des germes résistants. Depuis 2004, 34 maladies nouvelles liées aux animaux sont apparues et une douzaine d'autres sont probables d'ici 2020. (Source : *Sciences et avenir*, sept 2012)

le nombre de décès imputés à la grippe est resté stable. Donc à part faire gagner de l'argent aux laboratoires, rien n'indique une



D.R.

Vaccin contre la grippe

quelconque efficacité à ce vaccin. (*Sciences & Vie*, octobre 2012)



D.R.

Quelle efficacité ?

Selon une étude faite aux Etats-Unis, la couverture vaccinale des plus de 65 ans contre la grippe saisonnière, est passée de 1980 à 2000 de 15 à 65 % de la population... alors que

Que deviennent les nanotechnologies ?

Alors qu'il existe plus de 1000 familles de produits contenant des nanotechnologies, l'Ineris, institut national de l'environnement industriel et des risques, a lancé au deuxième semestre 2012, un programme d'étude pour savoir ce que deviennent ces produits une fois que les objets qui les contiennent sont devenus des déchets. Ce programme porte notamment sur ce qui se passe au niveau des incinérateurs. Car aujourd'hui, dix ans après le début de l'usage des nanotechnologies, on commence à avoir des doutes sur ce qui s'échappe dans les fumées.

Le principe de précaution a, lui, sans doute, été incinéré depuis longtemps. (*Ademe & Vous*, septembre 2012)

OGM



L'étude de Séralini fait des vagues

Alors que des grands médias comme *Le Monde* multiplient les articles pour mettre en doute la validité de l'étude de Gilles-Eric Séralini (voir numéro précédent), Joël Spiroux, médecin généraliste, coauteur de l'étude explique pourquoi il y a cette vague de contestations : l'Agence européenne de sécurité alimentaire, Efsa, a autorisé le maïs Monsanto 603 à partir d'études fournies... par Monsanto ! L'équipe de Gilles-Eric Séralini a proposé à l'Efsa de lui transmettre l'intégralité de leur étude... à condition qu'elle rende publique les données de Monsanto, ce qu'elle a refusé, prétextant le "secret industriel". Rappelons que le rôle de cette agence est de protéger les populations pas les multinationales. Joël Spiroux dénonce la campagne de dénigrement rappelant que les premiers "experts" critiques se sont exprimés quelques heures après la publication de l'étude... alors que le comité scientifique de la revue *Food & Chemical Toxicology* a pris quatre mois pour vérifier les résultats. De là à penser que ces "experts" ne sont là que pour semer le doute... (*Politis*, 11 octobre 2012)



Petite phrase

Je trouve dans le comportement de Manuel Valls quelques ressemblances avec Nicolas Sarkozy. Dès qu'il y a un événement, il bondit, il surgit, il se rend sur place...

Christian Estrosi, LCI, 23 octobre 2012.

Et on pourrait ajouter : il développe la haine des roms et des musulmans, expulse, réprime, monte les gens les uns contre les autres, comme Sarkozy.

Islande

Sortie de crise démocratique ?

Les Islandais ont montré la voie pour sortir de la crise financière : refuser de rembourser les banques. Lors d'un premier référendum, en 2010, ils s'étaient prononcés à 93 % contre le remboursement des emprunts contractés par leur gouvernement (voir *Silence* n°379). Cela a provoqué la chute du régime. A la suite de cela, 25 personnes ont été élues pour écrire une nouvelle constitution. Le 20 octobre 2012, le processus s'est terminé par un nouveau référendum : avec un taux de participation de 49 % des électeurs, la nouvelle constitution a été adoptée par 66,3 % des votants. Les évolutions par rapport

à la constitution précédente : plus de démocratie directe, plus de protection des ressources naturelles, et plus de responsabilité pour les élus chargés de gérer le budget de la nation. Reste à valider la nouvelle constitution par le Parlement... ce qui aura lieu seulement après les prochaines législatives. Les partis de droite ont promis de voter contre en cas de victoire... (source : *Métro*, 23 octobre 2012)

L'écologie, ça commence à bien faire !

On se souvient de la sortie de Nicolas Sarkozy en fin de mandat. François Hollande ne l'a pas dit... mais concrètement après une conférence environnementale

où les mesures envisagées étaient pour la plupart un maintien de l'existant, le choix de baisser le budget du ministère de l'écologie est un acte concret : -4,5 % et 613 emplois supprimés.

Notre exception communale

Le recensement de 2011 confirme qu'en Europe, de petites collectivités locales subsistent essentiellement dans cinq pays : 13 % sont en Allemagne, 9 % en Italie et 9 % en Espagne, 7 % en République Tchèque et... 41 % en France : ce sont nos "communes". Ailleurs les territoires locaux sont beaucoup plus grands, et le lien population/décideurs d'autant plus distendu. (Source : *Alternatives internationales*, été 2012)

Vivre ensemble

■ **Sarthe.** Colocation à six personnes. Une chambre se libère dans notre belle et grande ferme à 15 km du Mans. 250 m² habitables, 0,5 hectare de terrain, une grange-salle de spectacle, potager, poules et bonne humeur... Contact : Jérôme, tél : 06 81 09 69 73.

■ Groupe de 15 personnes de 1 à 77 ans, cherche des associés désireux d'intégrer un écolieu rural fondé en 2009, en cours de développement : habitat groupé à autoconstruire (matériaux naturels, sobres en énergie...); boulangerie et ferme bio en activité. Possibilité de vous associer à ces activités ou de créer votre propre projet. Tél : 03 85 72 97 03.

Agir ensemble

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** Propose repas-débat un samedi par mois pour échanger savoirs et idées, projets... débats sur l'autonomie alimentaire, les écovillages, faire face à la crise financière, etc. Chacun amène

un plat ou participe financièrement. Thierry Didier Marie, tél : 09 60 52 71 80.

■ **Corrèze.** Au cœur du Plateau de Millevaches, territoire aux nombreuses alternatives, Peyrelevalde cherche à maintenir une offre de soins pérenne de qualité en louant une maison de santé (5 locaux) à des professionnels de différentes disciplines médicales, paramédicales ou même sociales. Le territoire a besoin de généraliste, kiné, infirmier(e), ostéopathe... Un logement et la présence d'un réseau de santé structuré aideront à l'installation des intéressés. Contact : Mélanie Le Nuz, communauté de communes du Plateau de Gentioux, tél : 05 55 64 22 59.

■ **Savoie.** "Que la montagne est belle...". Pour une à deux semaines, en demi-journée, nourris, logés, bienvenue aux bricoleurs ou bricoleuses. Besoin d'un petit coup de main et de conseils pour rafraîchissement d'un petit appartement à Chambéry. Marie, tél : 06 52 63 19 19.

annonces

Recherche

■ **Bolivie.** Amoureuse de la Bolivie, je cherche des témoignages de personnes non-originaire d'Amérique latine ayant eu des expériences concrètes d'échanges de savoirs et gîtes-couverts contre travail dans un esprit d'échanges multiculturels. Je cherche sur Cochabamba ou à côté. Je peux travailler la terre, paillage, plantation, cueillette, etc. seconder une construction en terre crue, réfection de toiture... m'occuper des enfants (pas d'aide aux devoirs, mon espagnol est moyen). Y a-t-il des "sans terre" genre "via campesina" à qui mes bras (et ma tête) pourraient être utiles ? Laisser de côté les "multi assos" qui réclament des diplômes et du fric. L'école, je n'ai pas connu. Le fric, le peu que j'ai, je choisis de l'offrir à qui j'ai envie. D'avance, un grand merci pour vos adresses et coordonnées. Quitterie, 1, rue des Pélicans, bal 154, 31400 Toulouse, tél : 05 62 88 35 84.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Genève : sixième année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47.

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet.

Valence : Primo Levi, de la survie à l'œuvre, jusqu'au 27 janvier 2013, exposition avec un témoignage exceptionnel sur les centres concentrationnaires. Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél : 04 75 80 13 00.

5 décembre
Lyon : des clés pour penser et comprendre la précarité, 5 et 12 décembre, MJC du Vieux Lyon, de 19h à 21h, avec Sophie Bérout. Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ? Inscription nécessaire à la MJC du Vieux Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, 04 78 42 48 71.

7 décembre
Vélorution : à Chambéry (1^{er} vendredi du mois), à 18h, place du Palais-de-Justice. A Marseille, à 19h, place Jean-Jaurès.

8 décembre
Vélorution (1^{er} samedi du mois), à Paris, à 14h, place de la Bastille ; à Angers, à 15h, place du Pilon ; à Avignon à 14h30, place Pie ; à Cherbourg, à 14h, place Napoléon ; à Nantes, à 14h, place Royale ; à Nice, à 14h, place Garibaldi ; à Poitiers, à 10h10, porte de Paris ; à Rennes, à 15h, place Hoch ; à Tours, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles !

11 décembre
Villeurbanne : un terrain pour un avenir, 11 décembre à 19h, au CCO, 39, rue Courteline, café-citoyen pour débattre de la possibilité d'offrir des terrains communaux aux personnes sans logis pour y mettre en place des chantiers d'autoconstruction, avec comme invités des Roms expulsés de squat en squat, et des personnes des associations Classes et Compagnons bâtisseurs. CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 48 88 14.

13 décembre
Lyon : expédition de Silence, 13 et 14 décembre. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

20 décembre
Bordeaux : Silence, on cause ! A 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "Silence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres. Le Samovar, 18, rue Carnille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux.

30 décembre
Creuse : Réveillon autrement ! du 30 décembre au 1^{er} janvier, écriture et ressourcement, au cœur de la nature, stage pour adultes. Hébergement : La ferme des Soleils, Marlanges, 23420 Mérialchal. Inscription : Blandine Leprêtre, tél : 06 37 57 11 41.

Cobois, 15 ans de partage et de convivialité

A Lyon, l'association Cobois met à la disposition de ses adhérents un local et des outils pour le travail du bois et l'apprentissage de savoir-faire.

EN 1997, LES FONDATEURS DE COBOIS visaient la production de mobilier pour les handicapé.es. Ils ont mis un an à trouver le site actuel. Au bout de 2-3 ans, un salarié a été embauché et le projet initial a rapidement adopté un objectif plus général de coopération et de partage, en intégrant des gens d'origines et de compétences variées. Nous sommes accueillis par le président Lionel Masanet, en poste depuis bientôt 3 ans, et par Jean-Michel Flandin, le salarié actuel, un menuisier émérite (35 ans d'expérience) doublé d'un botaniste⁽¹⁾ qui est formateur à Cobois depuis un an et demi.

Auto-suffisants et en libre service

"On est auto-suffisant. Nos ressources proviennent des cotisations et chaque adhérent.e paye ou apporte son bois et tous ses consommables (colle, quincaillerie, etc.)". L'association achète en grande quantité chez un même fournisseur des produits de qualité professionnelle. Elle ne privilégie pas, pour l'instant, le bois certifié, ni celui traité écologiquement. "Il y a déjà du boulot pour faire trier les déchets, et c'est souvent moi qui doit le faire...", déplore Jean-Michel.

Les planches et autres découpes sont stockées avec une marque de couleur signifiant leur date d'entrée et un inventaire a lieu 2 fois par an. "Longtemps, on n'a eu que nos règles de vie et de sécurité et chacun.e se débrouillait pour apprendre avec tout le monde, mais maintenant, avec Jean-Michel, on propose des stages en interne". Ces stages, le samedi ou une soirée en semaine, permettent de s'initier aux bases (affûtage, fabrication d'un tiroir, etc.) mais aussi à d'autres techniques comme le tour à bois ou le chantournage. Leur prix est fixe et modique, seule la cotisation varie entre 162 euros et 270 euros selon le quotient familial. Une journée d'initiation-sécurité est obligatoire pour devenir adhérent.e, complétée si besoin pour les débutant.es par un stage "démarrage" gratuit. Une bonne partie des savoir-faire continue quand même de s'échanger directement. En ce moment un sculpteur donne bénévolement des cours en espérant que cette nouvelle compétence circulera ensuite dans l'association. Désormais, toutes les activités du bois sont possibles à Cobois, même la lutherie !

"Nous sommes mieux équipés que bien des ébénistes, mais pas comme la menuiserie industrielle. Toutes nos machines sont en double. Nous ne les avons pas achetées, la plupart nous ont été offertes, surtout

(1) Nous l'avons vu identifier une planchette d'orme en direct, il est l'auteur du très utile *Identification des bois*, aux éditions H. Vial.

(2) La mortaise est le trou, ici rectangulaire, qui va accueillir le tenon plus de la colle afin d'assembler deux morceaux de bois.

par des écoles techniques. Quelques-uns de nos adhérents sont ou ont été enseignants". D'autres structures comparables existent en France, la plus ancienne est "l'Etabli" à Saint-Etienne, mais Cobois a la particularité unique d'être en libre service, 24h sur 24h, 365 jours par an : chaque adhérent.e a le code d'entrée des ateliers et peut venir quand bon lui semble. Pour épargner des soucis de voisinage, une minuterie coupe l'alimentation électrique des grosses machines à 20h et elles ne peuvent pas être mises en route les week-ends et jours fériés. "Mais même à 3h du mat, il y a parfois du monde !" Peu de vols néanmoins : en raison de la générosité ambiante ?

Du plaisir et des projets

Sur un chariot, Catherine rassemble les pièces d'une armoire étroite pour son abri de jardin. Nous admirons la précision des mortaises⁽²⁾ sur les quatre poteaux. Elle nous explique qu'elle reprend ce projet après une interruption et qu'elle a un peu "perdu le fil". Heureusement, elle a des plans cotés ("ici, j'ai appris à en faire") et chaque pièce de bois porte sa désignation au crayon bleu. Patrick, en fauteuil roulant, manipule un panneau tout en discutant avec Gérard. Sur un établi, nous admirons un puzzle dont les pièces s'ajustent sans espace interstitiel visible : "Il faut prévoir la bonne lame ! nous explique Brigitte. J'ai fait cinq puzzles différents pour les petits-enfants d'une grand-mère de 90 ans. Parfois, on me dédommage du prix du bois, mais c'est surtout des cadeaux." En ce moment, elle travaille sur une boîte en forme d'étoile aux branches arrondies. Elle utilise donc la scie à chantourner. Elle nous montre un livre de modèles variés, depuis la pancarte jusqu'au mini-meuble à tiroirs :



Marie-Pierre Najman



Marie-Pierre Najman

"C'est toujours du travail tout en délicatesse, on sort du "droit"...". Elle a appris seule car personne n'avait encore cette technique à son actif, et maintenant elle peut transmettre. "La seule chose qui n'ait pas été réalisée ici, s'amuse le président, c'est un cercueil. Et encore, il y en a eu un faux de fabriqué, pour une manif..." La motivation principale des adhérent.es est parfaitement résumée par Gérard : "J'aime le bois". Brigitte vient de saisir pelle et balayette (pas moins de six paires au ratelier !) : "Et après, chacun est prié de nettoyer, et même un peu plus..."

De temps à autre, Cobois collabore avec une autre association, comme aux derniers Dialogues en Humanité de Lyon⁽³⁾, avec un atelier d'initiation à la menuiserie pour les enfants, ou lors d'une sensibilisation sur le thème des "toilettes sèches" avec Concordia⁽⁴⁾, ou une autre fois avec les Compostiers⁽⁵⁾. Et surtout, Cobois aide d'autres associations "parentes" à se créer : Coverre a déjà 7 ans et 40 adhérent.es et, dans son local tout proche, on peut déjà admirer de beaux vitraux.

On discute beaucoup

Le CA de Cobois (12 membres) se réunit une fois par mois mais toutes ses décisions ont mûri auparavant dans les innombrables débats quotidiens : "On discute beaucoup : ici on vient soit pour travailler soit pour discuter ; il y a les travailleurs acharnés et ceux qui viennent pour boire un café..." C'est la raison pour laquelle les machines bruyantes ont été regroupées dans un atelier à part. Et bien sûr, dans l'atelier calme ou "grand atelier", on peut stocker au frais ou réchauffer son casse-croûte, la quiche qu'on partagera à midi en papotant, et préparer des boissons collectives.

Il y a 5 ans, alors que le nouveau président (le cinquième) venait d'adhérer, l'association n'avait que 250 adhérent.es, elle en compte aujourd'hui 360 et n'en accepte plus. Le renouvellement est d'environ 30% chaque année : pour cause de fin

■ Cobois, Coverre (et bientôt Cofer et Cocuir), 13bis, rue Girié, 69003 Lyon, tél : 04 37 91 03 57. Cobois a un site internet... que nous n'avons pas visité !

(3) Un forum sur "la question humaine" qui a lieu chaque année depuis 2003 dans un Parc de Lyon à l'initiative, entre autres, de Patrick Viveret.

(4) Une association qui, depuis 1950, organise des chantiers de bénévoles en France et à l'international (64, rue Pouchet, 75017 Paris, tél. : 01 45 23 00 23).

(5) Voir Silence n° 406, novembre 2012.



Marie-Pierre Najman



Marie-Pierre Najman

de projet, de déménagement, etc. Un quart des adhérent.es sont des femmes, *"du coup, c'est les meilleures qui viennent"*, apprécie Jean-Michel. Et Brigitte ajoute malicieusement, à tort ou à raison, que *"les hommes ne sont pas tellement dans la finition, et qu'ils le disent d'ailleurs"*. Un organigramme de l'association avec photos, responsabilités et compétences détaillées figure en bonne place sur le tableau d'affichage principal et un trombinoscope général des adhérent.es est peu à peu complété sur une armoire de l'atelier calme.

Vers un lieu pérenne pour d'autres associations coopératives ?

Avec ses locaux ouverts au public, Cobois doit respecter certaines normes. La salle de ponçage est à l'écart et dans la salle de vernissage les solvants inflammables sont proscrits. L'accessibilité aux personnes handicapées progresse peu à peu malgré son coût très élevé pour une simple association. La dernière mezzanine va bientôt être démontée et une salle d'outils électro-portatifs vient d'être installée. L'embauche d'un.e secrétaire est fortement envisagée.

Aujourd'hui, le principal souci de Cobois est d'obtenir une convention de durée avec la municipalité, qui lui permette de valoriser sereinement ses locaux et d'y dynamiser d'autres associations. Des pourparlers sont en cours avec la mairie de Lyon. Une importante installation photovoltaïque est en projet, qui profiterait du toit du hangar. La sciure, qui est actuellement stockée en grands sacs plastiques, pourrait bientôt être utilisée pour une isolation par l'extérieur, une fois traitée au bore et compactée. *"On cherche quand même encore des débouchés. On la donne surtout pour le hippisme, les toilettes sèches ou certains paillages, il suffit de nous rendre les sacs..."* Mais Cobois se donne surtout pour mission de dynamiser encore d'autres associations de partage et de coopération qui puissent s'installer à ses côtés : après Coverre, ce sont Cocuir et Cofer qui sont en discussion, et un Fab'lab⁽⁶⁾ devrait bientôt ouvrir.

La richesse en matériel et la convivialité de Cobois sont unanimement appréciées par les adhérent.es rencontrés. Le seul inconvénient cité est, par certain.es, l'impératif de se déplacer (on y vient parfois d'un département voisin !) : pourquoi d'autres Cobois n'existent-ils pas au nord, à l'est etc. de l'espace urbain ? Et dans ma ville ?

Marie-Pierre Najman ■

(6) Une association ("laboratoire de fabrication") mettant à disposition des ressources en informatique et des machines-outils connectées pour réaliser des pièces et des objets sur mesure.



Le Café Citoyen, "institution" lilloise en perpétuelle évolution

En ce samedi après midi, gros travaux imprévus au Café Citoyen. Une équipe s'est attelée à la remise en état de la cave qui leur a posé quelques soucis la veille. Entre deux passages de serpillières, j'ai réussi à interrompre Geoffrey, pour qu'il nous raconte l'histoire de ce lieu de rencontre des militant-e-s lillois-e-s.

AU COIN D'UNE PETITE PLACE, DANS L'HYPERCENTRE DE LILLE, NON LOIN DES FAST-FOOD et des magasins de marques se dresse le Café Citoyen. C'est un des plus vieux bâtiments du coin, un des seuls qui tenaient encore debout au sortir de la guerre. C'est un lieu chargé d'histoire qui accueille aujourd'hui l'une des alternatives les plus connues de Lille.

Créer un lieu de convivialité

En 2005, Laurent et Florent, issus du réseau militant écolo, travaillent à la MRES⁽¹⁾, la maison des associations de Lille. Ils la trouvent peu ouverte au public et manquant de convivialité. L'idée d'un lieu où les militants puissent se croiser dans une bonne ambiance tout en se rapprochant du public de la Cité, émerge et c'est ainsi que naît le Café Citoyen en 2007. Laurent monte le projet et trouve les financements.

En cohérence avec l'idée de départ de créer un espace de citoyenneté, le café se monte en SCOP,

une forme coopérative. Des personnes physiques, ou morales comme les Cigales⁽²⁾, acquièrent des titres participatifs pour aider à l'achat du lieu et la dynamique est lancée... C'est alors le premier café de France à servir des produits exclusivement biologiques ! Mais il est surtout connu à cette époque comme le lieu de réunion de plusieurs associations, ce qui continue aujourd'hui. Les salariés installent au 1^{er} et 2^e étage des tables, canapés et autres, pour créer un espace convivial pour se retrouver. "C'est comme à la maison", dixit Geoffrey !

Une ruche associative

Plus d'une vingtaine d'associations se réunissent au Café Citoyen... pas facile de les dénombrier précisément mais selon Geoffrey, il y a au moins 10 associations qui occupent régulièrement les étages du bâtiment dont le SEL de Lille, système d'échange local, Chti Nux, une association locale de défense des logiciels libres qui ouvre ses réunions au public du bar pour les informer à ce sujet.

(1) La MRES, Maison régionale de l'environnement et de la solidarité, 23, rue Gosselet, 59000 Lille.

(2) Les Cigales, club d'investissement pour la gestion alternative et locale de l'épargne solidaire. Fédération des Cigales, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 49 91 90 91.



Citoyens ?

Geoffrey considère que le café est citoyen à trois égards : au sein de sa structure économique de coopérative, le café fonctionne grâce à la citoyenneté de ses acteurs. Le Café cherche également à susciter un rapport équitable au sein de la Cité en ne proposant que des produits bio et locaux. Enfin, le café est un lieu de réunion privilégié pour de nombreuses associations et de rencontre avec le public où se crée donc de manière concrète de la citoyenneté.

Les Cigales⁽²⁾ sont également des grandes habituées. Mais on peut également y rencontrer des ONG tels que OXFAM ou Amnesty International, les réunions politiques des Verts voire même l'association des psychomotricien-ne-s de Lille ! Chaque soir de la semaine il y a des réunions d'associations au café, qui sont soit des rencontres en interne entre les membres soit des réunions ouvertes pour se faire connaître d'un public plus large.

Dans ce souci de sensibilisation des usagers, le Café Citoyen tient un point presse avec diverses revues écologistes et a même pendant un temps abrité une petite bibliothèque. Il se veut le relais des actions militantes sur Lille et offre un point d'affichage en bas au bar, quelque peu encombré il est vrai !

Une petite équipe coopérative

Des événements plus ponctuels sont organisés. Ainsi, en septembre, à son initiative, plusieurs associations se réunissent sur la place du bar pour tenir la braderie militante de Lille.

Aujourd'hui, le Café Citoyen embauche trois associés-salariés plus un à douze heures par an pour pouvoir avoir le statut SCOP. Tous sont payés au SMIC mais Geoffrey nous explique "qu'en vérité, on fait plein d'heures en plus, pas très visibles, comme le ménage le soir à la fermeture du bar. A terme, on souhaite aller vers la comptabilisation de ces heures".

Geoffrey est le responsable légal, il s'occupe de la gestion, de la comptabilité et de la communication autour des activités du café. Olivier est embauché en tant que cuisinier à temps plein, il officie dans la petite cuisine cachée à l'étage. Il s'occupe également de l'approvisionnement et

de l'organisation de grands événements. Enfin, Florian est le régisseur technique du bâtiment, il sert au bar et travaille à mi-temps. Il occupe un deuxième emploi à la MRES.

Geoffrey, Olivier, Florian... Que des hommes?!... Voilà ce que nous a répondu Geoffrey: "Hé oui, ce manque d'égalité nous pose question... en ce moment, on embauche deux femmes en extra ce qui permet de retrouver un peu d'équilibre. Juliette travaille environ entre 12 et 20 heures par semaine. Notre idée est donc de réussir à ouvrir un poste de salarié-e en plus..."

D'une équipe à l'autre

Au début, le Café Citoyen a une étiquette totalement militante, à laquelle est très attaché l'ancien gérant Laurent. Le public n'est alors pas très diversifié, c'est le réseau écolo classique qui s'y retrouve. Un programme de conférences est organisé. Tout y est gratuit, sur le principe "un participant, une consommation". A contrario de ce foisonnement d'activités, le bar est alors un peu délaissé. Selon Geoffrey : "les fondateurs n'avaient pas trop la culture de bistrot et peu de connaissances pour tenir une telle activité économique".

Après deux ans de travail avec des semaines à 80 heures et la naissance de son enfant, Laurent décide de quitter son poste de gérant. Son départ n'est pas brutal puisqu'il est toujours associé au Café, mais au contraire, cela correspond bien à l'idée qu'il se fait d'une structure coopérative. Une nouvelle équipe s'installe et Sarah devient gérante, avec de nouveaux projets comme la création d'une zone de gratuité... aujourd'hui abandonnée car trop envahissante selon Geoffrey. En 2010, le lieu s'ouvre de plus en plus et cherche à diversifier sa



clientèle par le développement du bar et la création de la restauration le midi. Mais la gestion reste fragile et c'est Geoffrey qui reprend le poste en septembre 2011. Ancien prof de philosophie et déjà engagé dans le réseau militant de Lille, il se lance sans crainte dans cette reconversion.

Des gens de tout poil

L'équipe change de nouveau et avec elle, une nouvelle dynamique s'installe. Des travaux pour valoriser le bar sont entrepris. Le développement de l'activité du bar permet de redresser le volet économique auquel tient Geoffrey : *"Désormais, des salaires décents sont versés aux employé-e-s et d'ici à un an, nous allons pouvoir rembourser les titres participatifs"*. L'été dernier, ils ont installé une petite scène au premier étage et l'animation et la programmation culturelle du café se développent petit à petit.

L'objectif d'ouverture a bien réussi car aujourd'hui des catégories de personnes vraiment différentes se croisent au Café Citoyen. *"Le midi, ce sont souvent des gens qui travaillent à côté qui viennent manger. Pas forcément militant-e-s, ils/elles sont quand mêmes sensibles à l'alimentation et sont heureux de pouvoir manger bio/local une fois par jour. L'après midi, se croisent des étudiants qui viennent travailler ou quelques militant-e-s. A l'apéro, on retrouve des gens de tout poil, certains qui viennent juste boire un coup, sans rien savoir d'autres des activités du café, sans soupçonner qu'au même moment des associations se réunissent dans les étages..."*

Des débats et des défis

Désormais que la stabilité économique est atteinte, Geoffrey nous explique que la plus grande

difficulté du Café Citoyen réside pour lui dans le fonctionnement en SCOP. Comment faire pour travailler vraiment en équipe de manière coopérative ? Pas toujours facile d'agir en fonction des sensibilités différentes de chacun... Des réunions systématiques d'équipe ont été mises en place entre les salariés afin d'encourager le dialogue. *"C'est tout un travail sur la communication interne non violente qu'il faut entreprendre"* selon lui.

D'autres thèmes sont aujourd'hui en débat. Ainsi, le Café continue à servir tous ses produits en Bio labellisé mais, en raison des évolutions dans ce domaine, Geoffrey nous explique qu'il ne tient pas à insister sur ce point. Et effectivement, on n'en trouve pas mention explicitement, ni sur la devanture, ni à l'intérieur.

De même, le nom du bar ne convient pas vraiment à la nouvelle équipe... *"C'est un peu lourd, un peu creux, trop évident"*... les critiques pleuvent et le terme "Café Citoyen" ne devrait donc pas tarder à être changé ainsi que le logo qui orne l'enseigne. *"Mais cela restera un lieu de promotion et de création de citoyenneté!"*. De nouveaux projets sont en réflexion comme la création d'une fête des petits brasseurs.

Ainsi, le Café Citoyen bouge et se transforme mais son objectif lui n'a pas bougé. *"Notre projet, c'est de créer du lien entre toutes les énergies alternatives de la région afin d'aboutir localement à des changements concrets"*.

Internet

"Le Café Citoyen ne compte pas sur internet pour se développer. On en est encore aux bons vieux panneaux d'affichage pour faire circuler des infos. Nous n'utilisons pas les réseaux sociaux mais nous avons quand même un site internet, où l'on peut trouver le programme des activités publiques comme les conférences, les concerts ou les réunions publiques. Il est en train d'être refait, nous avons fait appel à SKILL, une association coopérative en logiciel libre. La même qui nous avait installé le logiciel de caisse. Dans la même démarche de promotion du logiciel libre, nous avons installé un ordinateur avec internet sous Linux au 2^e étage accessible à tous. Mais, ce fut trop compliqué à gérer, des gens squattaient en permanence sans vraie utilisation militante..."

Gaëlle Ronsin ■

Où en est la Coopérative Intégrale Catalane ?



D.R.

En septembre 2011, *Silence* publiait un entretien avec Enric Duran sur la création de la Coopérative Intégrale Catalane (CIC), cette "initiative d'autogestion économique dans un esprit de décroissance" qui se voulait un "embryon d'une nouvelle société en dehors du capitalisme". Un passage en Catalogne un an après a été l'occasion de venir voir de plus près cette expérimentation qui a débuté en mai 2010.

■ **Aurea Social**, Calle Sardeña 273, Barcelone

C ELLE-CI SE PRÉSENTE COMME "UNE PROPOSITION D'AUTOGESTION GÉNÉRALISÉE POUR reconstruire la société par le bas", fonctionnant à base d'assemblées et développant une monnaie sociale regroupant de nombreuses monnaies locales. Des individus et des collectifs y participent, selon eux un service public alternatif serait en train d'être mis en place et plus d'une douzaine d'autres coopératives intégrales seraient en train d'apparaître dans toute l'Espagne. Par ailleurs, ils seraient en train de lancer un "bloc international pour la révolution intégrale".

De quoi faire rêver... Une autre société, parallèle et émancipée du capitalisme et de l'Etat, serait-elle en train de naître outre-Pyrénées ? On serait tenté de le croire, quand on écoute Enric Duran expliquer que "chaque semaine, de nouveaux projets productifs rejoignent la coopérative". La Catalogne serait-elle en train de basculer toute entière dans l'autogestion généralisée, comme le Chiapas ?

Un palace anticapitaliste

Rendez-vous est donc pris au QG de la CIC, l'*Aurea Social*, à quelques mètres de la Sagrada Família, à Barcelone. On se retrouve devant un bâtiment ultra moderne et très luxueux, façade en verre, porte automatique. A l'entrée, un guichet argenté reluisant. Cet immense bâtiment de 1400 m² comprend de nombreux bureaux, une immense salle de conférences, dix salles de consultation médicale, une terrasse de 400 m²

sur le toit... Chose étonnante, hormis la dizaine de personnes qui constituent le noyau du lieu, presque personne n'utilise cet espace. A part un groupe de parents extérieurs au projet qui gardent leurs six enfants à tour de rôle, et quelques ateliers (yoga, danse, hamburgers végétariens,...) de temps en temps.

Le projet est de racheter collectivement ce local qui est actuellement loué à bas prix, une campagne de récolte de fonds est lancée pour récolter 400 000€. Quels sont les autres projets existants ? Tout le monde nous parle de *Ca La Fou*, ancienne usine qui a été achetée à la campagne et dans laquelle une dizaine de personnes participent à la CIC et commencent à cultiver la terre.

Des réalités, des projets et des rêves

Une coopérative d'habitat à Barcelone regroupe huit logements loués collectivement à prix avantageux, un des locataires paye son loyer à la CIC en *eco*. La question des ressources et de la gestion financière est difficile à éclaircir.

Au sein de l'*Aurea Social*, un schéma en pétales indique l'ensemble des projets de la CIC. Education, santé, gestion de l'espace commun, bourse de travail, art, logement, désobéissance économique, projet de banque coopérative... Le projet le plus avancé est celui de la santé. Une dizaine de personnes, pour la plupart ayant des

compétences en soins non allopathiques de tous types, se réunissent, échangent sur leurs conceptions de la santé et imaginent le fonctionnement d'un système de santé alternatif. Dans les faits : quelques consultations ont lieu de temps à autres. Dans la salle d'attente, une femme attend la venue d'un thérapeute pour qu'il lui fasse une prothèse dentaire. Les consultations qui ont lieu dans la CIC ne sont pas tarifées. Chacun-e est libre de rendre au collectif sous la forme d'euros, d'ecos, de produits, de



▲ Enric Duran

services. L'échange peut donc être indirect, au sein de la coopérative. Il augmente la richesse collective. L'idée de ces consultations est que chacun-e devienne responsable de sa santé, explique une membre du projet santé qui pratique le chiromassage et l'aromathérapie. Il n'y a pas de diagnostic mais chacun-e réalise une autoévaluation de sa santé physique, mentale, sociale, émotionnelle... Il n'y a pas de médecins et de patients, mais des facilitateurs de santé qui mettent à disposition des personnes des outils pour mieux autogérer leur santé, explique Samuel.

Défis et limites

Quels sont les défis pour la CIC avons-nous demandé à Enric Duran puis à Didac Costa, les deux figures emblématiques du projet ? *"Croître tout en restant à échelle humaine"*, répond Enric. Par ailleurs, plus de personnes doivent avoir une vision générale du processus dans son ensemble et, pour cela, chaque mercredi matin, un moment de transmission est organisé avec une quarantaine de personnes. Enfin les problèmes économiques rencontrés par certains projets de base peuvent fragiliser la coopérative. Pour Didac, la première difficulté est humaine, c'est celle de travailler en réseau de manière égale. *"Nous recherchons l'autorité de leaders, cela nous vient de notre socialisation, de notre éducation"*.

Vue de l'extérieur, la coopérative Intégrale Catalane semble souffrir d'un décalage entre le discours et les réalités. Les membres actifs que nous avons rencontrés donnent l'impression qu'une société alternative est en train de prendre forme et semblent y croire. Dans les faits, quelques dizaines de personnes sont actives, autour d'un lieu à Barcelone très peu fréquenté et d'une communauté située à la campagne essentiellement. Les membres actifs parlent de leurs

projets d'avenir, d'un futur système de santé alternatif, et peinent à décrire leurs pratiques concrètes actuelles. On nous parle d'autres coopératives intégrales déjà existantes et, vérification faite, il n'y a qu'un groupe de personnes qui discutent dans leur coin pour le moment. Il existe aussi une distance assez forte avec les Indignés et peu de liens concrets avec les mouvements sociaux locaux. Cela viendrait-il de la méthode qui consiste à construire un cadre de société alternative puis à proposer aux gens de s'y insérer,

au lieu d'être une initiative qui part d'abord des alternatives existantes et de leurs projets ? Enric espère que le schéma de la CIC va être "répliqué" localement par les autres coopératives intégrales. Cette logique de réplication est-elle souhaitable ?

Il est trop difficile de trancher après une rencontre rapide avec la CIC. Espérons que celle-ci parviendra à dépasser ses difficultés et à construire un exemple inspirant pour les mouvements anti-capitalistes et décroissants.

Guillaume Gamblin

Reportage réalisé avec Tula Gaspar ■



Entretien avec un Reposeur



D. R.

Changement de stratégie : après les Déboulonneurs et les procès, pour que tout le monde s'y mette, une action non-violente antipublicitaire de grande envergure a commencé le 13 octobre 2012 dans le métro parisien.

Silence : Que se passe-t-il en ce moment dans le métro parisien ?

Jean-Martin Luc : Ce que l'œil d'un usager du métro n'a encore jamais vu ! Expliquons-nous. Chaque jour, depuis le 13 octobre 2012, des Franciliens posent des papiers sur les affiches publicitaires des quais et sur celles des couloirs – aussi sur les écrans vidéo. Sur ces papiers – aussi sur les slogans du genre "La pub fait dé-penser", "Pub = agression", "Nous, vous, des cibles ?", "L'action non-violente, ça marche !", "Sous l'appât, l'hameçon !", "Qui paie la pub ?", etc.

Quelles dimensions ont ces papiers ?

Cela va du simple papillon repositionnable, à des feuilles A4 et A3, souvent de couleur, à des affichettes de 50 cm x 70 cm, en passant par des calicots de 3,50 m de long réalisés avec du papier kraft, qui est un papier biodégradable très résistant, notamment quand on écrit dessus avec de la peinture à l'eau. Des dizaines de stations sont ainsi décorées, et leur nombre augmente chaque jour.

Quel est l'objectif des Reposeurs ?

L'objectif est la dépose par Métrobus de tous les dispositifs publicitaires actuels dans le métro parisien, sans exception. Une fois cela réalisé, il sera seulement autorisé des affiches de 50 cm x 70 cm, sur des panneaux de 2 m², en nombre limité. Cela fera par station 8 m² de publicité au lieu des 144 m² en moyenne actuellement ! Le format 50 cm x 70 cm est celui autorisé à Paris pour l'affichage associatif. Il en sera alors terminé du matraquage publicitaire. Les personnes qui voudront lire ces affiches devront s'en approcher. Les Reposeurs ne

sont pas opposés aux informations culturelles et commerciales mais à l'invasion publicitaire qui, par sa nature, vante une société de surconsommation et de gaspillage, déshabillant souvent femme, homme et enfant, encourageant de fait la spirale du surendettement, de la violence, du repli sur soi et du paraître.

L'action des Reposeurs s'arrêtera le 26 octobre. Ils espèrent que leur action aura alors établi un rapport de force pour que les pouvoirs publics prennent au sérieux leur revendication. L'objectif des Reposeurs est donc limité, précis et atteignable. C'est de la vraie logique d'action non-violente.

Combien de Reposeurs ont-ils déjà été appréhendés par les forces de police ?

Aucun à la date de ce vendredi 19 octobre ! Si un Reposeur venait à l'être, il serait d'une courtoisie exemplaire, il présenterait sa carte d'identité si on la lui demandait, et il proposerait de retirer lui-même son papier posé avec du ruban adhésif. Le coup de génie des Reposeurs est là ! Ils utilisent un ruban adhésif dit « Magic invisible », que l'on trouve partout en papeterie. Il a pour avantage de ne laisser aucune trace sur l'affiche quand le Reposeur retire délicatement son papier. Il n'y a donc aucune dégradation, et par conséquent aucun risque pour le Reposeur de se retrouver au pénal.

Le Reposeur agit seul, ou à deux ou trois. Il prend toujours son temps entre le passage de deux rames. Les usagers du métro, d'abord médusés, encouragent et souvent applaudissent !

Il convient de savoir que les caméras de vidéosurveillance, nombreuses en station, sont toujours tournées vers les quais, jamais contre les affiches

murales. Le Reposeur n'est donc pas aperçu des centraux de vidéo-surveillance pendant qu'il pose ses papiers.

Pensez-vous que les Reposeurs obtiendront gain de cause ?

Hier, à leur conférence de presse, avec notamment l'AFP, l'Institut CSA a donné les résultats d'un sondage exclusif : 57 % des Franciliens disent "oui" à la disparition de tous les dispositifs publicitaires dans le métro au profit du 50 cm x 70 cm en nombre limité. À cette question, 65 %

des 18-25 ans répondent "oui" ! Seulement 4 % des sondés disent être "pas du tout d'accord" ; incroyable mais vrai ! Quel pouvoir politique oserait ne pas prendre maintenant en considération la volonté populaire ? L'action des Reposeurs n'en est qu'à son début. Elle est appelée à rebondir. Un jour ou l'autre, Métrobus devra déposer tous ses actuels dispositifs publicitaires qui agressent les usagers. L'action non-violente, ça marche !

Entretien réalisé par **Françoise Bonde**,
le 19 octobre 2012 ■

À l'aide !

Les Reposeurs ont besoin de votre soutien financier pour couvrir leurs frais engagés (conférences de presse, sondages, papiers...) Merci d'envoyer un chèque de 10€ ou 20€ si vous le pouvez. Les petits ruisseaux font les grandes rivières. Chèque à libeller à l'ordre de : Le dernier panneau. Écrire au dos « Reposeurs ». Chèque à envoyer à : *Le dernier panneau, 99 bis, avenue Leclerc, 75014 Paris.* Un immense merci !

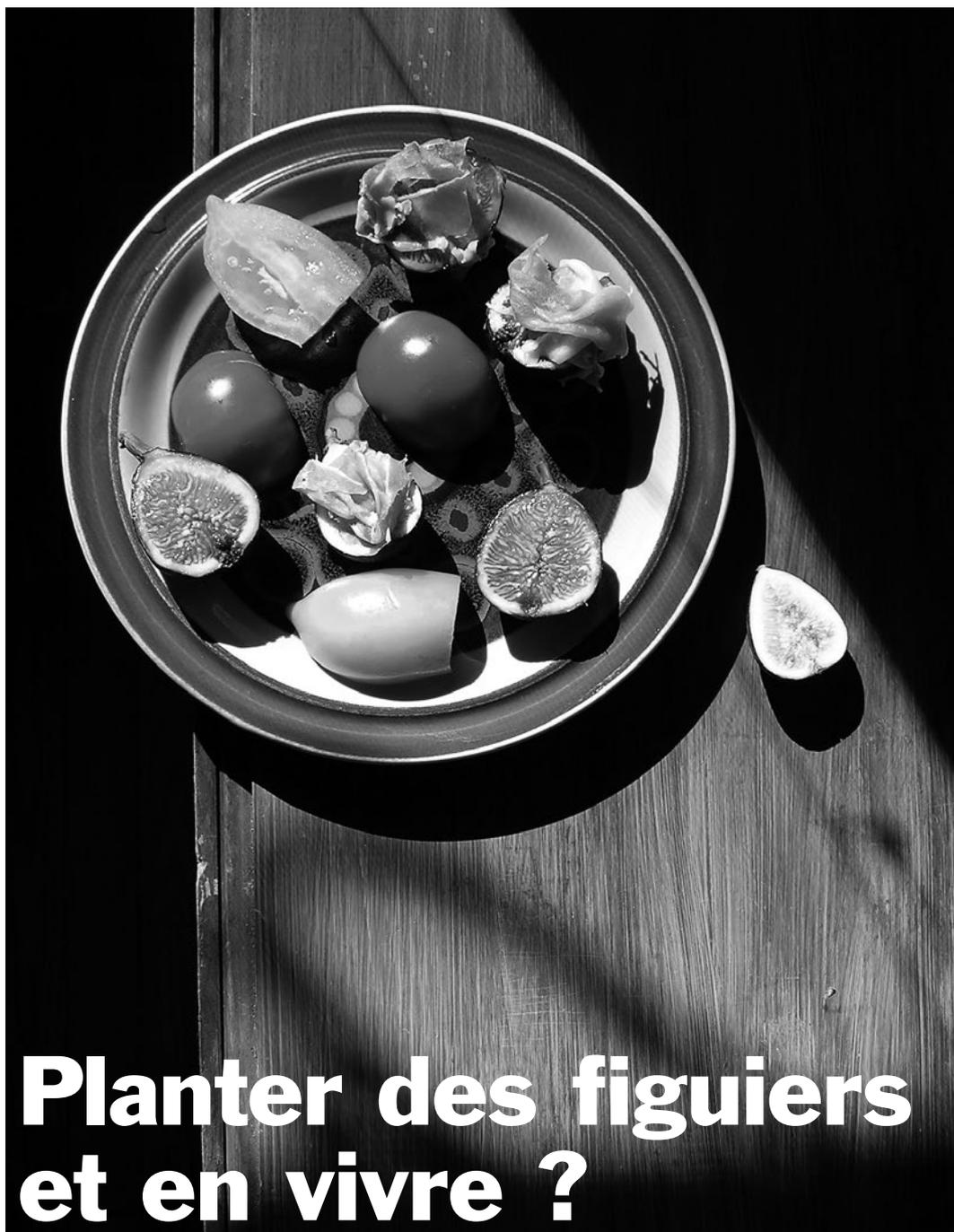
Les Reposeurs nous ont communiqué l'adresse de leur site internet par lequel passe une grande partie de leur communication. Nous ne l'avons pas reportée dans ce numéro sans internet (mais il est facile à trouver !).



D.R.



D.R.



D.R.

Planter des figuiers et en vivre ?

Urbain, Roger Gavinelli, a choisi, à 60 ans, de faire un retour à la terre. Il a créé un verger de sauvegarde puis a développé le commerce de la figue, une activité qui nécessite peu de surface pour nourrir une famille.

QUAND JE SUIS PARTI À LA RETRAITE À 60 ANS, EN 1990, JE SOUHAITAIS ACHETER UNE châtaigneraie, car j'adore les châtaignes. Mais avec mon accent de la banlieue parisienne, en pays cévenol, ça ne faisait pas sérieux. Personne ne voulait me vendre une parcelle, même abandonnée depuis longtemps, dont les arbres étaient rongés par les ronces. J'ai fini par trouver des terres incultes (vignes arrachées, ancienne aspergerie).

Et au cours de stages de recyclage, j'ai rencontré les animateurs de l'association *Fruits oubliés*⁽¹⁾ qui me suggérèrent de faire un "verger de sauvegarde".

C'est ainsi que je me suis retrouvé avec 1,5 hectare sur lesquels je plantai 15 variétés d'amandiers, des pistachiers, des jujubiers, 5 variétés de kakis, des mûriers noirs, et 150 figuiers, en quinze variétés, ces derniers occupant un demi-hectare. Ceux-ci furent les premiers à fructifier (3 à 5 ans

(1) Fruits oubliés, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard.

selon les variétés et les âges des plants). Entre temps, afin d'utiliser le terrain, je pratiquais le maraîchage. Je pus ainsi me nourrir très correctement. En entretenant mes tomates, mes poireaux, mes groseilliers... je soignais en même temps mes figuiers. Afin d'y attirer de nombreux oiseaux, pour m'aider à éradiquer d'éventuels insectes parasites, je mis quelques grands arbres dont quatre noyers afin que des chauve-souris s'installent et puissent se diriger facilement par écholocalisation⁽²⁾. Au début, n'ayant pas de matériel agricole, je fauchais tout à la main (à mon âge les banques sont peu préteuses !).

Une activité très conviviale

Mon demi-hectare de figuiers, entre mi-juillet et mi-octobre, me demanda beaucoup de travail lors des récoltes de figues-fleurs (jusqu'à mi-août), puis lors des figues d'automne (jusqu'à 80 kg de fruits par arbre) avec deux marchés locaux par semaine et la transformation des figues en confiture. Les marchés furent une période très instructive pour moi, et très conviviale. Le contact avec les clients est riche en découvertes de tout un patrimoine du passé pas si lointain (avec les mamés pleines de souvenirs culinaires) et avec les néo-citadins à qui il me fallait faire découvrir ce produit qui avait disparu de leur horizon. Sur mon stand, il y avait autant à déguster qu'à lire : grâce à des croquis, j'expliquais ce qu'était un blastophage⁽³⁾ et comment étaient fécondées mes figues. Pis, je fis des ateliers-découverte-dégustation de mes quinze variétés. On y goûta des figues "vertes" que certains ne croyaient pas mûres...

Les arbres grandissant, je restreignis progressivement mon potager et j'appliquai la pratique encore rare à l'époque du BRF⁽⁴⁾. J'allais chercher dans les déchèteries les déchets de taille des haies et des arbres... que les particuliers jetaient, je les épandais à l'automne sur mes lignes d'arbres sur une épaisseur de 6 cm. Je gratouillais avec un croc afin de mélanger sommairement ce BRF à la terre et je laissais travailler la nature tout l'hiver. Au printemps, les champignons avaient progressivement tout transformé en humus. Un nouveau grattage, le sol était relativement propre. Et avec ça, pas besoin d'engrais. Protection assurée du soleil et des coups de mistral.

Que retirer de cette expérience ?

J'ai œuvré ainsi jusqu'à l'âge de 75 ans et j'étais encore en forme. Certes, je ne faisais pas de jogging ! Résultat : un demi-hectare de figuiers est suffisant pour un travailleur seul (récoltes, transformation, marchés).

La polyculture qui occupe le temps libre le reste de l'année peut nourrir une famille sans problème. En un seul passage, on entretient à la fois le potager et les figuiers. Si l'on a quelques animaux, on peut faire une luzerne, un trèfle... ou toute plante à récolter avant la maturité des figues.

L'agroforesterie fonctionne : c'est la culture simultanée de grands arbres et de cultures basses annuelles. Certes, il faut permettre à toutes les plantes de bénéficier de la lumière. J'ai ainsi planté les figuiers à 6 m sur la rangée et les rangs à 7 m. Les 4 grands noyers ne portaient pas d'ombrage excessif et prospéraient à merveille... et me procuraient des noix que je mettais dans mes confitures.

Je faisais mes confitures dans ma cuisine : c'est interdit. Il faut en principe un atelier de transformation conforme à la législation. Ça prend peu de place. Il faut y adjoindre un atelier de séchage solaire (peu de place également) et une chambre froide avec congélateur afin de stocker les figues pour décaler une partie du travail hors-saison.

Dans la plantation, au fur et à mesure que les figuiers grandissent, on peut marcotter⁽⁵⁾ sur la rangée et réaliser une haie fruitière.

Afin d'éviter d'avoir à utiliser une échelle, fastidieuse, surtout si le terrain est en pente, les figuiers seront taillés à 2,50 m pour une cueillette piétonnière, plus rapide.

Tout ceci, mis bout à bout, a un coût. On peut le diminuer en s'associant à plusieurs, soit au sein d'une CUMA⁽⁶⁾ ou mieux d'une SCOP⁽⁷⁾ où chaque associé a une voix, indépendamment des apports financiers de chacun.

Le figuier a très peu de parasites (éventuellement la mouche du fruit) et ne nécessite pratiquement aucun traitement, et de toute façon, il ne supporte pas du tout les pesticides : il est donc naturellement un arbre "bio". Atout complémentaire.

Manger propre, manger local

On est en droit d'être inquiet quand on absorbe un aliment acheté en grande surface⁽⁸⁾. Le fameux "bio" labellisé est sur de plus en plus de paquets, mais le produit vient souvent de l'autre bout du monde et son empreinte écologique, sociologique et surtout agricole, est considérable. Ceci devrait nous inciter fortement à acheter ses aliments à quelqu'un que l'on connaît, que l'on fréquente, que l'on voit vivre près de chez soi. Ainsi, devenir progressivement producteur de figues, et pouvoir les diffuser autour de sa plantation, à des gens qui vous reconnaîtront et qui sauront comment vous les cultivez, sera un atout important. La figue étant, de plus, un aliment fort nourrissant, riche en vitamines, quand elle figure dans un menu, c'est s'assurer de manger propre, mais aussi de compléter l'ensemble des produits nutritifs et équilibrés.

Colette écrivait : "Honorez la figue seconde qui, des plus belles heures de l'été fait son miel, s'enfle de rosée nocturne et, verte ou violette, pleure par son œil, un seul pleur de gomme délicieuse, pour vous marquer l'instant de sa perfection".

Roger Gavinelli ■

■ Roger Gavinelli. 360, rue du Mont-Ventoux, 34400 Lunel.

- (2) Les chauve-souris émettent des ondes qui leur reviennent par écho sur les obstacles et leur permettent de s'orienter dans l'obscurité.
- (3) Le blastophage est un insecte de la famille des Agaonidae qui assure la pollinisation du figuier.
- (4) BRF, Bois raméal fragmenté, technique d'enrichissement des sols par l'incorporation de bois frais déchiqueté.
- (5) Le marcottage est une technique de reproduction des arbres que l'on obtient en enfouissant partiellement un rameau qui va commencer à faire des racines.
- (6) CUMA, coopérative d'utilisation du matériel agricole.
- (7) SCOP, Société coopérative et participative.
- (8) Lire *Bidoche* de Fabrice Nicolino et *La Bio entre business et projet de société coordonné* par Philippe Baqué.

Stop Bugey

A 30 km à l'est de Lyon, se trouve la centrale de Bugey, la plus ancienne après celle de Fessenheim en Alsace.

Photos et texte : Michel Bernard
Maquette : Damien Bouveret

Du 11 au 13 octobre 2012, deux marches ont été organisées par Stop Bugey pour simuler le départ de réfugiés en cas d'accident.



Les deux marches restent tout le temps dans les 30 km qui pourraient être évacués.

14 octobre, 10h.
Vous ne verrez pas la centrale, car ce matin-là règne un épais brouillard.



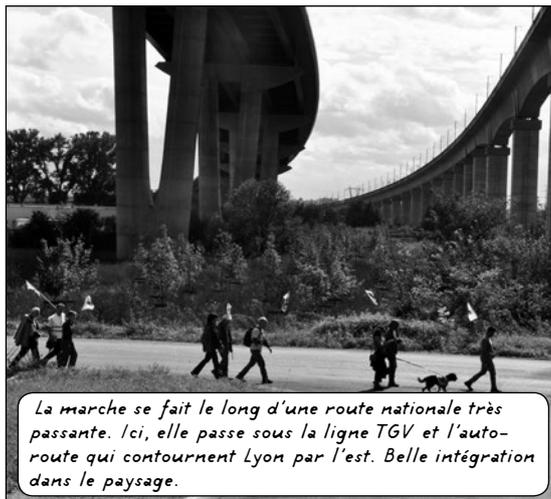
Toute la nuit,
la pluie tombe.
Mais la météo
soutient la
marche : à 8 h
du matin, la
pluie laisse la
place au soleil.



Le deuxième jour, les marcheurs s'arrêtent
longuement au marché de Montluel
où les discussions sont parfois vives.



Après une distribution de tracts devant le lycée
La Cotière, les marcheurs passent devant une cité
EDF construite sous le passage de quatre lignes
à haute tension. Ce ne sont sûrement pas les
ingénieurs qui logent ici. Ça grésille en continu !



La marche se fait le long d'une route nationale très
passante. Ici, elle passe sous la ligne TGV et l'auto-
route qui contournent Lyon par l'est. Belle intégration
dans le paysage.



Repas devant l'espace Jacques-
Brel à Saint-Maurice-de-Beynost.

"France 3 Rhône-
Alpes" et le
quotidien régional
"Le Progrès"
ayant présenté la
marche, à partir
du deuxième jour,
les coups de klaxon
d'encouragement
deviennent
fréquents.



Pause devant la gare de Miribel. Comme on
le voit, les marcheurs ne sont pas pressés !

Alors que les
sondages indiquent
qu'une majorité
se prononce pour
l'arrêt du nucléaire,
on peut s'étonner
du faible nombre de
marcheurs pendant
ces trois jours.



Une route nationale
n'est pas prévue pour les
piétons... encore moins
quand il y a des travaux.



Après une vingtaine de
kilomètres de marche,
le groupe s'étire de plus
en plus, chacun pensant
à ses courbatures et ses
ampoules.



La mairie de Rillieux-la-Pape n'ayant pas accordé de
lieu d'hébergement, c'est dans une salle paroissiale
que se termine la journée.

Pendant la nuit,
les marcheurs
bénéficient
d'un contrôle
d'identité de
la part de la
gendarmerie,
contrôle
probablement
illégal.



La troisième étape démarre devant la cité internationale de Lyon...



... puis passe devant le musée d'art contemporain,



et dans le parc de la tête d'Or.



Devant l'entrée du parc, se fait la lecture de lettres de femmes de Fukushima. Des touristes japonais filment toute l'intervention.



Une marche au calme sur les berges du Rhône permet de rejoindre l'autre marche sur la place Lyautey.



Pique-nique et équilibre



Banderoles et encore équilibre



Pour le deuxième tronçon, les marcheurs sont maintenant plus d'une centaine...



... mais une mauvaise surprise les attend à l'arrivée : ils ont été rattrapés par le nuage radioactif !



Les compteurs Geiger s'affolent



Il faut passer en salle de décontamination. Une remarquable mise en scène conçue par Greenpeace.



Un millier de personnes font alors une chaîne humaine dans le centre de Lyon provoquant une joyeuse pagaille.

Le même jour, d'autres manifestations se sont tenues dans une dizaine d'autres villes pour demander la sortie du nucléaire...



LES TARTUFFES DE L'ÉCOLOGIE

Bravo au journal Silence qui résiste au téléphone portable.

Malheureusement, nous sommes bien mal entourés : tous les élus et militants d'EELV ne marchent plus qu'au portable. On les voit même aller manifester contre les antennes-relais avec l'engin vissé à l'oreille !!! Les écolos indépendants de l'AEI ne sont pas en reste dans la tartufferie : lors des dernières législatives, je m'étais proposé comme suppléant d'un candidat. Or, quelle ne fut pas ma surprise de recevoir une liste de contacts, tous accompagnés d'un numéro de portable. J'ai donc pris la mouche et rompu mon engagement.

Les écolos contribuent ainsi à une pollution majeure toute aussi grave que les OGM, les pesticides... Le problème est que le phénomène risque de devenir irréversible. Bientôt France Telecom démontera tout le réseau filaire sous prétexte que tout le monde utilise le portable. Et nous, les écolos conséquents, nous nous retrouverons bien malheureux et marginalisés.

Pourtant, qu'on ne vienne pas me dire qu'on ne peut pas se passer du portable. A l'époque où il n'y en avait pas, on vivait aussi bien et on n'avait entre autre aucune difficulté à mener une campagne électorale. Cette explosion de portable va de pair avec la wi-fi. Aujourd'hui, l'éducation nationale s'intéresse au cartable numérique, qui nous évitera livres, cahiers, crayons... Là encore, on se dirige vers une situation irréversible avec une amplification des dégâts de cette technologie sur nos organismes. Alors que faire ? S'il est indispensable de dénoncer publiquement les dangers des ondes, notamment en soutenant des associations comme Robin des Toits, il me paraît tout aussi nécessaire de se montrer ferme vis-à-vis de la mouvance écolo en refusant de répondre sur des portables, en recadrant ceux qui vous demandent un numéro de portable, en affichant sur sa boutique bio "Ici, pas de téléphones portables"... autant de petits gestes répétés avec fermeté et conviction, susceptibles de sortir une partie des écolos de la tartufferie.

Il serait certainement bon de situer cette démarche dans un combat plus large, celui de la décroissance technologique, car il n'y a pas que le portable. La plupart des familles sont entourées de quantité de gadgets polluants et inutiles, qui ont leur place dans la benne à ordures, tels que la télévision, qui isole les gens et fait le jeu du système.

Jean-Paul Pellet
Yvelines

• DÉCONNECTÉE

• Quelle bonne idée ce numéro sans internet ! Voilà un an et demi, je me suis déconnectée chez moi de mon fournisseur d'accès, donc j'ai réappris à vivre sans internet. A la base mon imprimante est tombée en panne mais mon ordinateur marchait, alors j'ai voulu la faire réparer. Impossible. En racheter une nouvelle voulait dire racheter un ordinateur, le mien acheté en 2001 étant déjà trop vieux pour être compatible. C'est ainsi que j'ai franchi le pas, abandonnant du même coup la télé avec le passage à la TNT. Elle aussi, trop vieille, aurait nécessité un adaptateur... Le téléphone portable m'est vite apparu inutile, lui aussi. C'est ainsi que libérée de tous ces fils et liens qui finissent par enfermer j'ai observé tout ce qui se compliquait sans internet sans vraiment me gêner puisque j'ai trouvé à chaque fois des solutions. Je veux un horaire de train ou acheter un billet ? Je vais à la gare ou dans une agence SNCF, et du coup je me déplace, je prends mon vélo et l'air en même temps. J'ai abandonné la carte bleue depuis six ans (...). Je fonctionne en espèces ou en chèques et tout va bien ! On me propose de consulter un catalogue sur internet pour choisir un encadrement ? Je demande à voir le catalogue en magasin où je peux voir, toucher et rencontrer quelqu'un. J'ai refusé l'envoi des factures par internet, le coût est certes moindre pour l'entreprise qui n'a plus de frais d'envoi ni de papier, mais quel coût pour la planète ! Tout s'est simplifié dans ma vie. J'ai du temps, le temps d'écrire cette lettre à la main, de téléphoner quand je suis disponible et non pas quand on me somme de répondre partout et en tout lieu. Je m'informe en écoutant la radio et en lisant des journaux papiers. Jusqu'à quand ? Les ondes hertziennes, c'est un autre problème... (...) Ma télévision, déconnectée, est encore reliée à un lecteur DVD et VHS et je choisis mes films. (...) La liste est longue des gestes qui changent et des apprentissages qu'on fait en se déconnectant. Un changement en appelle un autre et c'est très intéressant à vivre. (...) Essayez, vous verrez ! Je vous souhaite à tous une bonne déconnexion. (...)

• **Frédérique Ferrier**
• Rhône

• Omissions possibles

• Cher Silence, je vous lis depuis plusieurs années et, commençons par le plus important, je vous remercie et vous félicite de ce journal. Voilà cependant quelque temps qu'une tendance aux erreurs répétées et peut-être à la mauvaise foi gêne ma lecture du journal, et me fait douter de la véracité de certaines informations ou du bien-fondé d'analyses, lorsque je constate que certaines sont fausses – faussées.

• Vos réponses à deux lectrices (courrier des lecteurs du n°405) me semblent symptomatiques de cela : à l'indignation de Monique sur la cause palestinienne vous répondez avec un certain dogmatisme par une fin de non-recevoir, à Marine Sinquin qui vous signale de nombreuses erreurs – fautes journalistiques plutôt graves – vous répondez que peu important ces informations et leur exactitude, sur le fond, vous avez raison (et il ne faut pas chipoter). Si je pense en effet que sur le fond vous avez raison, dans ces deux exemples et souvent, le ton et la forme me dérangent et me paraissent peu respectueux des lectrices, du lectorat, et de la vérité des faits. La nuance et l'exactitude ne retranchent rien à une thèse ou à une position, au contraire (cf aussi le débat sur Jacques Ellul par exemple).

• Je profite de ce courrier pour vous faire part d'une erreur factuelle dans le numéro sur l'écologie en 600 dates : page 32 vous parlez du Fri en citant les Français à bord et vous omettez Gilbert Nicolas – qui a d'ailleurs écrit un récit de cette aventure : voici le type de petites erreurs ou omissions-fautes-imprécisions qui par la suite le font voir avec plus de recul ce que vous écrivez, et me fait aussi me tenir sur ma réserve lorsqu'il s'agit de m'appuyer sur vos articles dans des conversations. Par ailleurs cela peut être blessant pour les personnes concernées (comme pour les deux lectrices de ce dernier courrier des lecteurs). Bref, je vous remercierais vraiment de vous astreindre à plus d'exactitude au risque de perdre du crédit auprès de vos lecteurs (...).

• (...) Pourquoi avez-vous sélectionné La délicatesse de Foenkinos (il y a un an environ) alors que littérairement c'est absolument gélatineux, et idéologiquement – car parfois les thèses l'emportent sur le style dans vos critiques et je le comprends – ce n'est que sexisme, capitalisme et apolitisme. (...) Je suis vraiment étonnée de le voir recommandé dans vos colonnes, même Silence a été contaminé par cette publicité médiatique ! De fait, je n'ai pas pleine confiance dans vos critiques littéraires...

• (...) Pour finir, une suggestion : avez-vous reçu-lu-recommandé Les algues vertes tuent aussi d'Yves-Marie Le Lay, édifiant et très bien documenté sur le combat écologique et politique contre les algues vertes et les porcheries de Bretagne. Amicalement (on est exigeant avec ses amis)

• **Charline Griffon**
• Dordogne

• **Silence : Nos excuses pour avoir oublié Gilbert Nicolas. Nous tâcherons d'être plus doux avec nos lectrices et lecteurs à l'avenir. Que vous doutiez de la véracité des informations publiées dans Silence nous semble une bonne chose : nous encourageons nos lectrices à l'esprit critique ! ... Nous efforçant de vérifier autant que possible nos informations. Enfin pour La délicatesse celui qui a lu ce livre n'y a pas vu les mêmes choses que vous et en a parlé en ignorant tout de possibles publicités médiatiques ! Nous ne demandons qu'à connaître le livre sur les algues vertes... que nous n'avons pas reçu pour l'instant.**

Fukushima

C'est à propos de votre rubrique sur Fukushima que j'apprécie comme bien d'autres. Il s'agit de précision sémiologique. D'abord, dans la première colonne (n°405 page 22), on lit qu'"on approche les 200 000 départs volontaires". S'agit-il vraiment d'actes volontaires ? N'est-ce pas une — nouvelle ? — tactique des autorités publiques et de l'industrie de réduire au minimum les départs imposés — les évacuations — afin d'en réduire le chiffre officiel ? afin de pouvoir dire de ceux qui partent ainsi de leur propre gré que c'est leur décision subjective, non fondée, due à la peur... ; de réduire d'autant les coûts des compensations que peuvent chercher à obtenir les victimes d'évacuations officielles ?



Deuxième point : par deux fois, dans le chapeau, comme dans l'article, au début de la 4e colonne, il est question de "limites autorisées". Quand par exemple, on a relevé des taux records de radioactivité dans des soles pêchées à 20 km au large "258 fois la limite autorisée". On se souviendra que l'Union européenne, plus précisément la Commission, par ordonnance Euratom de décembre 1987,

L'écologie pour les riches

Suite à la brève dans le n°404 p. 25. Tant mieux si les transports maritimes deviennent moins consommateurs d'énergie, moins polluants... Mais n'oublie-t-on pas une question préalable : pourquoi de tels besoins, croissants, de transports ? Pourquoi et pour qui ces paquebots de plaisance de 3400 passagers ? Nous sommes toujours dans l' "effet-rebond".

Un grand merci pour les combats que mène et soutient Silence.

J. Deschamphlaere
Loir-et-Cher

a relevé les limites "autorisées" pour la radioactivité contaminant des aliments après l'accident de Tchernobyl ; que le professeur nommé par le gouvernement japonais à la tête de la commission coordonnant et surveillant les relevés, contrôles et contre-mesures radiologiques après Fukushima ne voyait (ne voit) aucun problème à faire supporter à la population des doses bien plus élevées que celles "autorisées" jusque-là ; et que plus généralement, les doses admissibles ou seuils tolérés ont été modifiés maintes fois à des niveaux nationaux comme à l'international. Du coup, des poissons qui présentent aujourd'hui une charge en césium 137 "258 fois la limite autorisée" pourraient dans les prochains jours de demain ou après-demain ne contenir que 129 fois la charge permise, simplement parce que "un trait de plume" aurait fixé le double d'aujourd'hui comme "limite autorisée" (et presque aucun journaliste ne se souviendrait deux ou trois ans plus tard de cet acte législatif arbitraire. Et encore moins les politiques eux-mêmes).

Tout cela Silence en est bien conscient, bien sûr, mais il me semble important d'être très précis et circonspect sur ce type de terminologie afin de ne pas glisser, inopinément, dans celle lénifiante voire délibérément trompeuse des nucléocrates.

Il y a d'autres habitudes langagières semblables comme par exemple "le problème des déchets hautement radioactifs n'est résolu nulle part" car "il n'existe encore nulle part de centre de stockage définitif". Le jour où Bure en France, ou ailleurs dans le monde, l'on aura finalement imposé un tel dépotoir, les pro-nucléaires auront beau jeu de dire "voilà le problème des déchets résolu" ! Pour ne pas glisser dans la diction et la pensée nucléaires, il faut, à mon avis, toujours parler de "problème insoluble" des déchets radioactifs. Car la prétention de pouvoir contenir des substances dangereuses pendant des millénaires est contredite par l'histoire, par l'ensemble des expériences humaines.

Heinz Stockinger

PLAGE, Association contre les déchets nucléaires,

Salzbourg, Autriche.

Silence : vos rélexions sont tout à fait justes. Nous avons eu des remarques de lecteurs nous disant qu'ils ne comprenaient pas l'importance d'un chiffre lorsqu'il est donné en becquerels, microsievverts... d'où cet essai, effectivement dangereux, de simplification par comparaison avec les limites autorisées.

Nous avons également reçu...

1/2

■ **Des impatientes**, Sylvain Pattieu, éd. du Rouergue, 2012, 250 p. 19,50 €. Cela commence dans un lycée. A chaque chapitre un narrateur. Un vif incident va provoquer l'exclusion de deux élèves. Elles se retrouvent ensuite comme caissières dans un magasin de meubles. Dans ce roman à la narration bien maîtrisée, une histoire de passage à l'âge adulte qui est tout sauf en douceur.

■ **Front**, Jonathan Larabie, éd. Les Requins mar-tueux, 2012, 72 p. 10 €. Une BD qui se passe à La Poste, pardon, la Banque postale... Du vécu de l'intérieur ! Après cela, vous serez plus tolérant lorsque votre courrier arrivera en retard car, oui, le travail est aliénant, surtout quand en plus on se lance dans la course au profit. Une réussite.

■ **L'agenda du jardinier bio 2013**, Anahid Bacher, Antoine Bosse-Platière, Christine Curtenaz, illustrations Caroline Koehly, éd. Terre Vivante, 2012, 160 p. 12 €. Un agenda à compléter soi-même avec un plan de son potager et pour chaque semaine, quelques conseils de saison... notamment pour profiter de sa production toute l'année.

■ **Dix bonnes raisons de manger moins de viande**, Daniel Gauchy et Rocio Gomez Canca, les dossiers du Grappe (rue Basse-Marcelle 26, B 5000 Namur), 2012, 40 p. 5 €. Nos sociétés occidentales auraient tout intérêt à manger moins de viande, c'est bon pour les écosystèmes, pour notre santé et pour celle des animaux.

■ **Que serait le tourisme sans pétrole ?** Isabel Babou et Philippe Callot, éd. L'Harmattan, 2012, 232 p. 23 €. A priori de ce livre : le tourisme est l'activité économique qui se développera le plus dans les années à venir. Ce qui est évidemment contestable. Le livre regorge toutefois de données importantes sur un sujet peu exploré pour le moment. S'y dessine l'amorce d'un slow tourisme qui circulera plus en train, en bateau (44 fois moins consommateur que l'avion !) pour les longues distances, mais aussi moins loin (à pied, à vélo, en train) ou plus nombreux à la fois (gros bateaux de croisière)... De quoi fournir des arguments à ceux qui veulent combattre le tourisme, un des facteurs importants de la pollution environnementale et culturelle, tout autant qu'à ceux qui cherchent la décroissance dans les déplacements.

■ **Energie : la science peut-elle changer la donne ?** Pierre Papon, éd. Le Pommier, 2012, 64 p. 5 €. De manière très neutre, l'auteur présente les pistes de recherche actuelles dans le domaine de l'énergie : thermique, nucléaire, renouvelables, stockage de l'énergie (en oubliant les économies). Visant un public jeune, ce petit ouvrage de vulgarisation manque quand même d'une vision plus philosophique qui n'est que survolée dans la conclusion.

■ **L'arrogance de la finance**, Henri Bourguignat, Eric Briys, éd. la Découverte, 2012, 240 p. 17 €. Sous-titré "comment la théorie financière a produit le krach", ce livre analyse la dérive spéculative des milieux financiers. On reste toutefois dans l'analyse financière sans élargir la question aux causes et conséquences environnementales et sociales.

■ **Tchernobyl, une catastrophe**, Bella et Roger Belbéoch, éd. de la Lenteur, 2012, 320 p. 15 €. Réédition revue et complétée d'un ouvrage qui lors de sa première sortie en 1992 était très en avance sur la réflexion autour de l'accident et surtout sur la désinformation qui l'accompagnait et qui l'accompagne toujours. A relire après le début de la catastrophe de Fukushima pour savoir ce qui attend les Japonais et comment le lobby nucléaire va encore une fois essayer de reprendre la main.

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!ence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

livres

L'esclavage moderne

Léon Tolstoï

Traduction Adrien Souberbielle

Ed. Le pas de côté

2012 - 108 p. - 9 €



Etonnant, à quel point un livre écrit en 1900 peut être d'une si grande actualité ! Tolstoï se livre à une dénonciation sans complaisance des conditions d'exploitation de la classe ouvrière, parlant d'un véritable esclavage. Les inégalités naturelles entre les humains ont été justifiées par les théologiens au nom de vérités divines, et aujourd'hui ce sont les éco-

nomistes qui ont pris leur suite, nous demandant de croire dans les vérités de leur science même si nous ne les comprenons pas. Tolstoï fustige la propriété, les impôts, les lois et l'Etat, estimant que ces institutions existent par la violence et pour une caste de riches. Il critique les réformes du droit du travail qui ne font qu'aménager la prison dans laquelle les humains croupissent et appelle à se libérer des gouvernements, à ne pas payer l'impôt, à refuser le service militaire, à déjouer les pièges de l'appétit de possession... Un texte d'une très grande clarté et radicalité. GG

Green deal

Alain Lipietz

Ed. La Découverte

2012 - 180 p. - 16 €



Sous-titré "La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste", ce nouvel ouvrage d'Alain Lipietz rappelle que la crise financière actuelle est liée à une crise écologique (épuisement des ressources) et une crise sociale (inégalités croissantes). Pour s'en sortir, il faut répondre aux trois en même temps. Alain Lipietz présente des exemples de cercles vertueux, montre l'intérêt des initiatives alternatives comme les villes en transition, le scénario Negawatt... et prône le jeu politique des partis Verts associé à la coopération à tous les niveaux de la société comme rempart contre un possible fascisme. Beaucoup de réflexions intéressantes. MB.

La bonté humaine

Jacques Lecomte

Ed. Odile Jacob

2012 - 398 p. - 23,90 €

Et si l'égoïsme, la violence n'étaient pas le fond commun de l'être humain qu'on nous enseigne ? Ainsi, dans les grandes catastrophes, la solidarité prévaut sur l'égoïsme. Des anonymes ont sauvé des Juifs, au péril de leur vie. D'autres ont

pardonné sans oublier – à l'image de Mandela, l'Abbé Pierre... Les tueurs ont besoin d'une préparation (idéologie, distance, alcool...) pour couvrir leur répulsion vis-à-vis de leur acte. Et dans la vie de tous les jours, au quotidien... faire du bien aux autres fait du bien à soi. Des études scientifiques d'anthropologie et de zoologie, et, plus récentes, de neurobiologie et d'économie expérimentale, viennent corroborer ces exemples. Nous sommes prédisposés à l'amour, la coopération et l'empathie et nous sommes plus généreux que ce qu'on essaie de nous faire croire. Les preuves sont là. Prédisposés n'est pas, pour autant, prédestiné. L'"opti-réalisme" (qui concilie optimisme et réalisme) est notre fond et le vivre ne dépend que de nous. Convaincant et efficace. JPL.

La décroissance ou le chaos

Parcours d'un consultant international

Christian Araud

préface de Serge Latouche

Ed. Le pédalo ivre

2012 - 210 p. - 16 €



L'auteur raconte sa carrière de consultant dans le tiers monde, notamment pour la Banque mondiale. Le gros intérêt de cet ouvrage est d'être un témoignage de première main, par un acteur du « développement », mais qui s'est assez tôt posé des questions, ce qui lui a donné un recul nécessaire. Après la lecture de ce livre et des nombreux exemples qu'il présente, on mesure mieux la gabegie qu'ont été ces décennies de développement, ne faisant qu'empirer la situation des pays du tiers monde, la longue préface de Serge Latouche confirmant le ressenti de l'auteur. Christian Araud travaille à présent sur la décroissance, qui est le sujet de son livre suivant. WN.

Les monnaies complémentaires, pourquoi, comment ?

Philippe Derudder

Ed. Yves-Michel

2012 - 260 p. - 14,50 €

Dans un long préambule, l'auteur explique comment fonctionne la monnaie, essentiellement virtuelle, entre les banques et les individus... et comment les monnaies complémentaires, qui ont toujours existé, peuvent être un outil pour ne plus être gêné par la "rareté" de la monnaie officielle. Il présente ensuite des expériences multiples au cours du vingtième siècle, avant de présenter les expériences actuelles : il y en aurait plus de 5000 aujourd'hui dans le monde. Cela va des Systèmes d'échanges locaux aux monnaies des villes en transition en passant par le Credito argentin et les récentes Abeille, Mesure, Luciole, Sol... Le livre se termine par un guide pour créer



sa propre monnaie locale. C'est volontiers très lyrique et on regrettera toutefois que ne soient pas étudiées les difficultés rencontrées car au vu des articles que nous avons déjà fait sur le sujet, il y en a ! FV.

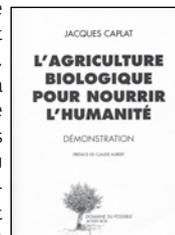
L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité

Jacques Caplat

éd. Actes Sud / Domaine du possible

2012 - 480 p. - 24 €

L'auteur, qui connaît bien le milieu de la bio, présente pendant une bonne moitié de l'ouvrage ce que sont les techniques de l'agriculture biologique, les différentes écoles, et répond à nombre de questions fréquentes de ceux et celles qui doutent de sa réalité. Commence alors un débat sur la productivité. L'auteur rappelle que si en Europe, les rendements ne sont pas encore au niveau du chimique, dans les pays tropicaux, la bio arrive largement en tête. Il insiste donc sur la nécessité de remettre en place des filières locales pour s'alimenter avec le choix de la bio plutôt que le recours aux variétés sélectionnées ("révolution verte" ou OGM) dont on connaît les limites... et la dépendance aux multinationales. Il plaide pour la généralisation de l'agriculture biologique pour nourrir le monde. On regrettera toutefois que cette réflexion facile à lire esquivé en grande partie les questions sociales que pose un livre comme *La bio, entre business et projet de société* (présenté dans notre n°405, oct. 2012). MB.



Mon pari(s) vert

Jacques Boutault

Ed. Presse-Pluriel

2012 - 128 p.

Bien sûr, il s'agit d'un livre pour la campagne électorale des législatives de 2012. Mais on y découvrira un parcours tout à fait remarquable : Jacques Boutault, ancien militant de la Fédération anarchiste, est devenu maire du deuxième arrondissement de Paris de manière imprévue et depuis une dizaine d'années, il a réussi à faire progresser les idées écologistes dans cet arrondissement de manière pragmatique. Ce livre montre bien l'articulation entre les idées et les pratiques, mais aussi la différence de pouvoirs dont disposent les élus (maire d'arrondissement, maire de Paris, députés). A travers des exemples précis, beaucoup de réflexions intelligentes sur ce que peut être un élu demain, Jacques Boutault, maire cycliste, se prononçant pour le mandat impératif : un élu est révocable à tout moment et non seulement lors des élections suivantes. MB.

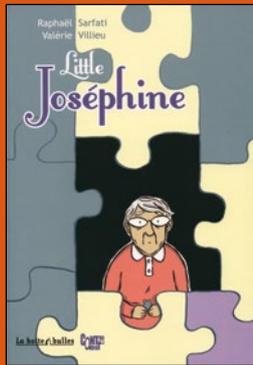


Little Joséphine

Raphaël Sarfati, Valérie Villieu

Ed. La boîte à bulles

2012 - 128 p. - 18 €



Valérie est infirmière à domicile. Elle est amenée à s'occuper de Joséphine, une dame âgée atteinte de la maladie d'Alzheimer qui vit dans l'isolement. C'est l'histoire de cette rencontre que nous conte cet album, à travers les liens affectifs qui se créent, les anecdotes de la vie quotidienne, les colères de Valérie face à la manière dont on traite Joséphine. La perte des repères spatiaux, temporels, mentaux de la vieille dame est traduite habilement à travers des trouvailles graphiques originales, l'ordre des cases est régulièrement bouleversé par Joséphine qui s'affranchit des cadres de la narration. Un album atypique, maîtrisé graphiquement, et une plongée juste et poignante dans l'univers de la vieillesse et de la maladie. L'ensemble, sobre et non dénué d'humour, fait réfléchir sur le traitement que notre société réserve à ses anciens. Une franche réussite. GG

Comment la mondialisation a tué l'écologie

Aurélien Bernier

Ed. Mille et une nuits

2012 - 350 p. - 19,50 €

L'auteur s'interroge sur l'évolution de l'écologie : "comment sommes-nous passés d'un René Dumont dénonçant le productivisme et l'économie de marché à un Daniel Cohn-Bendit défenseur du capitalisme vert". Poursuivant la réflexion

de l'ouvrage précédent *Ne soyons pas des écologistes benêts*, l'auteur critique de fait surtout le parti des Verts et son incapacité à penser la sortie de l'économie de marché. Il montre comment cette faiblesse permet le "verdissement" des autres discours politiques (avec son développement durable) et permet d'éviter le débat sur les inégalités au niveau mondial. Et finalement comment l'écologie radicale, indispensable, est rendue inaudible. Il publie un large extrait des déclarations de l'ONU dans les années 1970 avant que des Maurice Strong et autres envoyés spéciaux des multinationales détournent le sujet par des "sommet de la Terre". On regrettera toutefois, la quasi-absence d'analyse sur les autres voies possibles de l'écologie politique, au niveau électoral ou ailleurs dans les pratiques. MB.

Gracchus Babeuf, l'égalité ou la mort

Thierry Guilabert

Ed. Libertaires

2011 - 247 p. - 15 €

Cette « biographie non-autorisée » nous conte dans un langage vivant et entraînant le parcours (1760-1797) de Babeuf,

ce Picard « né dans la fange », la seule figure de la Révolution française à ne pas être issue de la noblesse ou de la bourgeoisie, mais du petit peuple. La misère ne le quittera jamais mais il parviendra à force de travail obstiné, de colère sociale et d'un orgueil démesuré, à être l'une des voix de la liberté et de l'égalité dans les années tumultueuses qui suivent la grande Révolution. Dans le journal *Le tribun du peuple* il invite à lutter contre la restauration de la propriété et de l'inégalité et plaide pour une organisation économique communautaire favorable aux pauvres. Son engagement lui vaut le cachot, la clandestinité et enfin l'échafaud pour avoir participé à la « conspiration des égaux ». Une bonne porte d'entrée pour découvrir une figure étonnante. GG

B. D.

Zone blanche

Jean-Claude Denis

Ed. Futuropolis

2012 - 68 p. - 16 €

Une enquête policière dans un style plein de maîtrise avec comme particularité que le héros est un électrosensible.

Tout commence un soir de coupure de courant où wi-fi, téléphones portables et autres émetteurs d'ondes sont en panne et laissent le héros à sa porte, le digicode ne fonctionnant pas. On sait dès le début qu'il sera la victime puisque son corps est retrouvé dans la forêt de Fontainebleau. Reste à comprendre comment il est mort. Le titre "zone blanche" fait référence à la demande des personnes électrosensibles d'avoir des endroits protégés des ondes pour pouvoir y vivre pleinement. Un fond d'écologie dans un monde de vengeances... MB.



Juarez

Nathalie Sergeef et Corentin Rouge

Ed. Glénat

2012 - 72 p. - 14,95 €



Les meurtres de femmes se multiplient à Ciudad Juarez, une ville industrielle mexicaine à la frontière des Etats-Unis. Plusieurs centaines de cadavres ont été retrouvés dans le désert et rares sont les arrestations. Gaël arrive alors en ville pour y chercher sa sœur dont il a perdu la trace. Il sait qu'elle avait rejoint l'association Esperanza, association qui lutte contre l'immunité des assassins. Cette BD qui s'inspire d'une triste réalité, est l'occasion de présenter les enjeux mafieux dans les zones franches où derrière l'exploitation des femmes en usines se développe aussi l'exploitation des femmes par le sexe. Le scénario, très astucieux, permet de sensibiliser à ce "féminicide" qui dure depuis une vingtaine d'années. MB.

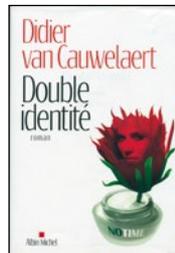
Roman

Double identité

Didier van Cauwelaert

Ed. Albin Michel

2012 - 245 p. - 19,50 €



Tueur de la CIA, le héros est programmé pour prendre la place d'un biologiste, bizarrement décédé alors qu'il étudiait les vertus d'une plante. Cette double identité va le conduire à découvrir le monde de la biopiraterie. A travers un roman d'aventure et d'amour, une réflexion sur les rapports entre l'homme et le végétal, le chamanisme et les savoirs indiens. Haletant d'un bout à l'autre, avec une excellente chute. MB.

Le Samovar

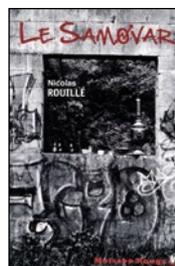
Nicolas Rouillé

Ed. Moisson Rouge

2012, 254 p., 18 €

Tristan, étudiant peu politisé, est amené par le hasard à rencontrer les habitants d'un squat. Petit à petit, il s'engage dans cette aventure de vie collective et découvre comment fonctionne ce milieu. Organisation collective solide, mode de vie simple, amitié, savoir-faire autonomes, fêtes, solidarité, actions directes, remises

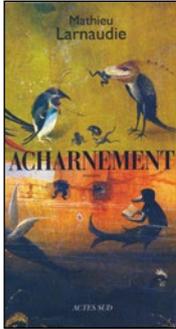
en cause des rapports hommes/femmes, rythment une année de vie bien remplie. Mais ce sont aussi les embrouilles entre personnes, la précarité face aux expulsions, la répression policière, qui peuvent prendre des dimensions cauchemardesques... A partir des périodes de la vie de quelques squatteurs et du regard d'un jeune en pleine découverte,



l'auteur nous emmène dans un récit captivant qui se lit d'une traite. On sent qu'il y a du vécu derrière. GG

Acharnement

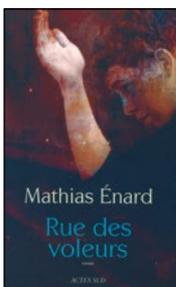
Mathieu Larnaudie
Ed. Actes Sud
2012 - 206 p. - 19 €



Müller, ancienne plume d'un ministre vit retiré dans une maison isolée. Il continue pour le plaisir à écrire des communiqués et à analyser les discours des hommes politiques à la télé. L'histoire se complète par des suicides à partir d'un viaduc qui enjambe sa propriété. A travers ce roman, l'auteur démonte le discours politique avec finesse, analysant les recettes populistes, la langue de bois... et sa persistance au fil des siècles. Critique acerbe du monde politique d'hier et d'aujourd'hui. FV.

Rue des voleurs

Mathias Enard
Ed. Actes sud
2012 - 250 p. - 21,50 €

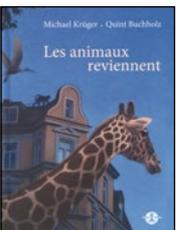


Dans un style concis et efficace, l'auteur fait vivre à son personnage l'actualité récente : le printemps arabe, le prosélytisme islamiste, les migrants qui se noient dans le détroit de Gibraltar, les navires marocains saisis dans les ports européens pour faillite, la crise en Espagne, la vie des clandestins, et même le retour de la gauche au pouvoir en France. Une écriture remarquable qui vous accroche de la première à la dernière page avec une chute qui se dessine très progressivement, amenant le lecteur à réfléchir sur des questions de politique contemporaine. Excellent. MB.

Jeunesse

Les animaux reviennent

Michael Krüger, Quint Buchholz
Ed. Petite Plume de carotte
2012 - 48 p. - 14,50 €



Dès huit ans. C'est la canicule. On ne parle que des insectes qui ont envahi la ville et qui rendent la vie impossible. Puis petit à petit, ce sont d'autres animaux qui semblent revenir d'on ne sait où, là où ils n'ont pas leur place, là où les hommes vivent : en ville. Des lapins ont cassé une vitrine, puis une vache déambule sur la chaussée. Un ours est en train de vider le contenu d'une épicerie... Un album légèrement décalé et poétique, qui pose

la question de la coupure radicale entre les urbains et le monde animal. Avec en prime une réflexion sur la consommation de viande. GG

Touche pas à ma mère

Hervé Mestron
Talents Hauts / Amnesty International
2012 - 64 p.



Dès dix ans. La maman de Cécile s'installe avec Sébastien, l'homme dont elle est amoureuse. Ce dernier a l'air très sympathique, doux et serviable. Mais petit à petit Cécile découvre qu'il frappe sa mère. Puis à chaque fois ils ont de nouveau l'air très amoureux. Déstabilisée, la jeune fille saura-t-elle réagir et dénoncer l'inacceptable ? Une histoire très courte mais qui permet d'ouvrir le débat. GG

Korczac, pour que vivent les enfants

Philippe Meirieu et Pef
Rue du Monde
2012 - 48 p. - 17,50 €



Dès neuf ans. On suit le parcours de ce jeune homme de Varsovie qui au début du vingtième siècle se passionne pour la cause des enfants et crée un orphelinat pour les enfants juifs. Ce sera comme une "petite République" où un "Parlement des enfants" élabore les règles de la vie collective. Un "tribunal des pairs" permet aux enfants d'établir la justice entre eux, et ils doivent respecter "une réelle égalité des droits entre les sexes et les âges différents" dans la répartition des tâches. En 1926 Korczac crée La petite revue, réalisée uniquement par des enfants – sauf lui. Tirée à 150 000 exemplaires, elle a 2000 enfants correspondants dans le pays, légèrement rémunérés. Dans les années 30, l'auteur du roman *Le roi Mathias 1^{er}* qui raconte une révolte des enfants, dénonce les dangers du nazisme. Puis l'orphelinat est parqué dans le ghetto de Varsovie, et Korczac choisira d'accompagner les orphelins dans le train qui les mènera à Treblinka en 1942. Une lecture stimulante et illustrée de manière sensible. GG

■ **Un nouveau monde en marche, vers une société non-violente, écologique et solidaire**, Laurent Muratet et Etienne Godinot, préface de Stéphane Hessel, éd. Yves Michel, 2012, 416 p. 22 €. Après un rappel des différentes formes de violence dans la société (entre individus, de l'institution vers l'individu, de l'institution vers l'humanité...), des exemples de campagnes non-violentes, les auteurs abordent un terrain plus glissant : ce que serait une économie non-violente. Le tout est entrecoupé d'entretiens avec des personnalités du mouvement non-violent et écologique (Jean-Marie Muller, Pierre Rabhi, Jean-Marie Pelt...), mettant l'accent sur la recherche d'une spiritualité laïque, mais en gommant malheureusement de nombreuses limites (les ambiguïtés du commerce équitable par exemple). Un peu moins d'entretiens et un peu plus de débats peut-être ?

■ **Des lieux pour habiter le monde, pratiques en pédagogie sociale** coordonné par Mélody Dababi, Nicolas Murcier et Laurent Ott, éd. Chroniques sociales, 2012, 122 p. 15 €. Ce livre permet de prendre mieux conscience des enjeux et des pratiques de l'association Intermèdes Robinson que nous avons présenté dans notre numéro de septembre 2012, dans le cadre de la reconquête de l'espace public. Comment faire que les habitants laissent leur trace dans leur quartier : jardins partagés, peinture, ateliers de rue. Un exemple plein d'initiatives et de photos.

■ **Dexia, vie et mort d'un monstre bancaire**, Pierre-Henri Thomas, éd. Les Petits matins, 2012, 268 p. 16 €. Dexia, banque franco-belge est symbolique de l'évolution du milieu bancaire de ces dernières années : spéculations, investissements catastrophiques, régulation défailante. L'auteur montre que ce n'est qu'un cas parmi d'autres et que cela se fait avec la complicité des Etats.

■ **J'ai mal aux maths !** Elisabeth Brami, Rémi Courgeon, Talents Hauts, 2012, 48 p., 8 €. Dès six ans. Tamara n'aime pas les maths, et on lui fait bien comprendre qu'elle ne réussira pas sa vie si elle continue. « La maladie des maths, c'est réservé aux filles ? ». Et pourquoi toujours la comparer aux autres qui comprennent mieux ?

■ **Il n'y a de richesse que la vie**, John Ruskin, traduction Pierre Thiesset et Quentin Thomasset, éd. Le pas de côté, 2012, 142 p. 12 €. Réédition d'un texte datant de 1862 qui rappelle à juste titre que les principes économiques ont fait de la richesse ce qui se commercialise alors que la vraie richesse est dans notre relation aux autres, à l'environnement, dans nos pensées, nos échanges d'idées, bref dans notre vie... L'économie en mettant un prix sur tout, considère que la personne qui travaille fonctionne comme une machine, ce qui n'est pas le cas. C'est écrit par quelqu'un de fortement religieux.

■ **Mapuche**, Caryl Ferey, éd. Gallimard / Série noire, 2012, 458 p. 19,90 €. Jana, indienne mapuche, survit comme sculptrice à Buenos Aires. Le jour où son ami-e travesti disparaît, elle mène l'enquête et croise Ruben Calderon, détective travaillant pour les "Mères de la place de Mai" et enquêtant sur les enfants enlevés pendant la dictature et placés dans des familles du régime. A travers une enquête très bien menée, bien que très complaisante avec les scènes de violence, l'auteur nous présente l'Argentine d'hier et d'aujourd'hui, du côté politique, social, pauvre et bourgeois. Au résultat, une œuvre fortement politique.

■ **Campagne présidentielle**, Mathieu Sapin, éd. Dargaud, 2012, 72 p. 15 €. L'auteur a suivi le candidat François Hollande pendant sa campagne présidentielle. Avec beaucoup de justesse, il rend compte dans cette BD des petits comme des grands moments. Au-delà de la vie du personnage central, largement de quoi réfléchir sur notre mode de représentation politique, la démocratie, ses limites, le métier de journaliste... et les nouvelles technologies.

Silence, c'est vous aussi

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-dessous ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Rejoignez un relais local

- > **Aube.**
Labo univ'X (groupe Silence)
15b, rue Henri Lemasson, 10000
tél. : 06 66 56 01 60
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.**
Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67,
- > **Besançon.**
Martine Lionnet
tél. : 03 81 83 35 95
- > **Bretagne.**
Alexis Robert, La Guette en
Beauvais, 35380 Paimpont,
tél. : 02 99 07 87 83
- > **Est-Puy-de-Dôme.**
Jean-Marc Pineau,
Marette, 63290 Paslières,
- > **Hérault.**
Valérie Cabanne
tél. : 04 99 64 32 44
- > **Paris.**
Mireille Oria,
tél. : 01 43 57 20 83
- > **Saône-et-Loire.**
Michel à Saint-Boil
tél. : 03 85 44 06 40 ;
Annabelle à Chalon sur Saône
tél. : 03 85 93 57 54

Devenez Réd'acteur

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous souhaitez tenir un stand lors d'une manifestation qui a lieu près de chez vous, contactez-nous.

Vous tenez un stand *Silence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

*Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !



Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires :

IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350 - Code BIC : CCOFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre - Belgique**,
98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 4^e trimestre 2012 - **Tirage :** 5400 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Caroline Bojarski, Delphine Boutonnet, Frédéric Burnel, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Rafaël Trapet - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemey, Marie-Pierre Najman, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Myrondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 09 53 04 30 40 - **Dessins :** Coco, CPDP, Duck, EG181, N. Juret, Lasserpe, Sponer - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Ahef, Nouara Ací Scalabre, Michel Bernard, Chris Helgren, Marie-Pierre Najman, Pierre-Emmanuel Weck - **Et pour ce n° :** Françoise Bonde, Marc Evin, Tula Gaspar, Roger Gavinelli, Dominique Lalanne, Walter Native, Gaëlle Ronsin, Léo Sauvage - **Couverture :** Michel Bernard - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef.

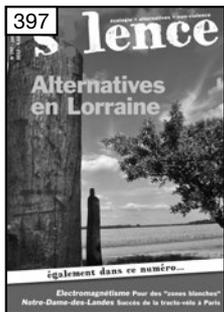


L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables.



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilhaud-Granges Tél. 04 75 44 54 96

Commandes



Numéros disponibles

- 360 Autoproduire pour se reconstruire
- 363 Téléphone (insup)portable !
- 368 A la recherche de l'écologie radicale
- 371 Valse des paniers autour des AMAP
- 374 Le corps, champ de bataille
- 376 Les murs, médias alternatifs
- 377 Élus et Genre
- 378 Apprendre sans école
- 380 Les frontières de la non-violence
- 383 Vivre en colocation
- 388 Ça marche !
- 390 Internet, l'envers de la toile
- 391 Après la vélorution
- 393 Contraception et autonomie
- 394 Le retour des monnaies locales
- 395 A la découverte de la presse alternative
- 396 Terres collectives

- 398 Expériences de transition
- 399 A votre santé ?
- 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- 401 Se former à la non-violence
- 402 Ces croyances qui nous dominent
- 404 Se réapproprier l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet

Numéros régionaux

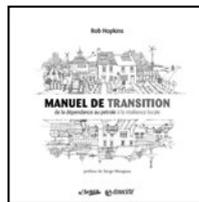
- 359 Seine Saint-Denis
- 364 Savoies
- 381 Essonne et Val-de-Marne
- 392 Auvergne
- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres

- Les 600 dates de l'écologie**
84 p. - 12 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.

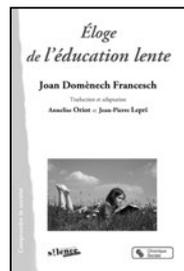


- Manuel de transition**
212 p. - 20 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.

- Éloge de l'éducation lente**
128 p. - 13,50 €

Frais de port :
- métropole : 3 €
- étranger : 4,5 €



Commandes groupées, nous consulter.

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement	6 n°	20 €
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an	46 €
<input type="checkbox"/> Institution	1 an	60 €
<input type="checkbox"/> Soutien	1 an	60 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	2 ans	74 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Autres pays et Dom-tom

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement	6 n°	27 €
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an	55 €
<input type="checkbox"/> Institution	1 an	68 €
<input type="checkbox"/> Soutien	1 an	60 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	2 ans	85 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	1 an	39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédiaire de PayPal.

Total de votre règlement :

Vos coordonnées :

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) : _____

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Titulaire du compte

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Compte à débiter

Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé
_____	_____	_____	_____

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :

545517

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :

Silence

9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

Date et signature obligatoires :

Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Cafézoïde



▲ Bar du rez-de-chaussée



▲ Façade du Cafézoïde



▲ Eveil musical du matin en langage des signes



▲ Eveil musical du matin



▲ Assistante maternelle



▲ Bataille de coussins

A Paris, Cafézoïde est un café uniquement pour les enfants de 0 à 16 ans. Cafézoïde offre une alternative aux fast-foods, en offrant boissons, nourriture, mais aussi de multiples activités culturelles : musique, théâtre, littérature, philosophie, jeux dans une ambiance chaleureuse, inventive, généreuse, fantaisiste... Une initiative originale qui depuis dix ans a été copiée dans d'autres villes. Un reportage photo de Pierre-Emmanuel Weck avec qui le café prépare un livre.

Cafézoïde, 92 bis, quai de la Loire, 75019 Paris, tél. : 01 42 38 26 37.